

Département des Etudes

XLIV^{me} année, Vol. II, N° 5

Novembre 1969

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les budgets de 1969 et 1970 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES BUDGETS DE 1969 ET 1970

A l'occasion de la publication de l'« Exposé général du budget des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 1970 », cet article se propose de décrire, comme il est de tradition, les aspects les plus importants des budgets de l'année en cours et de l'année prochaine. Dans une première partie, il rappellera les principaux aspects de la politique économique, financière et budgétaire du Gouvernement; il

traitera ensuite plus en détail des budgets de 1969 et de 1970. Les commentaires relatifs au budget extraordinaire et au regroupement économique et fonctionnel des opérations budgétaires du pouvoir central, qui n'étaient pas encore disponibles au moment où le texte qui suit a été rédigé, constitueront la matière d'un prochain article.

I. La politique économique et financière du Gouvernement

A. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LES BUDGETS.

Le budget de 1969, qui a été présenté en équilibre, se clôturera probablement par un léger excédent, bien que le Gouvernement ait exécuté intégralement son programme économique et social : la politique en matière d'investissements et d'expansion économique a été poursuivie; les dépenses de caractère social en faveur des pensionnés, des familles et des déshérités ont été accrues; un vaste plan de logement social a été exécuté.

Le Gouvernement s'est attaqué en même temps aux problèmes posés par la haute conjoncture. L'accélération de l'expansion économique, qui a entraîné des tensions inflationnistes, a amené le Gouvernement à mettre en œuvre, dès le mois de mai, un dispositif de politique conjoncturelle en vue d'assurer la croissance équilibrée de l'économie.

Lors de l'élaboration des budgets de 1970, le Gouvernement a dû tenir compte des tensions ressenties dans la situation monétaire internationale et d'un ralentissement possible

de l'expansion économique dans les grands pays industrialisés, par suite de la politique économique restrictive qui est appliquée depuis plusieurs mois dans la plupart de ces pays.

Certes, l'évolution de la situation économique présente des aspects favorables pour le budget; mais elle donne lieu aussi à une augmentation de certaines dépenses, surtout en ce qui concerne la dette publique et l'adaptation à l'indice des prix à la consommation. C'est pourquoi le Gouvernement a soumis les diverses propositions budgétaires à un examen rigoureux et a cherché un équilibre entre des objectifs parfois divergents.

Le taux de croissance des dépenses ordinaires s'élève, en 1970, à 9,7 p.c. par rapport aux évaluations budgétaires initiales des dépenses de 1969; ce taux ne dépasse pas celui des années précédentes, ni celui de la croissance du produit national brut, en 1970, corrigé du coefficient normal d'élasticité des recettes fiscales.

Le budget de 1970 sera exécuté sans impôts nouveaux; il y aura toutefois une adaptation des tarifs postaux et des chemins de fer, en vue d'assurer une saine gestion de ces services. Le Gouvernement tient également sa promesse d'adapter les impôts sur les revenus modestes, de manière à compenser l'effet de la hausse de l'indice des prix à la consommation survenue depuis son entrée en fonction.

Compte tenu de la situation conjoncturelle présente et des tensions monétaires qui ont prévalu aussi bien sur le plan national que sur le plan international, le Gouvernement a estimé que, tant du point de vue financier que sous l'angle économique, le moment n'était pas favorable à l'introduction, à la date prévue du 1^{er} janvier 1970, de la taxe sur la valeur ajoutée. Il estime de la sorte avoir écarté le risque de voir l'économie et l'exécution du budget sérieusement perturbées.

1. L'exécution du budget de 1969.

Le budget ordinaire de 1969 a été déposé en équilibre au niveau de 264,6 milliards.

Sur la base des recettes des huit premiers mois de l'année budgétaire, on peut s'attendre que les recettes pour l'ensemble de l'année

dépassent de 4,5 milliards les prévisions initiales, les recettes totales de l'année 1969 se trouvant ainsi portées à 269,1 milliards.

En ce qui concerne les dépenses ordinaires, le budget approuvé (265,2 milliards) a été augmenté de crédits supplémentaires s'élevant à 4,6 milliards et d'un montant de 2,6 milliards de crédits additionnels se rapportant à des années antérieures.

Les crédits supplémentaires pour 1969 ont été influencés en ordre principal par l'augmentation des budgets suivants : Dette Publique (+ 1,3 milliard, supplément auquel la hausse générale des taux d'intérêt n'est pas étrangère), Finances (+ 1,1 milliard, provision constituée pour faire face à la hausse de l'indice des prix à la consommation), Affaires économiques (+ 0,6 milliard en faveur des charbonnages), Travaux publics (+ 0,6 milliard pour entretien des routes) et Education nationale (+ 0,6 milliard pour traitements et subventions-traitements).

La majoration des dépenses se rapportant à des années antérieures (+ 2,6 milliards), dont question ci-dessus, concerne les budgets suivants : Prévoyance sociale (+ 1,2 milliard en faveur des secteurs « assurance maladie-invalidité » et « maladies professionnelles »), Education nationale (+ 0,5 milliard pour traitements et subventions-traitements), Pensions (+ 0,4 milliard) et Affaires économiques (+ 0,2 milliard).

Compte tenu de la réestimation des recettes, des crédits supplémentaires et additionnels ainsi que du montant estimé des annulations et reports de crédits, les prévisions pour l'année budgétaire 1969 se présentent comme suit :

	(milliards de francs)
Recettes totales	269,1
Dépenses :	
Budget voté	265,2
Crédits supplémentaires	
année 1969	4,6
années antérieures	2,6
Annulations et reports en fin d'année	<u>— 4,0</u>
(estimations)	
	268,4

Ces prévisions autorisent à croire que le budget ordinaire de 1969, présenté en équilibre, se clôturera comme tel ou même qu'il se soldera par un léger excédent.

Le programme d'engagements du budget extraordinaire, du Fonds des Routes et du secteur débudgétisé s'élevait à 59,4 milliards. Le Gouvernement avait, d'autre part, prévu une tranche conditionnelle de 9,6 milliards, mais en raison de l'évolution de la conjoncture, il a renoncé à l'engager. Les prévisions de décaissements pour les programmes des départements intéressés et du Fonds des Routes s'élèvent à quelque 47 milliards.

Depuis le mois de novembre 1967, le Fonds des Routes a été autorisé à se financer, dans certaines circonstances, par l'escompte de traites. L'encours des traites acceptées par ce Fonds se chiffrait à 0,8 milliard au 31 décembre 1967; il avait atteint 1,8 milliard à la fin de l'année 1968. Dans le courant de 1969, l'encours s'est réduit progressivement et, au 30 septembre 1969, il n'y avait plus de traites en circulation. Si on tient compte des paiements supplémentaires qu'a entraînés l'extinction, en 1969, de l'encours des traites, le montant total des décaissements sur le budget extraordinaire et des décaissements du Fonds des Routes s'élève à 48,8 milliards. Déduction faite des recettes extraordinaires, d'un montant de quelque 0,5 milliard, le solde du budget extraordinaire pourrait atteindre 48,3 milliards.

Compte tenu des facteurs décrits ci-dessus et d'autres éléments, parmi lesquels il faut particulièrement prendre en considération l'amortissement de la dette publique, le Gouvernement estime à environ 30 milliards l'accroissement net de cette dernière en 1969. Si on inclut dans les chiffres de la dette les variations de l'encours des traites acceptées par le Fonds des Routes, l'accroissement net de la dette publique s'est élevé respectivement à 23,4 milliards en 1967 et 34,8 milliards en 1968.

2. Le budget de 1970.

Le budget ordinaire de l'année 1970 est déposé quasi en équilibre : il prévoit des recettes de 290,5 milliards et des dépenses de 290,3 milliards. Comme ce fut déjà le cas en 1968, le Gouvernement a cependant décidé de ne pas incorporer dans le budget ordinaire une partie des recettes totales prévues pour 1970, mais de les affecter directement au Fonds d'expansion économique et de réconversion

régionale ; ce Fonds recevra ainsi, en 1970, un montant de 4,7 milliards qui, ajouté aux recettes de 1,3 milliard affectées précédemment à ce Fonds, portera le total des ressources à 6 milliards. Ce montant est disponible pour le financement des opérations suivantes :

	<i>(milliards de francs)</i>
Affaires économiques : aide aux investissements	5,0
Classes moyennes : crédits aux petites et moyennes entreprises et aux indépendants	0,1
Communications : crédit maritime	0,1
Finances : garantie de l'Etat	0,2
Agriculture : Fonds d'investissement agricole	0,6

Le montant des recettes de 1970 a été évalué comme suit. Selon l'Exposé Général relatif au budget de 1969, l'évaluation des recettes fiscales pour cette dernière année s'élevait à 251,6 milliards. Ce dernier budget a servi de point de départ à l'estimation des recettes fiscales de 1970, mais après avoir subi une double correction.

En premier lieu, un montant de 2,7 milliards représentant le produit de certaines mesures d'accélération de la perception des impôts en 1969 a été éliminé. Ensuite, il a été tenu compte de la réévaluation des recettes fiscales dont le rendement attendu a été relevé, pour toute l'année 1969, de 4,5 milliards. La nouvelle base est ainsi devenue : 251,6 milliards - 2,7 milliards + 4,5 milliards = 253,4 milliards.

Partant de l'hypothèse économique retenue par le Gouvernement (augmentation du produit national brut de 4,75 p.c. en volume et de 4 p.c. en prix) et de l'influence du coefficient d'élasticité des recettes, évalué à 1,14, on peut estimer la majoration des recettes fiscales en 1970 à 25,8 milliards. Afin de compenser la surcharge fiscale résultant de la hausse de l'indice des prix à la consommation depuis le mois de juin 1968, le Gouvernement procédera à une adaptation des contributions directes en faveur des revenus modestes. Pour 1970, il en résultera une diminution des recettes de l'ordre de 0,7 milliard. Compte tenu des conséquences de cette mesure, ainsi que de la majoration des recettes (+ 1,5 milliard) trouvant son origine dans une meilleure

perception de l'impôt, la progression globale des recettes fiscales pourrait ainsi atteindre 26,5 milliards; le produit de ces recettes s'élèverait de la sorte à 279,9 milliards en 1970.

Compte tenu des recettes non fiscales, évaluées à 15,3 milliards en 1970, contre 13 milliards en 1969, on arrive à un total de 295,2 milliards de recettes ordinaires, soit 30,6 milliards de plus que l'évaluation budgétaire initiale de 1969.

Les dépenses proposées au budget ordinaire de 1970 s'élèvent à 290,3 milliards, soit un accroissement de 25,7 milliards ou 9,71 p.c. par rapport au budget déposé de 1969, et de 25,1 milliards ou 9,46 p.c. par rapport au budget voté de cette même année. Sur la base des chiffres des budgets initiaux, le rythme de croissance des dépenses ordinaires s'élevait à 9,45 p.c. en 1967, à 8,91 p.c. en 1968 et à 9,88 p.c. en 1969. Ces pourcentages sont donc du même ordre de grandeur.

L'accroissement des dépenses ordinaires est imputable à concurrence de 15,6 milliards, soit 60 p.c., aux catégories de dépenses suivantes qui, pour diverses raisons, sont à considérer comme inéluctables :

— la hausse des prix : le Gouvernement s'est trouvé devant la nécessité d'établir le budget de 1970 sur la base d'un niveau de 130 de l'indice des prix à la consommation, alors que pour le budget de 1969, il s'était basé sur le niveau de 125; de plus, il devait tenir compte du fait qu'une nouvelle accélération de la hausse de cet indice comporterait des charges supplémentaires pendant les cinq derniers mois de l'année 1970. Le budget de 1970 comprend un supplément, en conséquence, de 7,2 milliards par rapport au budget initial de 1969.

— la dette publique : en 1970, les dépenses pour la dette publique atteindront 52,6 milliards, contre 46,2 milliards prévus au budget initial de 1969, ce qui représente une augmentation de 6,4 milliards, imputable, d'une part, à l'accroissement de la dette publique même et, d'autre part, à la hausse générale des taux d'intérêt.

— les dépenses résultant de la programmation sociale dans le secteur public, pour laquelle un supplément de 2 milliards a été inscrit au budget.

Les budgets qui présentent les majorations les plus importantes par rapport au budget voté de 1969 sont les suivants :

	(milliards de francs)
Dette publique	6,4
Education nationale	5,4
Prévoyance sociale	3,7
Intérieur	2,2
Santé publique et logement	2,0
Pensions	1,8

Ces six budgets interviennent pour 21,5 milliards, soit 80 p.c., dans l'augmentation totale. Ces différents budgets seront étudiés de façon plus approfondie au chapitre III de cet article.

Des renseignements détaillés en matière de dépenses d'investissement seront fournis dans un prochain article qui traitera des investissements publics et du budget extraordinaire ainsi que de la répartition économique et fonctionnelle des dépenses.

B. PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE.

1. La politique économique générale.

Lorsqu'il a tracé les grandes lignes de sa politique économique générale pour 1970, le Gouvernement s'est essentiellement préoccupé des points suivants :

— la fixation des principales options du troisième programme d'expansion économique, pour lequel 1970 sera l'année de préparation finale;

— la compatibilité entre les besoins économiques régionaux et les impératifs du plan national;

— les « contrats de progrès » qui s'inscrivent à l'intérieur des nouveaux contours de la planification;

— la politique des prix.

a) Les principales options relatives aux objectifs généraux du troisième plan.

Les objectifs généraux du troisième plan portent surtout sur :

— le plein emploi, domaine où une attention toute spéciale sera consacrée aux aspects qualitatifs;

— la satisfaction des besoins individuels sous leurs différents aspects : élévation générale des revenus dans la mesure où elle est compatible avec l'expansion économique; réduction de la durée du travail; élargissement et organisation du temps de loisir; problèmes posés par la concentration urbaine;

— une sécurité d'existence accrue découlant à la fois de la politique précitée en matière d'emploi et de l'augmentation appropriée des prestations sociales, compte tenu des moyens financiers disponibles;

— la préparation d'une croissance future soutenue par l'encouragement des efforts de recherche, par la prolongation de la scolarité, par le développement des équipements collectifs tant sur le plan de l'infrastructure que sur les plans économique, sanitaire et socio-culturel.

Pour que la réalisation de ces objectifs soit compatible avec une croissance économique forte et équilibrée, il faut que plusieurs contraintes d'équilibre soient respectées :

— entre l'offre et la demande de travail;
— entre les recettes et les paiements extérieurs;
— entre les ressources disponibles et les dépenses.

L'exécution du troisième plan entraînera les réformes institutionnelles suivantes :

— l'articulation du plan national et des plans régionaux;
— la programmation impérative des pouvoirs publics;
— la programmation contractuelle, par la conclusion de « contrats de progrès », dans le secteur privé.

b) Le plan national et les plans régionaux.

Le plan national ne peut être la simple addition des plans régionaux, sans quoi la notion même de planification se trouverait compromise à la base en n'assurant plus la compatibilité globale entre les objectifs et les moyens.

Cet impératif de politique économique globale ne pourrait compromettre pour autant l'existence des plans régionaux, dont le rôle est avant tout d'aborder des problèmes que les perspectives générales d'un plan national ignorerait. Les plans régionaux, qui seront élaborés par les Conseils économiques régionaux,

dovent être concrets et moins macro-économiques que le plan national; il convient, en outre, qu'ils s'intègrent mieux à la politique d'aménagement du territoire.

c) La programmation impérative pour les pouvoirs publics.

Celle-ci s'exprimera dans les budgets qui fixeront les engagements constituant la contribution du secteur public à la réalisation du plan.

d) La planification contractuelle.

Les « contrats de progrès » constituent une modalité d'application de la programmation contractuelle. Ils sont spécialement appropriés à la réalisation de vastes projets à moyen terme lorsque :

- ces projets, conçus et mis au point par l'entreprise elle-même, présentent un intérêt suffisant pour l'économie nationale;
- les chances de succès sont suffisamment étayées par l'expérience, le potentiel et le dynamisme des promoteurs;
- la réalisation de ces projets joue un rôle décisif dans le développement futur de l'entreprise.

e) La politique des prix.

La hausse des prix a été sensible surtout au cours des derniers mois de 1968 et des premiers mois de 1969. Ce mouvement, dû surtout au renchérissement des produits alimentaires, a été favorisé par un état de psychose qui s'est développé en raison de l'annonce de l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée. Au cours des mois suivants, le rythme de progression de l'indice s'est ralenti.

Le Gouvernement a organisé une concertation régulière avec les différents milieux sociaux et économiques intéressés par le problème des prix, notamment au sein de la Commission de régulation des prix, récemment installée.

Le système de déclaration préalable de hausse reste maintenu.

f) Les lois concernant l'expansion économique.

Une nouvelle loi d'expansion économique remplacera les lois existantes; cette révision est justifiée non seulement pour des motifs

techniques, mais surtout pour des considérations fondamentales. D'une part, on ne dispose pas, actuellement d'une législation d'expansion économique, mais bien de trois textes différents (lois des 17 et 18 juillet 1959 et du

14 juillet 1966). D'autre part, le Gouvernement veut sortir du cadre trop étroit d'une simple loi d'aide pour déboucher sur une véritable législation de promotion organisée de l'expansion économique.

Tableau I.

Application des lois d'expansion économique

(17 et 18 juillet 1959, 14 juillet 1966)

	Investissements aidés				Ouvriers à engager			
	1959 au 30 juin 1968		du 1er juillet 1968 au 1er juillet 1969		1959 au 30 juin 1968		du 1er juillet 1968 au 1er juillet 1969	
	(millions de francs)	(en p.c. du total)	(millions de francs)	(en p.c. du total)	(chiffres absolus)	(en p.c. du total)	(chiffres absolus)	(en p.c. du total)
Anvers	39.347	20,1	6.478	18,5	37.441	21,6	3.919	17,6
Flandre occidentale	10.118	5,2	2.231	6,4	26.411	15,3	2.589	11,5
Flandre orientale	34.675	17,8	8.510	24,3	28.807	16,6	3.650	16,4
Limbourg	21.460	11,1	1.222	3,5	20.528	11,9	2.654	11,9
Louvain (arrondissement)	2.163	1,1	607	1,7	3.106	1,8	457	2,0
Hal-Vilvorde	2.777	1,4	217	0,6	5.745	3,3	297	1,3
Bruxelles (périphérie)	256	0,1	10	—	231	0,1	19	0,1
Total région flamande	110.796	56,8	19.275	55,0	122.269	70,6	13.585	60,8
Hainaut	36.445	18,7	6.529	18,6	24.340	14,1	4.894	21,9
Liège	32.150	16,5	4.185	11,9	14.751	8,5	2.754	12,4
Luxembourg	2.344	1,2	211	0,6	1.018	0,6	275	1,2
Namur	3.800	1,9	1.811	5,4	2.677	1,6	569	2,5
Nivelles (arrondissement)	5.052	2,6	2.885	8,2	3.529	2,0	203	0,9
Total région wallonne	79.791	40,9	15.621	44,7	46.315	26,8	8.695	38,9
Bruxelles-Capitale	4.456	2,3	115	0,3	4.469	2,6	64	0,3
Total du pays	195.043	100,0	35.011	100,0	173.053	100,0	22.344	100,0

Le tableau I donne un aperçu statistique de l'application des lois précitées de 1959 et de 1966, aussi bien en ce qui concerne le montant des investissements assistés que le nombre des ouvriers à engager par suite de ces investissements. Les données ont été scindées en deux périodes : avant et après le 1^{er} juillet 1968.

g) La parité régionale des aides gouvernementales.

Les crédits budgétaires relatifs à l'expansion économique régionale sont octroyés paritairement. Cette parité a été réalisée grâce à un programme atteignant 16,5 milliards et s'étendant sur deux années (1969 et 1970), étant entendu que les soldes non utilisés en 1969 seront employés en 1970. Le montant affecté à chaque région est de 7,5 milliards ; Bruxelles, les affaires mixtes et les entreprises en difficulté disposeront ensemble d'un montant de 1,5 milliard.

h) La politique agricole.

Mesures sur le plan national.

Dans les secteurs de la politique agricole où il dispose encore d'une certaine liberté d'action en vertu des règlements de la C.E.E., le Gouvernement a l'intention de prendre certaines mesures qui doivent permettre aux producteurs agricoles de s'adapter aux nouvelles conditions créées par la politique agricole commune.

Ces mesures ont trait tant à l'octroi d'aide financière à des exploitations agricoles qu'à l'utilisation efficiente des services du personnel compétent chargé de l'amélioration de la structure de la production, de l'amélioration du régime hydrologique des sols, de la lutte contre les maladies du bétail, de la vulgarisation et de la recherche scientifiques. L'aide financière aux exploitations agricoles est fournie par le Fonds d'investissement agricole (F.I.A.),

sous forme de subsides-intérêts et/ou de garanties couvrant le remboursement des sommes empruntées. A cet effet, en 1970, un montant de 0,6 milliard est mis à la disposition du Fonds d'investissement agricole.

Contributions financières de la Belgique à la politique agricole de la C.E.E.

Le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) a été institué en vue du financement de la politique agricole commune. En 1970, conformément aux règlements en vigueur, la Belgique aura à verser quelque 2,8 milliards à ce Fonds. Ce montant sera couvert essentiellement par l'inscription au budget de 1970 d'un crédit de 2,4 milliards et, en outre, par le transfert à 1970 d'un crédit de 400 millions en faveur du Fonds agricole qui, bien que disponible, ne sera pas utilisé en 1969.

La contribution financière de la Belgique a trait aux trois sections du F.E.O.G.A.

Les sections spéciales.

C'est à l'intermédiaire de ces sections que sont financées les compensations de caractère transitoire accordées à l'Allemagne, à l'Italie et au Luxembourg lors de la fixation des prix unitaires dans le secteur des céréales, et au Luxembourg lors de la fixation des prix unitaires dans le secteur laitier.

Un dernier versement à ce titre sera fait en 1970; la part de la Belgique s'y élève à 273 millions.

La section garantie.

C'est dans le cadre de cette section que les dépenses ayant trait à la politique commune des marchés sont portées en compte suivant un système de *clearing* fonctionnant comme suit : chaque Etat membre peut soustraire de la contribution qu'il doit verser à cette section, la part de ses dépenses propres qui entre en ligne de compte pour être prise en charge par le F.E.O.G.A.

La contribution de chaque Etat aux dépenses totales de la section garantie, appelée communément contribution brute, se compose, depuis le 1^{er} juillet 1967, de deux parties dont la première est égale à 90 p.c. des prélèvements

agricoles perçus par cet Etat et dont la deuxième est calculée comme suit : la partie des dépenses du F.E.O.G.A. qui n'est pas couverte par les contributions des Etats membres calculées sur la base de 90 p.c. des prélèvements perçus, est mise à charge des différents Etats membres suivant une clé de répartition fixe; en vertu de cette clé de répartition, la part de la Belgique est égale à 8,1 p.c. de cette deuxième partie des dépenses de la section garantie. En 1970, la contribution totale de la Belgique en faveur de la section garantie sera de 2.129 millions.

La section orientation.

Les ressources de la section orientation sont affectées essentiellement au financement des projets d'adaptation et d'amélioration structurelle de la production agricole. Les contributions nationales, dues au titre de cette section, ne sont mobilisées qu'au fur et à mesure des besoins de trésorerie de la Commission. Cet accord a été conclu en 1967 entre les Etats membres et la Commission parce qu'il était apparu que l'aide accordée par le F.E.O.G.A. n'était liquidée qu'avec beaucoup de retard à cause des lenteurs d'exécution des projets. Parmi les crédits budgétaires pour 1970, une somme de 427 millions a été prévue afin de faire face aux engagements financiers de la Belgique dans le cadre de cette section.

Depuis plusieurs années, le Fonds agricole a comme principale tâche de financer les mesures prises sur le plan national en exécution de la politique communautaire des marchés. En vue de ce financement, ce Fonds dispose essentiellement des prélèvements perçus à l'occasion du trafic des produits agricoles ainsi que de quelques autres impositions prévues par les règlements de la C.E.E., comme par exemple la contribution due par les producteurs de sucre qui ont dépassé leur quota de production. Le produit de ces prélèvements et impositions est évalué à 3,7 milliards en 1970. Ce montant ne suffisant pas à couvrir toutes les dépenses du Fonds agricole, un crédit de 3,4 milliards a, en outre, été inscrit au budget du Ministère de l'Agriculture.

2. La politique sociale.

L'ensemble des crédits budgétaires pour la politique sociale s'élève à 61,5 milliards pour

Tableau II. **Principales interventions de l'Etat à caractère social^{1, 2}**
(milliards de francs)

	1968 (Réalisations)	1969 (Crédits ajustés)	1970 (Crédits sollicités)
A. Sécurité sociale, assistance et avantages sociaux divers :			
Assurance maladie-invalidité :			
a) obligatoire	13,6	15,5	17,2
b) libre	1,1	1,2	1,2
Allocations familiales :			
a) salariés	0,8	0,8	0,8
b) indépendants	1,1	0,9	0,9
Chômage	3,4	1,6	0,6
Allocations aux estropiés et mutilés	1,4	1,7	2,0
Entretien d'enfants confiés à des institutions	0,9	0,9	1,0
Subsides aux œuvres nationales des victimes			
de la guerre	1,0	1,0	1,0
Abonnements sociaux	1,3	1,2	1,3
Maladies professionnelles	0,8	1,2	2,1
B. Politique de l'emploi et aide de réadaptation aux travailleurs licenciés	1,1	1,2	1,0
C. Politique du logement :			
Interventions au profit du Fonds National du Logement	1,7	1,9	2,5
D. Politique de santé :			
Subsides aux hôpitaux	2,5	2,0	2,6
Subsides à l'Œuvre Nationale de l'Enfance	0,8	0,8	0,8
Dotation du Fonds spécial d'assistance	1,2	1,0	1,3
Charges financières d'emprunts des pouvoirs subordonnés	1,0	1,1	1,3
E. Politique scientifique :			
Allocations au Fonds National des Etudes ...	0,9	1,0	1,2

¹ Les dépenses au titre des pensions sociales ou de guerre ne figurent pas dans ce tableau; elles sont reprises séparément dans le tableau VIII.

² A l'exclusion de la « provision-index » prévue aux différents budgets.

Tableau III. **Ensemble des prestations sociales**
(milliards de francs)

	1968 Réalisations	1969		1970 Propositions
		Initial	Ajusté	
Victimes de la guerre	6,9	7,1	7,1	7,3
Pensions ¹	43,3	46,9	47,9	50,9
Prestations familiales ²	32,4	33,3	34,5	35,9
Allocations pertes de salaires ³	25,6	24,8	25,0	27,0
Politique de santé	32,0	34,6	35,0	40,7
Politique de l'emploi	1,1	1,3	1,2	1,0
Logement ⁴	1,7	2,1	1,9	2,5
Vacances ⁵	28,5	28,3	28,3	29,7
Abonnements scolaires	0,4	0,4	0,4	0,4
Abonnements sociaux	1,3	1,2	1,2	1,3
Fonds National des Etudes	0,9	1,0	1,0	1,2
Handicapés	0,3	0,2	0,5	0,5
Total ...	169,4	181,2	184,0	198,4

N. B. — Ce tableau ne comprend pas :

- a) les montants payés par les compagnies d'assurance pour les accidents du travail;
- b) les rentes payées directement par les compagnies d'assurances et les caisses privées de pension;
- c) les montants attribués par les différents fonds de sécurité d'existence.

¹ Y compris le pécule de vacances payé aux pensionnés.

² Y compris l'entretien des enfants de justice.

³ Pensions d'invalidité des mineurs, indemnités d'incapacité de travail de l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité, d'accidents du travail et de maladies professionnelles, allocations de chômage, allocations aux estropiés.

⁴ Primes De Taeye, taudis, différences d'intérêts.

⁵ Y compris le montant que l'employeur paie directement aux ouvriers pour le doublement de la troisième semaine de vacances et le pécule de vacances payé aux employés, mais à l'exclusion du personnel définitif des services publics.

1970. Abstraction faite de l'intervention de l'Etat dans les allocations de chômage, dont les fluctuations d'une année à l'autre perturbent la comparaison des totaux, la masse des subventions se chiffre à 60,9 milliards, ce qui représente une croissance de 11,9 p.c. par rapport aux crédits inscrits au budget initial de 1969 (54,4 milliards). Les principales subventions à caractère social de l'Etat sont indiquées au tableau II.

Le tableau III a trait à l'ensemble des prestations sociales dont le financement se fait soit à charge du budget de l'Etat, soit au moyen des cotisations des travailleurs et des employeurs. Pour 1970, ces prestations atteindront le total de 198,4 milliards. Si on recalcule le montant des prévisions initiales pour 1969, en prenant en considération, pour l'indice des prix à la consommation, un niveau identique à celui qui a été adopté pour l'établissement des prévisions pour 1970, on obtient un total rectifié de 184,4 milliards pour les prévisions de 1969. D'une année à l'autre, le taux d'accroissement réel ressort alors à 7,5 p.c.; conformément à ce qui est prévu dans la déclaration gouvernementale, il dépasse ainsi de plus de moitié le rythme prévu de la progression, en 1970, du produit national brut à prix constants (+ 4,75 p.c.).

3. Enseignement.

Depuis plusieurs années, le budget de l'Education nationale représente à peu près un cinquième des dépenses ordinaires de l'Etat et est ainsi le plus élevé de tous les budgets des départements ministériels. Le montant total du budget de l'Education nationale s'élève en 1970, à 54,2 milliards, soit 18,7 p.c. du budget ordinaire total de l'Etat. L'accroissement des crédits est de 9,6 p.c. par rapport au budget ajusté de 1969 (49,4 milliards), et de 11,1 p.c. par rapport au budget initial de 1969 (48,8 milliards).

Parmi les décisions importantes du Gouvernement en matière d'enseignement et d'éducation, on citera :

— la scission du Ministère de l'Education nationale et de la Culture entre deux nouveaux départements, à savoir le Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise et le Ministère de l'Education nationale et de

la Culture française; l'autonomie va de pair avec une collaboration obligatoire des deux nouveaux départements;

— la réforme de l'enseignement gardien; désormais, dès l'âge de deux ans et demi, les enfants pourront être accueillis dans les établissements d'enseignement gardien;

— le dépôt prochain du projet de loi sur l'enseignement spécial; il s'agit d'une importante mesure de justice sociale, prise en faveur d'enfants handicapés mentalement ou physiquement.

4. La politique scientifique.

La déclaration gouvernementale prévoit l'établissement d'un programme de cinq ans en matière de recherche scientifique. Un tel programme a déjà été adopté pour le secteur nucléaire; des programmes analogues sont en préparation pour plusieurs autres secteurs. En outre, le Gouvernement a décidé que la gestion des établissements scientifiques dépendant directement de l'Etat sera axée sur des objectifs déterminés selon le système P.P.B.S. (*planning, programming, budgeting system*) reposant sur un programme à moyen terme.

Les propositions budgétaires relatives à la politique scientifique, qui comprennent les crédits destinés à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique fondamentale, s'élèvent pour 1970 à 13,3 milliards, soit un accroissement de 1,5 milliard ou de 12,7 p.c. par rapport au budget voté de 1969; ce montant ne comprend pas les investissements des universités pour lesquelles le Gouvernement a décidé de consentir un effort spécial à partir de 1970. Au cours des trois derniers exercices (1967-1968-1969), l'accroissement annuel des crédits précités s'est élevé en moyenne à 12,6 p.c.

Depuis 1969, les crédits en faveur de la politique scientifique sont repris dans une section séparée des budgets départementaux intéressés. L'ensemble de ces crédits, regroupés selon leur destination, constitue « le budget de la politique scientifique » qui est déposé au Parlement sous forme d'annexe au budget du Premier Ministre. Le tableau IV donne un aperçu de l'utilisation de ces crédits pour les années 1968, 1969 et 1970.

Le financement direct des dépenses pour enseignement et recherche des universités et

des établissements assimilés demeure le poste le plus important au budget de la politique scientifique; il absorbe 7,3 milliards en 1970, soit 55 p.c. du total. Avant la fin de l'année

académique 1969-1970, le Parlement devra adopter une nouvelle loi en matière d'expansion universitaire. Les dispositions nouvelles que le législateur adoptera, sortiront inévitable-

Tableau IV.

Affectation des crédits pour la politique scientifique¹

	1968 (Ajusté)		1969 (Voté)		1970 (Propositions)	
	(milliards de francs)	(en p.c. du total)	(milliards de francs)	(en p.c. du total)	(milliards de francs)	(en p.c. du total)
1. Financement direct des universités et établissements assimilés pour l'enseignement et la recherche	5,7	54,6	6,6	55,4	7,3	55,0
2. Financement indirect de la recherche non orientée	0,5	4,6	0,5	4,6	0,7	5,0
3. Financement de la recherche à finalité industrielle et agricole	1,8	17,7	2,2	18,9	2,6	19,4
4. Financement d'activités scientifiques de service public et d'intérêt général	1,6	15,0	1,7	14,5	1,7	13,3
5. Organismes scientifiques internationaux	0,8	8,1	0,8	6,6	1,0	7,3
Total ...	10,4	100,0	11,8	100,0	13,3 ⁽²⁾	100,0

¹ Budget ordinaire, budget extraordinaire, section particulière.

² Montants établis sur base de l'indice 127,5, sauf les crédits pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique qui sont calculés sur base de l'indice 130.

ment leurs effets, du point de vue budgétaire, au quatrième trimestre de l'exercice 1970. Lors de l'élaboration de ce budget, il n'a pas été tenu compte de l'éventuelle création de nouveaux établissements ou facultés, ni d'une modification du mode de calcul des subventions aux universités libres et aux autres institutions subsidiées en vertu de la loi. Le décompte exact des conséquences budgétaires éventuelles de cette nouvelle loi devra donc faire l'objet d'un feuilleton. A titre provisoire, des provisions ont toutefois été inscrites au budget extraordinaire de l'Education nationale (Fonds de constructions universitaires), et au budget ordinaire (financement d'investissements universitaires). Ces montants devront être adaptés en fonction du projet gouvernemental qui sera déposé au cours des prochains mois; pour cette raison, ils n'ont pas été inclus dans les chiffres du tableau IV.

Le gouvernement a proposé une augmentation exceptionnelle des crédits réservés au financement indirect des recherches non orientées (affectées principalement dans les universités) pour permettre la résorption du retard encouru dans la région néerlandophone en matière de participation à la recherche fonda-

mentale, sans que l'expansion normale des activités des chercheurs francophones en fût pour autant freinée. Grâce à une expansion plus que proportionnelle des crédits destinés au financement de la recherche à finalité industrielle et agricole, le Gouvernement contribuera à la rénovation des structures de l'économie belge et à la solution des problèmes économiques régionaux. Les activités scientifiques de service public et d'intérêt général sont assurées par des établissements scientifiques de l'Etat et par des établissements du secteur privé travaillant sous contrat.

En raison de l'état de crise qui a régné en matière de coopération scientifique et technologique européenne, les Etats membres n'ont souvent pu parvenir à s'accorder sur le financement des programmes en cours ou sur l'établissement de nouveaux programmes. Il en est résulté une baisse d'activité des organismes internationaux; de plus, le financement de certaines équipes de chercheurs antérieurement subventionnées par l'Euratom a été repris en charge par les budgets nationaux. La part du budget de la politique scientifique consacrée à la collaboration internationale s'est réduite de 11,3 p.c. en 1967, à 6,6 p.c. en 1969. Grâce

à un certain nombre de réunions au niveau ministériel, quelques résultats positifs ont néanmoins pu être atteints en matière de coopération scientifique dans le cadre de la C.E.E. C'est pourquoi il a été tablé, dans l'établissement du budget, sur une reprise modérée des dépenses de coopération européenne en 1970.

5. La fonction publique.

Le statut du personnel de l'Etat a été adapté par le Gouvernement, notamment en ce qui concerne le recrutement et la promotion. Le nouveau statut, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1970, permettra non seulement de rétablir l'ordre et la clarté dans les textes réglementaires existants, mais également de mieux répondre aux besoins des différents départements.

Le quatrième accord de programmation sociale dans le secteur public, portant sur les années 1968 et 1969, a été scrupuleusement respecté. Une nouvelle convention collective couvrant les années 1970 et 1971 vient d'être conclue avec les organisations syndicales les plus représentatives; elle intéresse quelque 780.000 personnes : les membres du personnel ainsi que les bénéficiaires d'une pension de retraite ou de survie de droit public des services de l'Etat, des administrations provinciales et communales, des organismes d'intérêt public et de l'enseignement subventionné. Le coût global de la nouvelle programmation est évalué en fin de période à 7 milliards. En ce qui concerne l'Etat lui-même, le plafond des charges nouvelles sur le budget (600.000 personnes) a été fixé à 2 milliards pour 1970 et à 2,9 milliards pour 1971.

6. La coopération au développement.

Les crédits inscrits au budget de l'assistance technique s'élèvent pour 1970 à 3,3 milliards, accusant ainsi un accroissement de 0,4 milliard par rapport aux crédits initiaux de 1969. Le seul montant de ces crédits ne reflète cependant nullement l'ensemble de la contribution financière que la Belgique apporte au développement moral et matériel des pays en voie de développement. Pour obtenir une image plus complète du total des crédits budgétaires affectés à la coopération au développement, il faut y ajouter, comme cela a été fait

dans le tableau V, les interventions effectuées grâce aux bénéfices de la Loterie Nationale ou par le canal du budget d'autres départements. Le total est porté ainsi à 6 milliards, soit 1,1 milliard de plus qu'en 1969.

Tableau V.

Principaux crédits pour la coopération au développement

(milliards de francs)

Budgets ordinaire et extraordinaire	1969 (Budget initial)	1970 (Budget initial)
1. Coopération au développement .	2,9	3,3
2. Dette publique :		
Charge de la dette publique consolidée congolaise garantie par la Belgique	0,6	0,6
Dettes rétrocédées au Congo et garantie par la Belgique	0,2	0,2
Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion	0,2	0,2
3. Finances :		
Prêts à des pays étrangers	0,4	0,5
Affiliation de la Belgique à l'Association Internationale de Développement	0,3	0,3
Part de la Belgique dans le financement des prêts octroyés par la Banque Européenne d'Investissement à la Turquie et à la Grèce	0,1	0,2
4. Loterie Nationale :		
Dépenses effectuées sur les bénéfices de la Loterie nationale	0,6	0,7
Total ...	5,3	6,0

7. Les relations avec les pouvoirs subordonnés.

Pour 1970, la dotation du Fonds des Communes prévue au budget du Ministère de l'Intérieur s'élève à 15,3 milliards; c'est la dotation la plus élevée jamais accordée jusqu'à présent. Le mode d'alimentation du Fonds des Communes a été fixé par la loi du 16 mars 1964; en vertu de l'arrêté royal du 5 décembre 1966, pris en exécution de celle-ci, cette dotation est égale à 16,139 p.c. du produit, pour l'exercice pénultième, de certains impôts perçus par l'Etat. De 11 milliards en 1967, la dotation est passée successivement à 12,3 milliards en 1968, soit un accroissement de 1,3 milliard ou 11,84 p.c., à 13,6 milliards en 1969, soit un accroissement de 1,3 milliard ou 10,26 p.c. et à 15,6 milliards en 1970, soit un accroissement de 1,7 milliard ou 12,26 p.c.

Alimenté lui aussi depuis 1967 par une quote-part fixe de 1,968 p.c. dans le produit des mêmes impôts de l'Etat, le Fonds des Provinces a pu, comme le Fonds des Communes, bénéficier de la progression annuelle du rendement de ces impôts. Pour 1970, la dotation des provinces s'élève à 1,9 milliard.

Malgré la forte progression des ressources qui leur sont attribuées par l'intermédiaire du Fonds des Communes, les pouvoirs communaux se sont trouvés, depuis de nombreuses années, dans l'obligation d'exiger un rendement toujours plus élevé de leur fiscalité propre. En 1949, le produit de celle-ci se limitait encore à 2,4 milliards, mais il s'est trouvé porté, d'après les dernières statistiques établies, à 11,8 milliards en 1966 (d'après les comptes), à 12,7 milliards en 1967 (d'après les budgets) et à 14,2 milliards en 1968 (d'après les budgets).

Nonobstant l'apport croissant de ces recettes fiscales, le rythme de progression des recettes

des communes est resté insuffisant au regard de l'accroissement des dépenses. Dès lors, outre les dotations du Fonds des Communes, des subventions supplémentaires se sont révélées indispensables. A cet égard, il convient de citer le Fonds spécial créé au profit des communes; en vertu de l'art. 357 du code des impôts sur les revenus, le produit de 6 centimes additionnels à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents a été affecté à ce Fonds. Pour 1970, le produit de ces centimes additionnels est évalué à plus de 850 millions. D'autres interventions du pouvoir central prennent la forme de subsides (subventions-traitements au personnel enseignant de l'enseignement communal) ou de subventions spéciales en faveur de certaines communes qui connaissent des situations spéciales (à cet effet, un crédit supplémentaire de 200 millions a été prévu au budget de 1970 du Ministère de l'Intérieur au titre d'aide extraordinaire de l'Etat) ou qui doivent faire face à d'importantes dépenses de démergerement (un crédit de 63 millions a été prévu à cette fin au même budget).

II. Le budget de l'année 1969

Le budget des Voies et Moyens de 1969 prévoyait 264,6 milliards de recettes ordinaires, dont 251,6 milliards de recettes fiscales et 13 milliards de recettes non fiscales. Les recettes extraordinaires étaient estimées à 0,4 milliard.

Les recettes fiscales ont connu une évolution plus favorable que prévu. A l'issue des huit premiers mois de l'année budgétaire, les recettes fiscales s'élevaient à 171,8 milliards, soit une plus-value de 3,8 milliards par rapport aux prévisions et un excédent de 19,8 milliards par rapport aux recettes de la période correspondante de l'année 1968. Sur la base de cette évolution favorable, les recettes fiscales ont été réestimées, pour toute l'année, à 256,1 milliards, ce qui, dans l'hypothèse d'une estimation inchangée des recettes non fiscales, porte les recettes ordinaires à 269,1 milliards, soit une plus-value de 4,5 milliards par rapport aux évaluations budgétaires initiales. Cette plus-value se répartit

de la manière suivante entre les principaux types d'impôts :

	(milliards de francs)
Contributions directes	+ 2,8
Douanes	- 1,2
Accises	+ 1,0
Timbres et taxes assimilées au timbre	+ 2,0
Autres droits perçus par l'Enregistrement ...	- 0,1
	<hr/> + 4,5

Les plus-values du produit des contributions directes, des accises, du timbre et des taxes assimilées au timbre proviennent principalement de l'évolution favorable de la conjoncture économique, de l'augmentation des salaires et appointements, et de l'amélioration de l'emploi. C'est ainsi, par exemple, que le montant des versements anticipés a été supérieur de 4,1 milliards aux évaluations. Quant à la plus-

value des recettes du timbre et des taxes assimilées au timbre, elle reflète plus particulièrement la vive expansion de la demande intérieure.

Malgré la nette progression des importations, le rendement des droits de douane est demeuré inférieur aux prévisions. Cette moins-value est due à l'incidence, plus forte que prévue, de la suppression, à partir du 1^{er} juillet 1968, des droits en trafic intracommunautaire et à la réduction du tarif extérieur commun conformément aux engagements pris lors des négociations du G.A.T.T. (Kennedy-Round).

Le fait que le rendement des accises dépasse les prévisions est dû surtout à l'établissement d'un droit d'accise spécial sur les véhicules dont le moteur est alimenté au gasoil; en compensation, la taxe de circulation frappant ces véhicules a été réduite.

Aux dépenses ordinaires qui, selon le budget initialement voté, s'élevaient à 265,2 milliards, se sont ajoutés un feuilleton de crédits supplémentaires de 4,6 milliards et des crédits supplémentaires afférents à des années budgétaires antérieures d'ensemble 2,6 milliards. Le total des crédits se rapportant à l'année financière 1969 est ainsi porté à 269,8 milliards et le budget ajusté se chiffre à 272,4 milliards.

Les causes principales de l'augmentation de 7,2 milliards des dépenses sont les suivantes :

- + 1,8 milliard de dépenses supplémentaires au budget de la Dette publique résultant en grande partie de la hausse exceptionnelle et imprévisible des taux d'intérêt;
- + 1,1 milliard d'augmentation du budget du Ministère des Finances due à un crédit provisionnel global inscrit au budget des Finances et destiné à faire face, pour l'ensemble des budgets, aux charges supplémentaires résultant de l'accélération de la hausse de l'indice des prix à la consommation;
- + 1,3 milliard de crédits supplémentaires au budget de la Prévoyance sociale, en vue d'alimenter le Fonds des maladies professionnelles (0,6 milliard) et en faveur de l'assurance maladie-invalidité (0,4 milliard);
- + 1,1 milliard de crédits supplémentaires au budget de l'Education nationale pour subventions-traitements à l'enseignement subventionné;
- + 0,9 milliard de crédits supplémentaires sollicités par le Ministère des Affaires économiques et destinés en quasi-totalité à l'industrie charbonnière;
- + 0,7 milliard demandé par le Ministère des Travaux publics et devant permettre essentiellement d'assurer l'entretien ordinaire des routes.

Compte tenu de la réestimation, à 269,1 milliards, du montant des recettes, l'ajustement qui a porté le total des dépenses à 272,4 milliards, conduit apparemment à un déficit de 3,3 milliards à l'ordinaire. Mais si l'on tient compte du fait qu'à la fin de l'année, comme c'est habituellement le cas, des reports et des annulations de crédits auront lieu, pour un montant évalué cette année à 4 milliards, on peut admettre que le budget de 1969 se clôturera à peu près en équilibre ou même avec un léger excédent.

III. Le budget de l'année 1970

BUDGET ORDINAIRE

Sans tenir compte de 4,7 milliards de recettes qui sont attribuées directement au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, le budget ordinaire de l'année 1970, est présenté pratiquement en équilibre : l'évaluation des recettes s'élève à 290,5 milliards, tandis que le montant total des crédits sollicités par les différents départements ministériels atteint 290,3 milliards.

1. Les dépenses ordinaires.

Fixées au montant précité de 290,3 milliards, les dépenses ordinaires de 1970 excè-

dent de 21 milliards les crédits ajustés de l'année en cours. La répartition de ces dépenses par budget apparaît au tableau VI. Dans les lignes qui suivent, on passera successivement en revue les principales rubriques de ce tableau.

Lors de l'examen des budgets des différents départements, il faudra toutefois tenir compte de deux modifications importantes de la technique budgétaire :

1) En 1969, les crédits devant permettre de couvrir l'accroissement des dépenses dû à l'augmentation de l'indice des prix à la consommation étaient inscrits en bloc au budget des Finances. Avant la clôture de l'année budgétaire, ces crédits seront répartis entre les

Tableau VI.

Dépenses ordinaires¹
(millions de francs)

	1969 (Crédits ajustés) ²	1970 (Crédits sollicités)	Différence
1. Budgets financiers :			
Dette publique	47.949	52.601	+ 4.652
Pensions	31.145	32.769	+ 1.624
Dotations	764	830	+ 66
Total ...	79.858	86.200	+ 6.342
2. Autres budgets :			
Premier Ministre	949	1.464	+ 515
Justice	5.272	5.925	+ 653
Intérieur	16.166	18.320	+ 2.154
Affaires étrangères et Commerce extérieur ..	2.545	2.718	+ 173
Assistance technique	2.876	3.340	+ 464
Défense nationale	20.056	20.647	+ 591
Gendarmerie	3.338	3.646	+ 308
Agriculture	8.381	8.211	- 170
Affaires économiques	8.409	7.476	- 933
Classes moyennes	538	697	+ 159
Communications	10.769	10.995	+ 226
Postes, Télégraphes et Téléphones	8.155	8.879	+ 724
Travaux publics	5.329	5.507	+ 178
Emploi et Travail	3.259	2.060	- 1.199
Prévoyance sociale	21.568	25.062	+ 3.494
Education nationale	49.399	54.157	+ 4.758
Culture	3.774	4.291	+ 517
Santé publique et Famille	9.582	11.840	+ 2.258
Finances	9.507	8.913	- 594
Total ...	189.871	204.148	+ 14.277
Total général ...	269.729	290.348	+ 20.619

¹ En raison des forçages, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des chiffres de détail.

² Non compris les crédits supplémentaires pour années antérieures.

Tableau VII.

Dépenses ordinaires¹
(millions de francs)

	Différence entre les crédits sollicités de 1970 et les crédits ajustés de 1969 ²		
	Total	Due aux « provisions-index »	Ecart après élimination des « provisions-index »
1. Budgets financiers :			
Dette publique	+ 4.652	—	+ 4.652
Pensions	+ 1.624	850	+ 774
Dotations	+ 66	7	+ 59
Total ...	+ 6.342	857	+ 5.485
2. Autres budgets :			
Premier Ministre	+ 515	5	+ 510
Justice	+ 653	145	+ 508
Intérieur	+ 2.154	15	+ 2.139
Défense nationale	+ 591	306	+ 285
Affaires économiques	- 933	19	- 952
Postes, Télégraphes et Téléphones	+ 724	170	+ 554
Emploi et Travail	- 1.199	20	- 1.219
Prévoyance sociale	+ 3.494	552	+ 2.942
Education nationale	+ 4.758	867	+ 3.891
Culture	+ 517	43	+ 474
Santé publique et Famille	+ 2.258	170	+ 2.088
Finances	- 594	178	- 772
Autres budgets	+ 1.338	702	+ 636
Total ...	+ 14.277	3.193	+ 11.084
Total général ...	+ 20.619	4.050	+ 16.569

¹ En raison des forçages, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des chiffres de détail.

² Non compris les crédits supplémentaires pour années antérieures.

divers budgets départementaux. Pour 1970, une autre méthode sera appliquée : le Gouvernement a décidé d'inscrire directement dans chaque budget, sous l'intitulé « provision-index », une provision en vue de faire face aux effets de l'augmentation prévisible de l'indice. Il s'ensuit que chacun des budgets, à l'exception de celui des Finances, comportera en 1970 un crédit qui n'a pas d'équivalent aux budgets de 1969. Le tableau VII établit, pour les principaux budgets, une comparaison entre 1969 et 1970, après élimination de l'influence émanant de cette modification purement technique.

2) Certaines interventions en faveur de l'expansion économique, qui avaient été financées en 1969 par des crédits dont une partie était inscrite aux budgets des dépenses ordinaires de certains départements ministériels, seront, en 1970, imputées exclusivement sur les recettes hors-budget affectées directement au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. Il en résultera, en 1970, un allègement purement technique, notamment des budgets des Affaires économiques, de l'Agriculture et des Finances.

Les crédits sollicités au budget de la *Dette Publique* (¹) pour l'année 1970 s'élèvent à 52,6 milliards. Comparés aux crédits ajustés de 1969, totalisant 47,9 milliards, ces crédits font apparaître une augmentation de 4,7 milliards.

Cette augmentation se subdivise comme suit :

1. Intérêts :

(milliards
de francs)

a) de la dette consolidée :

— charges nouvelles des émissions déjà effectuées en 1969	+ 2,1
— charges pour émissions nouvelles à effectuer avant la fin 1969	+ 0,7
— première charge complète d'intérêts pour certains emprunts	+ 0,4
— diminution du chef de remboursements de capitaux empruntés	- 0,6
— réduction par suite de remboursements anticipés de capitaux qui ont été effectués ou qui pourraient encore avoir lieu en 1969	- 1,0
b) de la dette flottante	+ 1,7

(¹) En dehors des dépenses ordinaires dont il est question ci-dessus, le budget de la Dette Publique comprend encore 0,5 milliard de crédits extraordinaires destinés à l'amortissement de la dette reprise du Congo; en 1969, ces crédits extraordinaires atteignaient 0,4 milliard.

2. Amortissements de la dette consolidée :

— charges des émissions effectuées en 1969	+ 2,1
— première charge d'amortissement et augmentation des dotations d'amortissement de certains emprunts ...	+ 1,5
— suppression et réduction des dotations d'amortissement de certains emprunts	- 2,1
— réduction présumée de la dotation d'amortissement d'un emprunt avec échéance facultative en 1970	- 0,2

3. Augmentations diverses

Augmentation totale ... + 4,7

Cette augmentation est due au gonflement de la dette consolidée, qui alourdit les charges d'intérêts et d'amortissement, ainsi qu'à la hausse des taux d'intérêt sur les marchés de l'argent et des capitaux.

La répartition des crédits inscrits au budget de la Dette Publique se présente comme suit pour 1970 :

	Crédits sollicités (milliards de francs)
Intérêts	29,8
Amortissements	21,9
Autres charges	0,9
Total ...	52,6

Le budget des *Pensions* pour l'année 1970 s'élève à 32,8 milliards, soit une augmentation de 1,6 milliard par rapport aux crédits ajustés de l'année 1969.

Le tableau VIII donne l'évolution du budget des Pensions par section.

Tableau VIII.

Budget des pensions

Section	1968 (Réalisations)	1969 ¹ (Crédits ajustés)	1970 (Crédits sollicités)
Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires	10,6	11,6	12,1
Pensions de guerre	5,8	6,0	6,2
Pensions sociales	12,2	13,5	13,6
« Provisions-index » ...	—	—	0,9
Total ...	28,6	31,1	32,8

¹ A l'exclusion des crédits supplémentaires pour les années antérieures.

La majoration des crédits (0,5 milliard) pour les pensions civiles du personnel de l'Etat et de l'enseignement subventionné, les

pensions ecclésiastiques et les pensions militaires, découle en ordre principal des facteurs suivants :

- l'accroissement du nombre des pensions de retraite;
- l'augmentation du montant moyen de celles-ci due au relèvement du niveau moyen des rémunérations de la fonction publique;
- la majoration en exécution de la programmation sociale de certaines pensions de retraite et de survie;
- l'octroi d'avantages nouveaux aux titulaires de certaines pensions militaires du temps de paix;
- l'effet de l'indexation.

En dépit du taux relativement élevé de la mortalité des bénéficiaires, la charge globale des pensions de guerre s'est accrue de 0,2 milliard. Cette progression est attribuée à l'augmentation du coefficient d'indexation, à l'accroissement du nombre des bénéficiaires de rentes de guerre accordées par la loi du 29 mars 1967, aux majorations appliquées, notamment en vertu des lois du 15 juin 1967 et du 27 mai 1969, aux avantages accordés aux victimes civiles de guerre en exécution de la programmation établie par la loi du 6 juillet 1964 et, enfin, à l'octroi d'un nouveau crédit provisionnel de 150 millions en faveur des victimes de guerre.

La stabilité apparente des pensions sociales doit être attribuée à l'incidence de la loi du 5 août 1968, fixant un certain lien entre les régimes des pensions du secteur public et du secteur privé; il en résulte que l'Office national des pensions pour ouvriers est débiteur envers le Trésor d'une somme de 0,6 milliard. Le fait qu'après déduction de cette créance, l'Etat maintient néanmoins, en 1970, la dotation prévue en faveur de l'office précité au même niveau qu'en 1969, signifie que le Gouvernement accroît en réalité sa contribution en matière de pensions sociales.

Le budget du *Premier Ministre* a été fixé, pour 1970, à 1,5 milliard, soit 0,5 milliard de plus que les crédits ajustés de 1969. Cette augmentation découle en ordre principal de l'inscription à ce budget (secteur Fonction publique) d'un crédit provisionnel global de

0,6 milliard dans le cadre de la programmation sociale.

L'accroissement du budget de la *Justice* de 5,8 milliards à 5,9 milliards est dû aussi bien à l'augmentation des frais de fonctionnement qu'à la « provision-index » ainsi qu'aux avantages nouveaux prévus dans les accords de programmation sociale.

Le budget de l'*Intérieur* s'élève à 18,3 milliards, en hausse de 2,2 milliards par rapport aux crédits ajustés de 1969. Cet accroissement est surtout imputable à l'augmentation de 2 milliards de transferts de revenus, dont 1,7 et 0,2 milliard d'interventions supplémentaires en faveur respectivement du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces.

Le budget des *Affaires économiques* passe de 8,4 milliards, montant des crédits ajustés de 1969, à 7,5 milliards en 1970. La diminution ne s'élève en réalité qu'à 0,2 milliard, puisque le budget des dépenses ordinaires de 1969 comprenait notamment 0,7 milliard d'interventions en faveur de l'expansion économique, tandis que pour 1970 aucun crédit comparable n'est prévu puisque les dépenses correspondantes seront imputées directement au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. Cette réduction de 0,2 milliard résulte d'une diminution de 0,6 milliard des subsides à l'industrie charbonnière, compensée en partie par des interventions accrues en faveur d'instituts de recherche scientifique. L'accroissement du budget de la *Défense nationale* découle principalement de la « provision-index » et des dépenses supplémentaires résultant de la programmation sociale.

Les crédits inscrits au budget de l'*Agriculture* accusent une diminution de 0,2 milliard. Le recul atteint en réalité 1,1 milliard lorsqu'on tient compte de la seconde modification de technique budgétaire dont il a été question ci-dessus et par suite de laquelle un montant de 0,9 milliard (dont 0,6 milliard en faveur du Fonds d'investissement agricole) doit être déduit du budget de 1969 pour rendre ce dernier comparable à celui de 1970. La réduction de 1,1 milliard provient d'une régression de 0,9 milliard des versements sur la contribution belge au F.E.O.G.A. et d'une diminution du déficit du Fonds agricole.

Le budget des *Postes, Télégraphes et Téléphones* s'élève à 8,2 milliards, en augmentation de 0,7 milliard par rapport au budget ajusté de 1969. Cet accroissement est dû aux majorations résultant de la programmation sociale et à la hausse de l'indice des prix à la consommation.

Le budget de l'*Emploi et du Travail* est ramené de 3,3 milliards (crédits ajustés) en 1969 à 2,1 milliards en 1970. Cette diminution s'explique par une réduction de 1 milliard des allocations de chômage et de 0,2 milliard des crédits pour la politique de l'emploi et pour l'aide de réadaptation aux ouvriers licenciés. Ces réductions sont en relation avec l'évolution favorable de la situation économique. Ainsi, les charges pour 1970 en matière d'allocations de chômage ont été calculées sur base d'une moyenne journalière de 102.000 chômeurs (¹), tandis qu'en 1969, cette moyenne s'élevait encore à 123.000 chômeurs.

Le budget de la *Prévoyance sociale*, estimé à 25 milliards, est majoré de 3,5 milliards par rapport au budget ajusté de 1969. Cet accroissement considérable (+ 16,2 p.c.) résulte en ordre principal de l'augmentation sensible des soins médicaux, liée à la fois à des facteurs démographiques et médico-techniques et à une amélioration générale du niveau de vie. En outre, le Gouvernement a accordé de nouveaux avantages en matière d'assurance obligatoire. Par grands secteurs, la majoration de 3,5 milliards se répartit comme suit : 1,7 milliard pour l'assurance maladie-invalidité (1,6 milliard pour les salariés et 0,1 milliard pour les indépendants), 0,9 milliard pour les maladies professionnelles et 0,3 milliard pour l'assistance aux handicapés et estropiés. Le solde de 0,6 milliard correspond au montant de la provision pour hausse de l'index.

Comme par le passé, le budget de l'*Education nationale* reste le plus élevé de tous les budgets. Il est fixé à 51,6 milliards et dépasse de 4,8 milliards le budget ajusté de 1969. Abstraction faite de la « provision-index » (0,9 milliard) et des crédits pour l'exécution de la programmation sociale

(0,6 milliard), la progression des dépenses en 1970 s'expliquent par des facteurs tels que l'augmentation des rémunérations, les promotions, le relèvement des allocations familiales et l'accroissement des recrutements, qui ont été particulièrement importants dans l'enseignement officiel. On note également un accroissement de 1 milliard des transferts de revenus (subventions-traitements, subventions de fonctionnement, fournitures classiques, etc.) au profit de l'enseignement officiel et libre subventionné.

Le budget de la *Santé publique et de la Famille* s'établit pour 1970 à 11,8 milliards et dépasse de 2,3 milliards le budget ajusté de 1969.

L'augmentation des dépenses dans le secteur de la Santé Publique est due surtout à l'accroissement des subventions aux hôpitaux (+ 0,6 milliard), à la dotation plus importante au Fonds des indigents (+ 0,8 milliard) et à l'alourdissement des charges financières d'emprunts contractés par les communes (+ 0,2 milliard). Dans le secteur de la Famille, les crédits mis à la disposition de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, en vue de l'exécution de leur programme de construction de logements, ont été augmentés de 0,4 milliard, tandis que les crédits destinés à accorder des primes aux constructeurs et acheteurs de logements sociaux ont été majorés de 0,2 milliard.

La diminution du budget des *Finances* par rapport à 1969 résulte des modifications déjà mentionnées de la technique budgétaire. Pour rendre comparable les budgets de 1970 et de 1969, il y a lieu, en effet, de déduire de ce dernier le crédit de 1,2 milliard qui y a été porté en vue de faire face à l'accroissement des dépenses résultant de la hausse de l'indice des prix à la consommation, puisque la provision constituée à cette fin, pour 1970, a été répartie entre les différents départements intéressés. Il n'y a, dès lors, pas une diminution de 0,6 milliard, mais bien un accroissement de 0,6 milliard. En fait, la majoration s'élève même à 0,8 milliard; en effet, le budget de 1969 comprenait également un crédit de 0,2 milliard lié à l'octroi par l'Etat d'une garantie de bonne fin de crédits accordés à des

(¹) Ce chiffre comprend les chômeurs complets, les chômeurs partiels et les chômeurs mis au travail par les administrations publiques.

entreprises par certains organismes publics de crédit, alors qu'en 1970, les dépenses prévues dans ce domaine sont imputées directement au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. Les dépenses additionnelles de 0,8 milliard résultent, pour moitié, d'une augmentation des salaires et des charges sociales et, pour l'autre moitié, de dépenses nouvelles relatives à la création et au fonction-

nement des centres de traitement de l'information, de la « provision-index » et des avantages nouveaux prévus par les accords de programmation sociale.

2. Le budget des Voies et Moyens.

Abstraction faite d'un montant de 4,7 milliards affecté directement au Fonds d'expansion

Tableau IX.

Budget des Voies et Moyens

(millions de francs)

	1968 (Résultats)	1969 (Recettes probables)	1970 (Prévisions)	Différences entre 1970 et 1969
1. Recettes fiscales :				
A. Contributions directes :				
Impôt versé par voie de précomptes :				
— précompte immobilier	1.165	1.100	1.115	+ 15
— précompte mobilier	9.300	11.445	13.405	+ 1.960
— précompte professionnel	43.256	49.495	56.345	+ 6.850
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés	19.760	25.500	28.900	+ 3.400
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge :				
— des personnes physiques	13.541	15.625	17.750	+ 2.125
— des sociétés	2.372	2.800	3.000	+ 200
— des non-résidents	195	220	235	+ 15
Taxe de circulation	4.982	4.750	4.500	- 250
Taxe sur les jeux et paris	535	580	615	+ 35
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	528	730	550	- 180
Divers	137	160	105	- 55
Total ...	95.771	112.405	126.520	+ 14.115
B. Douanes et accises :				
Droits de douane	8.013	7.750	7.300	- 450
Accises et taxe de consommation	30.399	34.170	35.430	+ 1.260
Divers	184	144	150	+ 6
Total ...	38.596	42.064	42.880	+ 816
C. Enregistrement :				
Droits d'enregistrement	7.874	8.600	9.500	+ 900
Droits de succession	4.044	4.100	4.500	+ 400
Timbre et taxes y assimilées	79.665	88.000	90.600	+ 2.600
Divers	850	950	1.200	+ 250
Total ...	92.433	101.650	105.800	+ 4.150
Total des recettes fiscales ...	226.800	256.119	275.200	+ 19.081
2. Recettes non fiscales :				
Postes, Télégraphes et Téléphones	6.881	7.287	8.240	+ 958
Finances	4.006	4.021	5.220	+ 1.199
Communications	938	957	991	+ 34
Autres départements	813	780	829	+ 49
Total des recettes non fiscales ...	12.638	13.045	15.280	+ 2.235
Total des recettes ordinaires ...	239.438	269.164	290.480	+ 21.316

sion économique et de reconversion régionale, les recettes ordinaires de 1970 sont estimées à un total de 290,5 milliards, dont 275,2 milliards de recettes fiscales et 15,3 milliards de recettes non fiscales. L'accroissement, en 1970, des recettes ordinaires, par rapport aux recettes probables de 1969, s'élève à 28,7 milliards, dont 26,5 milliards de recettes fiscales et 2,2 milliards de recettes non fiscales.

Le produit des *contributions directes* est estimé, pour 1970, à 126,5 milliards, soit un accroissement de 14,1 milliards par rapport aux recettes probables de 1969. Le rendement attendu du précompte immobilier est le même que celui des recettes probables de 1969, soit 1,1 milliard. Les recettes au titre du précompte mobilier sont estimées à 13,4 milliards, soit 2 milliards de plus que celles qu'on a prévues pour 1969. Cet accroissement est imputable, à raison de 0,4 milliard, au précompte mobilier sur dividendes et, à raison de 1,6 milliard, au précompte mobilier sur autres revenus; ce dernier poste est surtout influencé par l'augmentation des revenus provenant d'emprunts du secteur public et par la hausse des taux d'intérêt.

Par suite de l'expansion attendue de la masse salariale, les recettes au titre du précompte professionnel sont estimées à 56,3 milliards, soit 6,9 milliards de plus que les recettes probables de 1969. Les versements anticipés, qui connaissent une expansion structurelle, rapporteront également plus que les recettes probables de 1969; l'accroissement est estimé à 3,4 milliards. Le rendement des impôts sur les revenus globaux, perçus par rôles, est estimé à 21 milliards, contre 18,7 milliards en 1969, soit un accroissement de 2,3 milliards, dont 2,1 milliards proviennent de l'impôt des personnes physiques et 0,2 milliard de l'impôt des sociétés. Les recettes résultant de la taxe de circulation sont évaluées, pour 1970, à 4,5 milliards, soit 0,3 milliard de moins que les recettes probables en 1969. Cette diminution est due à l'accélération présumée de la perception à la fin de l'année 1969, sous l'effet des mesures qui ont été prises en vue de faire activer les versements et d'en faciliter la comptabilisation. Les recettes à provenir en 1970 de la taxe sur les appareils automatiques de divertissements atteindront 0,2 milliard de moins que les recettes probables de 1969; il est, en effet,

escompté que ces dernières seront spécialement élevées, étant donné qu'on s'attend à une observation plus stricte des prescriptions légales en vertu desquelles les sommes dues pour l'exercice 1970 doivent être liquidées en décembre 1969.

Les recettes escomptées en matière de droits de *douane* sont estimées à 7,3 milliards, contre une recette probable de 7,8 milliards pour 1969. Ce fléchissement s'explique par l'entrée en application d'une nouvelle tranche d'un cinquième des réductions tarifaires consenties par la C.E.E. lors des négociations du G.A.T.T. (Kennedy-Round) et dont il résultera, en 1970, une perte de recettes de 0,8 milliard, qui pourra toutefois être compensée en partie par le développement attendu des importations.

L'estimation pour 1970 du rendement des droits d'*accises* et de diverses taxes à la consommation dépasse, à concurrence de 1,3 milliard, le rendement probable de 1969. Cette augmentation est exclusivement imputable à l'accise sur les huiles minérales dont la consommation accrue produira un supplément de recettes estimé à 1,6 milliard. En revanche, l'accise sur les tabacs accusera une diminution de recettes de 0,4 milliard, l'année 1969 ayant bénéficié d'une recette supplémentaire de 0,6 milliard résultant de la réduction du délai accordé pour le paiement des droits dus.

Les recettes portées au budget de 1970 du *timbre et taxes y assimilées* s'élèvent à 90,6 milliards. Le produit réel de ces taxes est estimé à 95,3 milliards, dont une fraction de 4,7 milliards est toutefois affectée directement au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. L'augmentation de 1969 à 1970 résulte, d'une part, de l'expansion économique prévue au cours de cette dernière année et, d'autre part, du fait que l'amélioration des moyens de contrôle permettra une meilleure perception des impôts. Le rendement probable des autres droits perçus par l'enregistrement est évalué, pour 1970, à 15,2 milliards, contre une recette probable de 13,7 milliards en 1969. De l'augmentation qui s'élève ainsi à 1,5 milliard, proviennent 0,9 milliard des droits d'enregistrement et 0,4 milliard des droits de succession.

Les recettes non fiscales de 1970 sont estimées à 15,3 milliards, contre 13 milliards en 1969. L'augmentation de 2,2 milliards résulte, en majeure partie, de l'adaptation des tarifs postaux et de l'augmentation des sommes que

l'Etat percevra de la Banque Nationale, en conséquence d'une modification des modalités de paiement des bénéfices réalisés par la Banque.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* d'octobre 1969. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

CAMU A., No Devaluation. (*Euromoney, Londres*, I, n° 5, octobre 1969, pp. 42-44.)
DELIVANIS D.J., La contribution de la presse et de la radio aux dévaluations monétaires. (*Revue d'Economie Politique, Paris*, LXXIX, n° 4, juillet-août 1969, pp. 821-829.)

GAVALDA Chr., Le factoring, un instrument de mobilisation des créances à court terme et de gestion commerciale. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, XXXIII, n° 6, 1969, pp. 502-513.)

Les diverses formes de l'inflation. (*Epargner et investir, Bruxelles*, n° 168, juillet-août 1969, pp. 36-49.)

LEVY L., Les récentes mesures de la Banque Nationale et de l'I.B.L.C. (*Industrie, Bruxelles*, XXIII, n° 9, septembre 1969, pp. 651-654.)

MEUTERMANS J., La pratique du factoring. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, XXXIII, n° 6, 1969, pp. 524-535.)

PISAR S., Aspects juridiques du factoring international. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, XXXIII, n° 6, 1969, pp. 489-500.)

VERGOTE P., Le factoring international. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, XXXIII, n° 6, 1969, pp. 515-522.)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONÉTAIRES

CORLUY M., Waarom de verstandige beursbelegger altijd winst boekt. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers*, XXIII, n° 4, août 1969, pp. 379-390.)

DUMOULIN A., Le support économique de l'assurance ou premiers pas vers une « Economie de la sécurité ». (*Bulletin des Assurances, Bruxelles*, XLIX, n° 210, mai-juin 1969, pp. 337-358.)

FONTAINE M., L'assurance-vie et la garantie des créances en droit belge. (*Revue de la Banque, Bruxelles*, XXXIII, n° 6, 1969, pp. 537-565.)

4. FINANCES PUBLIQUES

COLLEYE J., Adaptation des entreprises à la T.V.A.; comptabilité, organisation administrative, gestion des entreprises. (*Institut d'Administration des Entreprises, Bruxelles*, 1969, 175 p.)

DAMS J. et de BETHUNE E., Het nieuw gemeentefonds. (*Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten, Bruxelles*, 1969, 144 p.)

GHYSBRECHT J., La taxation des dividendes et des intérêts en Belgique. (*La Fiscalité du Marché Commun, Deventer*, n° 35, août 1969, pp. 83-90.)

GOEDHART C., Equilibre budgétaire et équilibre économique. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles*, n° 8, août 1969, pp. 5-15.)

La taxe sur la valeur ajoutée au Grand-Duché de Luxembourg. (*Bulletin de Documentation, Luxembourg*, XXV, n° 7, 15 juillet 1969, pp. 1-29.)

La T.V.A. pratique; comment remplir votre déclaration? (*Administration de la T.V.A., Bruxelles*, 1969, s.p.)

MOTTE M.P., La structure des déclarations à l'impôt des personnes physiques de l'exercice 1964 et leur répartition en groupes socio-professionnels. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles*, LV, n° 7-8, juillet-août 1969, pp. 622-685.)

PEETERS F., De B.T.W. in de onderneming. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers*, XXIII, n° 4, août 1969, pp. 391-403.)

VAN HOUTTE J., Aperçu de la politique budgétaire et fiscale en Belgique. (*Finanzarchiv, Tübingen*, XXVIII, n° 3, août 1969, pp. 467-474.)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

CALICIS B., Analyse économétrique de la demande de viande en Belgique, 1950-1965. (*Recherches Économiques de Louvain, Louvain*, XXXV, n° 2, mai 1969, pp. 89-109.)

FRANTZEN P., Répartition du revenu national et plus-value en Belgique. (*Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles*, n° 1, 1^{er} trimestre 1969, pp. 45-60.)

GARCIA DOS SANTOS J., La demande d'appareils électroménagers en Belgique, 1956-1966. (*Recherches Économiques de Louvain, Louvain*, XXXV, n° 2, mai 1969, pp. 111-132.)

GLEJSER H., Prognoses van het B.N.P. door de Europese Economische Gemeenschap, de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en het DULBEA : wie voorspelt best ? (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 43, 3^e trimestre 1969, pp. 393-400.*)

PESTIEAU P., Epargne et consommation dans l'incertitude : un modèle à trois périodes. (*Recherches Economiques de Louvain, Louvain, XXXV, n° 2, mai 1969, pp. 63-88.*)

6. DEMOGRAPHIE

ANDRE R., Etude régionale des mouvements migratoires des populations belge et étrangère. (*Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, n° 1, 1^{er} trimestre 1969, pp. 124-138.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

LAGASSE R., L'activité normative de l'O.I.T. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 9, septembre 1969, pp. 613-624.*)

Les conventions et recommandations de l'O.I.T. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 9, septembre 1969, pp. 625-628.*)

MOERI J., Le rôle des travailleurs au sein de l'O.I.T. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 9, septembre 1969, pp. 599-604.*)

Nombre de travailleurs par groupe d'activités de 1953 à 1968. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LV, n° 7-8, juillet-août 1969, pp. 615-621.*)

RENS J., L'O.I.T. et la coopération au développement. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 9, septembre 1969, pp. 605-612.*)

TRACHTE M. G., Le règlement volontaire des conflits collectifs du travail. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXX, n° 7-8, juillet-août 1969, pp. 967-990.*)

VERSCHUEREN A., L'Organisation internationale du travail : qu'est-ce que c'est ? (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 9, septembre 1969, pp. 579-587.*)

WALINE P., Le rôle des employeurs au sein de l'O.I.T. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 9, septembre 1969, pp. 594-598.*)

9. SECURITE SOCIALE

D'ALCANTARA A., Les secrétariats sociaux d'employeurs. Bilan d'une activité. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, XI, n° 6-7, juin-juillet 1969, pp. 707-716.*)

DELPERE A., La sécurité sociale belge et les pays d'Afrique. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, XI, n° 6-7, juin-juillet 1969, pp. 717-734.*)

DENAHEYER J., Le revenu garanti aux personnes âgées. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, XI, n° 6-7, juin-juillet 1969, pp. 773-782.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

LEBURTON E., Economische ontwikkeling en economisch beleid in België. (*Oost-Vlaanderen Groeit, Gand, V, n° 1, mars 1969, pp. 4-11.*)

L'implantation des parcs industriels et l'aide aux investissements en Belgique. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VIII, n° 85, août-septembre 1969, pp. 1-4.*)

SCHOONBROODT J., Pour une politique économique régionale cohérente. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XXV, n° 10, octobre 1969, pp. 288-294.*)

VAN PEETERSSEN A., Un modèle économétrique du cycle de la croissance en Belgique. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 43, 3^e trimestre 1969, pp. 327-391.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

L'industrie alimentaire en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 37, 3 octobre 1969, pp. 365-368.*)

12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

De Vlaamse achterstand in het wetenschappelijk onderzoek. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LX, n° 9, septembre 1969, pp. 737-742.*)

Recherche et activité économique. (*Colin, Paris, 1969, 508 p.*)

SCHMITZ N. et autres, Obstacles à la diffusion des innovations en Belgique (III). (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 43, 3^e trimestre 1969, pp. 401-435.*)

13. TRANSPORTS

KUILER H.C., Ports du Benelux, ports de Delta, ports du monde. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVIII, n° 236, mai-juin 1969, pp. 425-436.*)

14. COMMERCE INTERIEUR

Dix années de libre concurrence dans la distribution. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 38, 10 octobre 1969, pp. 373-377.*)

15. COMMERCE EXTERIEUR

VANALDERWERELT M., Le commerce extérieur en 1968. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LV, n° 7-8, juillet-août 1969, pp. 585-614.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

CLIPSHAM M., Le Marché de l'euro-dollar à court terme. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVIII, n° 236, mai-juin 1969, pp. 467-481.*)

COOMBS Ch. A., Treasury and Federal Reserve Foreign Exchange Operations. (*Federal Reserve Bulletin, Washington, LV, n° 9, septembre 1969, pp. 697-718.*)

- DE JOUVENEL B., Le dollar en Europe. (*S.E.D.E.I.S. - Chroniques d'actualité, Paris, I, n° 4, octobre 1969, pp. 165-187.*)
- DE VRIES M.G., La libéralisation des restrictions de change en progrès. (*Finances et Développement, Washington, VI, n° 3, septembre 1969, pp. 46-51.*)
- Euro-dollars : A Changing Market. (*Federal Reserve Bulletin, Washington, LV, n° 10, octobre 1969, pp. 765-784.*)
- Floating the Mark. (*Special Economic Study, First National City Bank, New York, octobre 1969, pp. 3-11.*)
- GAINES T., International Monetary System. (*Economic Report, septembre 1969*) (*Manufacturers Hanover Trust Company, New York, 1969, s.p.*)
- HARROD R., The Eurodollar Market and the Balance of Payments. (*Euromoney, Londres, I, n° 5, octobre 1969, pp. 16-19.*)
- HORSEFIELD K.J., Les commissions du Fonds. (*Finances et Développement, Washington, VI, n° 3, septembre 1969, pp. 21-26.*)
- JALAN B., Quels avantages les pays donateurs retirent-ils de l'aide conditionnelle ? (*Finances et Développement, Washington, VI, n° 3, septembre 1969, pp. 16-20.*)
- La balance des paiements. Définitions et situations. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, I.R.E.S.P., Louvain, XXIII, septembre 1969, pp. 16-31.*)
- La monnaie de compte et les propositions de réforme du système monétaire international. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 36, 26 septembre 1969, pp. 353-356.*)
- Les droits de tirage spéciaux et leurs implications pour la Belgique. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 35, 17 octobre 1969, pp. 1-3.*)
- MIKESELL R.F., Measuring the Size of the Eurodollar Market. (*Euromoney, Londres, I, n° 5, octobre 1969, pp. 46-49.*)
- OPPENHEIMER P.M., Ce qui ne va pas dans le système monétaire international. (*Banque, Paris, XLIV, n° 278, octobre 1969, pp. 751-755.*)
- Outlook for the World's Exchange Rate Structure. (*Special Economic Study, First National City Bank, New York, avril 1969, pp. 3-18.*)
- Rapid Growth of the Euro-Dollar Market. (*World Financial Markets, New York, 24 septembre 1969, pp. 1-3.*)
- Recent Developments in the Euro-Dollar Market. (*World Financial Markets, New York, 24 septembre 1969, pp. 4-8.*)
- ROOSA R.V., SDRs and Eurodollars. (*Euromoney, Londres, I, n° 5, octobre 1969, pp. 4-8.*)
- SCHARRER H.E., Weltwährungskonferenz zwischen Liquidität und Stabilität. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, IL, septembre 1969 pp. 497-501.*)
- SCHOENMAEKERS P., La convertibilité dans les faits : le marché des euro-devises et des euro-émissions. (*Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur, 1969, 177 p.*)
- SCHWEIZER S., How They Will Work and What May Go Wrong. (*Euromoney, Londres, I, n° 5, octobre 1969, pp. 9-15.*)
- Stagnation sur le marché des euro-obligations. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 36, 26 septembre 1969, pp. 356-359.*)
- The Current Status of Gold in the International Monetary System. (*International Economic Review, Chicago, septembre 1969, pp. 1-5.*)
- WIJNHOLDS H.W.J., De dollar als spil van het monetaire stelsel. (*Economisch-Statische Berichten, Rotterdam, LIV, n° 2715, 1 octobre 1969, pp. 954-956.*)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- BAUER G., Intégration européenne et pragmatisme. (*Aussenwirtschaft, St.-Gall, XXIV, n° 3, septembre 1969, pp. 253-264.*)
- BOLTON G., Britain's European Dilemma. (*Euromoney, Londres, I, n° 5, octobre 1969, pp. 20-24.*)
- BONN F., Les entraves techniques aux échanges intracommunautaires. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 125, juillet-août 1969, pp. 369-387.*)
- BUCHHOLZ H.E., E.W.G. - Agrarpolitik nach der französischen Abwertung. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, IL, septembre 1969, pp. 511-516.*)
- DUBOIS A., L'association de la Tunisie et du Maroc à la Communauté. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 125, juillet-août 1969, pp. 355-368.*)
- KOLM S. Ch., De l'union douanière sans intégration monétaire. (*Revue d'Economie Politique, Paris, LXXIX, n° 4, juillet-août 1969, pp. 751-799.*)
- La rémunération des dépôts dans les pays de la C.E.E. (*Fédération bancaire de la Communauté Economique Européenne, Bruxelles, 1969, 18 p.*)
- Le commerce extérieur de la C.E.E.; dix ans de Marché Commun (1958-1967). (*Communautés Européennes, Bruxelles, 1969, 23 p.*)
- Le Danemark dans l'intégration européenne. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 39, 17 octobre 1969, pp. 381-385.*)
- LEMAITRE Ph., Les prochaines échéances agricoles. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 125, juillet-août 1969, pp. 351-354.*)
- Le plan Mansholt; le rapport VEDEL. (*Société d'édition des Coopératives La Fayette, Paris, 1969, 589+55 p.*)
- Le plan Mansholt. Premières réactions. (*Cahiers de Documentation Européenne, Strasbourg, XI, n° 1, janvier-mars 1969, pp. 7-39.*)

Les aides à l'expansion industrielle régionale dans les pays du Marché Commun et en Grande-Bretagne. (*Notes et Etudes Documentaires, Paris, n° 3626, 6 octobre 1969, pp. 1-28.*)

LOUIS J.V., Les règlements de la Communauté Economique Européenne. (*Université Libre de Bruxelles, Institut d'Etudes Européennes, Thèses et Travaux Juridiques, 3*) (*Presses Universitaires de Bruxelles, Bruxelles, 1969, XXXI + 517 p.*)

MALGRAIN Y., Le plan Mansholt menace-t-il l'agriculture européenne ? (*Revue politique et parlementaire, Paris, LXXI, n° 802, septembre 1969, pp. 31-44.*)

MOLAVI M.A., L'Iran et les Communautés Européennes. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 236, mai-juin 1969, pp. 445-455.*)

RIBAS J.J. et VOIRIN M., La sécurité sociale des migrants dans les communautés européennes. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, XI, n° 8, août 1969, pp. 855-870.*)

SPIEGELENBERG J.H., Twaalf jaar sociale politiek in de E.E.G. (*Economisch-Statische Berichten, Rotterdam, LIV, n° 2715, 1 octobre 1969, pp. 946-950.*)

18. DIVERS

HENRION R., Structure des entreprises et participation. (*Synopsis, Bruxelles, XI, n° 121, septembre-octobre 1969, pp. 15-25.*)

TROCLET L.E., Les droits économiques et sociaux dans la Constitution belge (II). (*Revue du Travail, Bruxelles, LXX, n° 5-6, mai-juin 1969, pp. 711-739.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédent celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 31 juillet 1969

portant relèvement du plafond de l'encours des engagements du Fonds de garantie, instauré auprès de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 1^{er} octobre 1969, p. 9182).

Article 1^{er}. — Le plafond de l'encours des engagements du Fonds de garantie, instauré auprès de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, est porté à 3 milliards de francs par libération d'une première tranche de 500 millions de francs.

Article unique. — Le capital nominal d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges à amortir au ou avant le 1^{er} septembre 1970 est fixé à 77 millions de francs se répartissant comme suit :

- a) pour les titres de la tranche belge convertie à 4 p.c. : 68 millions de francs;
- b) pour les titres de la tranche belge 6 p.c. non convertie : 1 million de francs;
- c) pour les titres de la tranche suisse : 4,5 millions de francs;
- d) pour les titres de la tranche hollandaise : 3,5 millions de francs.

Loi du 20 août 1969

relative à l'adhésion de la Belgique à la résolution concernant la deuxième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (Moniteur du 1^{er} octobre 1969, p. 9167).

Arrêté ministériel du 1^{er} août 1969

relatif à l'amortissement des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 15 octobre 1969, p. 9728).

Arrêté royal du 20 août 1969

portant règlement organique de la Monnaie royale de Belgique (Moniteur du 14 octobre 1969, p. 9669).

Arrêté royal du 22 septembre 1969

approuvant des modifications apportées aux statuts de la Banque Nationale de Belgique (Moniteur du 7 octobre 1969, p. 9432).

Article 1^{er}. — Sont approuvées les modifications suivantes apportées aux statuts de la Banque Nationale de Belgique, par l'acte susvisé du 5 septembre 1969 :

1^o Dans le troisième alinéa de l'article 18 et dans le quatrième alinéa de l'article 24, les mots « en vertu des quatrième et cinquième alinéas » sont remplacés par les mots « en vertu du quatrième alinéa » et, *in fine* de ces alinéas, les mots « et par l'article 5 de la loi du dix-neuf juin mil neuf cent cinquante-neuf » sont remplacés par les mots, « par l'article 5 de la loi du dix-neuf juin mil neuf cent cinquante-neuf et par l'article 2 de la loi du neuf juin mil neuf cent soixante-neuf ».

2^o Le texte de l'article 30 est remplacé par le texte suivant :

« Les engagements à vue de la Banque doivent être couverts, à concurrence d'un tiers au moins, par ses avoirs en or, par ses créances en or sur des institutions financières internationales et par les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International et qui sont comptabilisés par la Banque comme avoirs propres en vertu de la loi ».

*Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.*

3. — FINANCES PUBLIQUES

Convention

entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, y compris les impôts fonciers, et protocole final, signés à Bruxelles le 11 avril 1967. Errata (Moniteur du 23 octobre 1969, p. 10143).

Arrêté royal du 13 juin 1969

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1968 (dépenses ordinaires) du budget des Dotations (Moniteur du 11 octobre 1969, p. 9608).

Article 1^{er}. — Sont reconnus sans emploi à concurrence de 256.283 francs, les crédits disponibles au 31 décembre 1968 sur le titre I (dépenses ordinaires) du budget des Dotations.

Arrêté ministériel du 5 août 1969

relatif à l'allocation d'un subside aux horticulteurs et viticulteurs, pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil lourd (fuel-oil léger) (Moniteur du 7 octobre 1969, p. 9438).

Loi du 20 août 1969

portant approbation de la Convention entre la Belgique et la Norvège, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, et le Protocole final, signés à Bruxelles, le 30 juin 1967 (Moniteur du 17 octobre 1969, p. 9831).

Arrêté royal du 15 septembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 1^{er} octobre 1969, p. 9180).

Arrêté ministériel du 25 juin 1969

régulant, pour l'exercice 1969, la répartition du Fonds spécial visé à l'article 358 du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 11 octobre 1969, p. 9637).

Loi du 10 juillet 1969

modifiant le Code des taxes assimiliées au timbre (Moniteur du 15 octobre 1969, p. 9726).

**Arrêté royal
et arrêté ministériel du 2 octobre 1969**

relatifs à l'émission de l'emprunt 8 p.c. - 8,25 p.c. 1969-1975-1981 (Moniteur du 7 octobre 1969, pp. 9432-9434).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

8 p.c. l'an à partir du 20 octobre 1969 jusqu'au 19 avril 1975;

8,25 p.c. l'an à partir du 20 avril 1975 jusqu'au 19 avril 1981.

.....

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 20 avril 1975.

Art. 7. — L'Etat se réserve la faculté de rembourser par anticipation, le 20 avril 1975 ou à toute échéance d'intérêt suivante, tout ou partie des obligations restant à amortir.

.....

•••

Art. 3. — Le prix d'émission, fixé à 99,50 p.c. de la valeur nominale, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

.....

Art. 11. — Il est alloué aux banques, aux établissements financiers et aux agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

.....

Arrêté royal et arrêté ministériel du 3 octobre 1969

concernant la franchise des droits d'entrée et d'accise accordée dans le trafic international de voyageurs (Moniteur du 4 octobre 1969, pp. 9395-9397).

Arrêté ministériel du 3 octobre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses (Moniteur du 4 octobre 1969, p. 9398).

Arrêté royal du 9 octobre 1969

fixant la situation des crédits reportés du budget de la Dette publique (dépenses ordinaires) de l'année 1968 (Moniteur du 25 octobre 1969, p. 10252).

4. — AGRICULTURE

Arrêté ministériel du 5 août 1969

relatif à l'allocation d'un subside aux horticulteurs et viticulteurs, pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil lourd (fuel-oil léger) (Moniteur du 7 octobre 1969, p. 9438).

5. — INDUSTRIE

Arrêté ministériel du 14 juillet 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 attribuant une aide aux industries produisant, à base de lait belge, de la poudre de lait entier (Moniteur du 10 octobre 1969, p. 9547).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 11 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957, fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 4 octobre 1969, p. 9405).

Arrêté royal du 23 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 24 octobre 1969, p. 10202).

Arrêté royal du 2 septembre 1969

portant organisation générale du Fonds national de reclassement social des handicapés (Moniteur du 1^{er} octobre 1969, p. 9217).

Arrêté royal du 11 septembre 1969

modifiant les articles 141 et 146 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 2 octobre 1969, p. 9287).

7. — COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 20 août 1969

relatif au commerce intérieur et dans les Etats membres de la Communauté Economique Européenne et relatif au commerce avec les pays non membres de cette Communauté, de certains produits agricoles et horticoles (Moniteur du 1^{er} octobre 1969, p. 9194).

Arrêté royal du 20 août 1969

relatif au commerce intérieur et dans les pays membres de la Communauté Economique Européenne, de certains produits agricoles et horticoles (Moniteur du 2 octobre 1969, p. 9259).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

**Arrêté royal
et arrêté ministériel du 3 octobre 1969**

concernant la franchise des droits d'entrée et d'accise accordée dans le trafic international de voyageurs (Moniteur du 4 octobre 1969, pp. 9395-9397).

Arrêté ministériel du 3 octobre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses (Moniteur du 4 octobre 1969, p. 9398).

Arrêté ministériel du 15 octobre 1969

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 21 octobre 1969, p. 9960).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 15 octobre 1969

fixant les prix des briques (Moniteur du 23 octobre 1969, p. 10146).

Arrêté ministériel du 15 octobre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 13 mars 1967 réglementant les prix du riz (Moniteur du 23 octobre 1969, p. 10147).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrangement

administratif relatif aux modalités d'application de la Convention entre la Belgique et

l'Espagne sur la sécurité sociale, du 28 novembre 1956, modifiée par la Convention du 10 octobre 1967 (Moniteur du 10 octobre 1969, p. 9552).

Loi du 26 mai 1969

portant approbation des actes internationaux suivants : *Code européen de sécurité sociale, annexe et addenda; Protocole au Code européen de sécurité sociale et addendum, faits à Strasbourg le 16 avril 1964* (Moniteur du 4 octobre 1969, p. 9359).

Loi du 3 juillet 1969

portant approbation de la Convention générale sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République Algérienne démocratique et populaire, et du Protocole annexe, signés à Bruxelles le 27 février 1968 (Moniteur du 25 octobre 1969, p. 10239).

Arrêté royal du 19 août 1969

déterminant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui effectue un stage pour pouvoir être nommé à une charge (Moniteur du 17 octobre 1969, p. 9876).

Arrêté royal du 29 septembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 9 décembre 1965 déterminant le montant et les conditions d'octroi d'une allocation complémentaire à

certains travailleurs frontaliers ou saisonniers occupés en France et à leurs veuves (Moniteur du 3 octobre 1969, p. 9332).

Arrêté royal du 30 septembre 1969

fixant la date d'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 27 juin 1969 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 4 octobre 1969, p. 9404).

Arrêté royal du 30 septembre 1969

modifiant l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail (Moniteur du 14 octobre 1969, p. 9682).

Arrêté royal du 30 septembre 1969

modifiant l'arrêté du Régent du 23 mai 1949 octroyant des allocations supplémentaires à certains bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (Moniteur du 22 octobre 1969, p. 10108).

12. — COMMUNAUTE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Avis de la Commission au Conseil sur la réforme du Fonds social européen (article 126 du traité C.E.E.) (Journal officiel du 13 octobre 1969, n° C 131, p. 4).

Communication (69/366/C.E.E.)

Suspension de la valeur de l'unité de compte utilisée pour la politique agricole commune (Journal officiel du 24 octobre 1969, n° L 267, p. 1).

Communication (69/367/C.E.E.)

Publication de la valeur de l'unité de compte désormais applicable (Journal officiel du 28 octobre 1969, n° L 270, p. 3).

Le Conseil, réuni en application de l'article 3 du règlement n° 68/653/C.E.E. n'a pris aucune décision relative à l'unité de compte visée à l'article 1^{er} du règlement n° 129, modifié par le règlement n° 68/653/C.E.E.

La valeur de l'unité de compte applicable à partir du 27 octobre 1969 est dès lors restée inchangée et se chiffre à 0,88867088 gramme d'or fin.

Toutefois, au titre de l'article 1^{er} du règlement n° 69/2111/C.E.E. pour la République fédérale d'Allemagne, la période de suspension, visée à l'article 4 cinquième alinéa du règlement n° 68/653/C.E.E., prendra fin à une date à arrêter le plus rapidement possible par la Commission pour chaque produit et pour chaque catégorie d'opérations.

Loi du 4 juin 1969

portant approbation du protocole d'accord relatif aux charbons à coke et cokes destinés à la sidérurgie, intervenu entre les Gouvernements des Etats membres des Com-

munautés Européennes, à l'occasion de la 107^e session du Conseil spécial des Ministres de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, tenue le 16 février 1967 à Luxembourg (Moniteur du 16 octobre 1969, p. 9773).

**Directive du Conseil du 17 juillet 1969
(69/335/C.E.E.)**

concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux (Journal officiel du 3 octobre 1969, n° L 249, p. 25).

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

vu le traité instituant la Communauté Economique Européenne, et notamment ses articles 99 et 100,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis de l'Assemblée,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que l'objectif du traité est de créer une union économique ayant des caractéristiques analogues à celles d'un marché intérieur et qu'une des conditions essentielles pour y accéder est de promouvoir la libre circulation des capitaux;

considérant que les impôts indirects qui frappent les rassemblements de capitaux, actuellement en vigueur dans les Etats membres, à savoir le droit auquel sont soumis les apports en société et le droit de timbre sur les titres, donnent naissance à des discriminations, des doubles impositions et des disparités qui entravent la libre circulation des capitaux et qui doivent, par conséquent, être éliminées par voie d'harmonisation;

considérant que l'harmonisation de ces impôts frappant les rassemblements de capitaux doit être conçue de sorte que les répercussions budgétaires pour les Etats membres soient limitées au minimum;

considérant que la perception d'un droit de timbre par un Etat membre sur les titres des autres Etats membres introduits ou émis sur son territoire est contraire à la conception d'un marché commun ayant les caractéristiques d'un marché intérieur; qu'il est apparu, en outre, que le maintien du droit de timbre sur l'émission des titres nationaux d'emprunt, de même que sur l'introduction ou l'émission sur le marché d'un Etat membre de titres étrangers n'est pas souhaitable du point de vue économique et s'écarte, par ailleurs, de l'orientation suivie par le droit fiscal des Etats membres dans ce domaine;

considérant que dans ces conditions il convient de supprimer le droit de timbre sur les titres, que ceux-ci soient représentatifs des capitaux propres de sociétés ou de capitaux d'emprunt, et quelle que soit leur provenance;

considérant que la conception d'un marché commun ayant les caractéristiques d'un marché intérieur suppose que l'application aux capitaux, rassemblés dans le cadre d'une société, du droit sur les rassemblements de capitaux ne puisse intervenir qu'une seule fois au sein du marché commun et que cette taxation, afin de ne pas perturber la circulation des capitaux, doit être d'un niveau égal dans tous les Etats membres;

considérant, dès lors, qu'il convient de procéder à une harmonisation de ce droit, en ce qui concerne tant sa structure que ses taux;

considérant que le maintien d'autres impôts indirects présentant les mêmes caractéristiques que le droit d'apport ou le droit de timbre sur les titres risque de remettre en cause les buts poursuivis par les mesures prévues par la présente directive et que, dès lors, leur suppression s'impose.....

Arrêté royal du 20 août 1969

relatif au commerce intérieur et dans les Etats membres de la Communauté Economique Européenne et relatif au commerce avec les pays non membres de cette Communauté, de certains produits agricoles et horticoles (Moniteur du 1^{er} octobre 1969, p. 9194).

Arrêté royal du 20 août 1969

relatif au commerce intérieur et dans les pays membres de la Communauté Economique Européenne, de certains produits agricoles et horticoles (Moniteur du 2 octobre 1969, p. 9259).

**Règlement du Conseil du 6 octobre 1969
(69/1975/C.E.E.)**

instituant un régime de primes à l'abattage des vaches et de primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers (Journal officiel du 8 octobre 1969, n° L 252, p. 1).

**Décision de la Commission
du 10 octobre 1969 (69/350/C.E.E.)**

fixant les montants compensatoires maxima que la République fédérale d'Allemagne est autorisée à percevoir lors de l'importation de certains produits (Journal officiel du 11 octobre 1969, n° L 255, p. 13).

**Décision de la Commission
du 17 octobre 1969 (69/353/C.E.E.)**

modifiant la décision du 10 octobre 1969 fixant les montants compensatoires maxima que la République fédérale d'Allemagne est autorisée à percevoir lors de l'importation de certains produits (Journal officiel du 18 octobre 1969, n° L 262, p. 16).

**Décision du Conseil
du 17 octobre 1969 (69/360/C.E.E.)**

autorisant la tacite reconduction, au-delà de la période de transition, de certains accords commerciaux conclus par des Etats membres

avec certains pays à commerce d'Etat (Journal officiel du 24 octobre 1969, n° L 266, p. 32).

**Décision de la Commission
du 23 octobre 1969 (69/365/C.E.E.)**

portant nouvelle modification de la décision du 10 octobre 1969, fixant les montants compensatoires maxima que la République fédérale d'Allemagne est autorisée à percevoir lors de l'importation de certains produits (Journal officiel du 24 octobre 1969, n° L 266, p. 38).

**Règlement du Conseil
du 28 octobre 1969 (69/2111/C.E.E.)**

prorogeant, pour la République fédérale d'Allemagne, la période de suspension visée à l'article 4 du règlement n° 68/653/C.E.E. (Journal officiel du 28 octobre 1969, n° L 270, p. 1).

Article 1^{er}. — Pour la République fédérale d'Allemagne, la période de suspension visée à l'article 4 cinquième alinéa du règlement n° 68/653/C.E.E. prendra fin à une date à arrêter le plus rapidement possible par la Commission, pour chaque produit et pour chaque catégorie d'opérations.

Article 2. — Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel des Communautés Européennes.

.....

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Source : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1965	1965	1967	1968
		(milliers)		1	1	1
Population totale	L.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.606	9.632
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	x	5.850	6.022	6.022	6.058	6.071
dont : Hommes	x	2.902	2.998	2.998	3.017	3.023
Femmes	x	2.948	3.024	3.024	3.041	3.048
Population active ² :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.660	3.672	3.698	3.715
dont : Agriculture	x	423	206	230	209	201
Industries extractives	x	191	97	94	74	67
Industries manufacturières	x	1.311	1.291	1.256	1.220	1.202
Bâtiments et construction	x	197	286	293	304	304
Transports	x	243	243	263	263	268
Commerce, banques, assurances et services	x	1.024	1.476	1.412	1.483	1.510
Chômeurs complets	x	92	61	63 ³	92 ³	110 ³
Ouvriers frontaliers ⁴	x			61	53	53

¹ Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

² Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

³ Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

⁴ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la Sécurité sociale	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,7	285,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,8	22,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,3	62,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	113,2	121,5
e) Corrections et compléments	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	23,1	21,1	18,5	22,3
Total ...	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	414,3	452,8	480,5	514,2
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	29,8	27,4	27,8	31,5
b) Professions libérales ¹	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2	27,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	78,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	110,2	113,3	116,5
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,6	8,2	8,4	8,4
e) Ajustement statistique	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	— 0,5	0,2	— 0,2	— 0,9	— 1,0
Total ...	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	165,5	169,8	173,8	182,6
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	31,3	34,7	38,4	41,8
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	34,2	37,2	38,6	40,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6	22,0
Total ...	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	82,5	90,2	95,6	103,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	11,9	16,6	18,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	18,8	21,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	5,3	4,2	7,1	6,2
7. Intérêt de la dette publique	— 14,0	— 16,4	— 18,6	— 18,6	— 20,5	— 22,5	— 24,3	— 26,3	— 29,0	— 31,5
Revenu national net au coût des facteurs ...	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	677,3	720,7	763,4	815,7
8. Amortissements	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,4	86,0	92,1	97,7
Revenu national brut au coût des facteurs ...	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	756,7	806,7	855,5	913,4
9. Impôts indirects	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	119,1	131,8	137,8
10. Subsides	— 6,6	— 7,2	— 6,7	— 7,2	— 6,6	— 7,7	— 9,7	— 12,3	— 12,7	— 15,4
Produit national brut aux prix du marché ...	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	848,9	913,5	974,6	1.035,8

¹ Avant taxation.² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHE
 (Estimations à prix courants, système normalisé)
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Agriculture, sylviculture et pêche	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	45,4	43,5	44,7	49,1
2. Industries extractives	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,2	12,6	12,2	11,6
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	49,5	53,8	59,1	63,0
b) Textiles	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,1	24,0	22,3	24,6
c) Vêtements et chaussures	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,7	12,5	12,3	13,2
d) Bois et meubles	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	13,0	13,9	15,1
e) Papier, impression, édition	7,8	8,5	9,1	10,8	11,2	12,5	13,3	14,6	15,7	16,8
f) Industries chimiques et activités connexes	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	21,0	22,6	23,8	26,1
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,5	16,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,0	23,9	25,1	28,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,7	76,4
j) Industries non dénommées ailleurs	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,2	25,3	26,7	29,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	158,6	170,2	179,8	194,1	213,2	242,4	256,4	278,1	289,1	309,3
4. Construction	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	57,9	62,5	67,7	68,1
5. Electricité, gaz et eau	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	18,3	20,0	21,8	24,8
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	142,9	158,7	172,8	179,2
b) Services financiers et assurances ...	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	24,0	27,4	29,0	31,8
c) Immeubles d'habitation	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	45,7	49,7	51,6	53,6
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	138,4	144,3	153,6	164,0	175,8	189,4	212,6	235,8	253,4	264,6
7. Transports et communications	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	57,8	63,6	67,6	75,9
8. Services	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	183,9	199,8	217,6	235,2
9. Corrections	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	-5,4	-9,2	-6,9	-10,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	842,1	906,7	967,2	1.027,7
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1
Produit national brut aux prix du marché ...	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	848,9	913,5	974,6	1.035,8

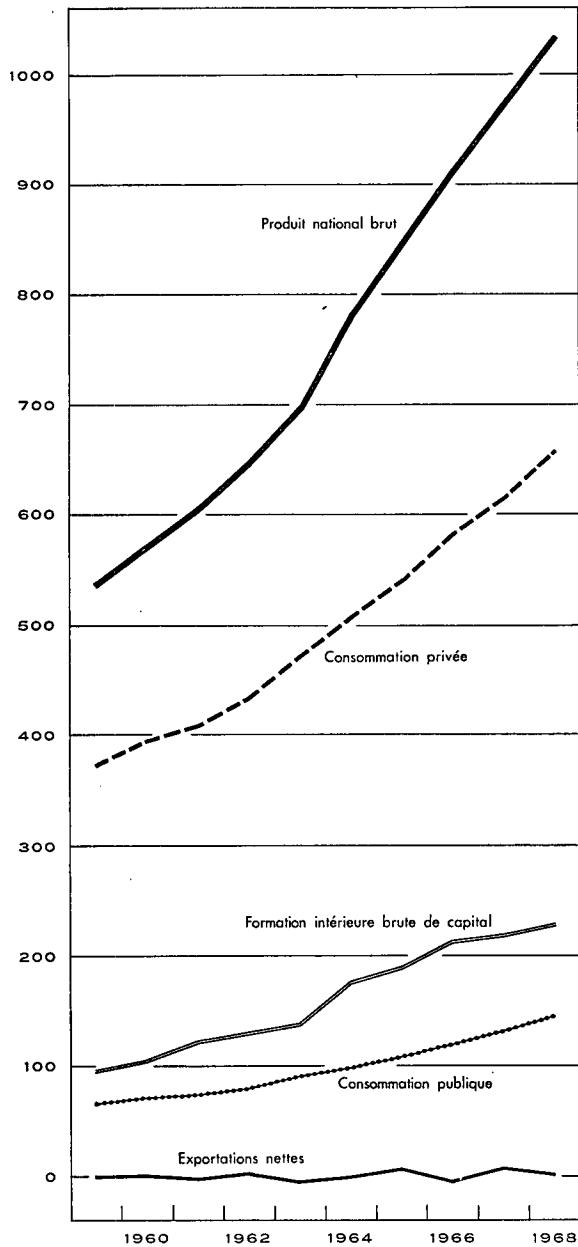
I. 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

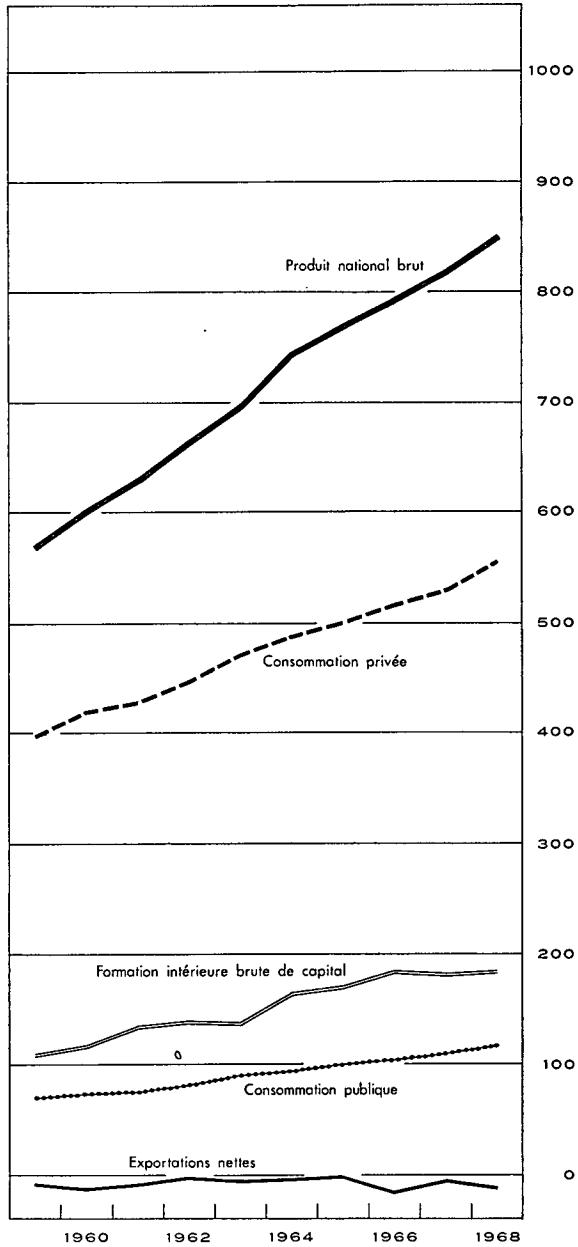
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

AUX PRIX COURANTS



AUX PRIX DE 1963



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	138,2	146,9	154,0	159,6
b) Boissons et tabacs	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,1	40,5	44,1	46,7
c) Vêtements et autres effets personnels	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	51,1	54,4	54,8	58,5
d) Loyer, taxes, eau	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	57,0	61,6	64,3	67,0
e) Chauffage et éclairage	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	27,6	28,3	29,9	32,6
f) Articles ménagers durables	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	48,3	51,8	52,7	57,9
g) Entretien de la maison	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	25,7	27,7	29,8	32,2
h) Soins personnels et hygiène	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,0	42,2	45,7	51,8
i) Transports et Communications	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	51,8	57,4	61,2	66,8
j) Loisirs	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,4	47,3	51,4	54,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	19,7	24,6	26,0	29,9
<i>Total ...</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,2</i>	<i>507,8</i>	<i>540,9</i>	<i>582,7</i>	<i>613,9</i>	<i>657,7</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	77,1	85,7	93,4	101,2
b) Biens et services	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,8	32,4	38,1
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,2	5,8
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1	2,3
<i>Total ...</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>110,2</i>	<i>120,8</i>	<i>133,1</i>	<i>147,4</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,7	6,6
b) Industries extractives	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9
c) Industries manufacturières	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	54,0	50,1
d) Construction	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	6,9	6,8
e) Electricité, gaz et eau	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,3	13,7
f) Commerce, banques, assurances	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,7	18,1	18,0	18,5
g) Immeubles d'habitation	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	58,7	56,5	57,4	58,3
h) Transports et communications	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	23,4	23,6
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	19,7	24,8	29,0	33,7
j) Autres services	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5
k) Variations de stocks	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,4	7,7	2,9	8,8
l) Ajustement statistique	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	...	1,1	0,9	1,8
<i>Total ...</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>138,7</i>	<i>176,0</i>	<i>189,7</i>	<i>213,4</i>	<i>219,5</i>	<i>229,3</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	376,8	421,0
b) Importations totales	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,7	419,6
c) Exportations nettes	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+8,1	+1,4
Produit national brut aux prix du marché ...	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	848,9	913,5	974,6	1.035,8

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	89	93	95	98	100	101	100	103	108	110
b) Boissons	87	89	92	93	100	106	108	105	110	114
c) Tabac	89	93	95	100	100	105	110	114	116	116
d) Vêtements et autres effets personnels	80	85	89	93	100	104	102	104	104	107
e) Loyers, taxes, eau	96	96	97	99	100	102	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	69	74	77	92	100	90	96	97	101	108
g) Articles ménagers durables	72	82	87	91	100	112	115	120	120	130
h) Entretien de la maison	92	94	96	100	100	103	104	106	109	111
i) Soins personnels et hygiène ...	82	87	90	96	100	102	109	110	114	126
j) Transports	70	77	79	84	100	110	117	122	128	140
k) Communications P.T.T.	81	83	87	93	100	108	114	123	132	141
l) Loisirs	89	89	93	96	100	105	110	113	117	121
<i>Total ...</i>	84	89	91	95	100	104	106	110	112	118
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	79	83	86	91	100	105	114	119	125	129
b) Biens et services	73	76	74	86	100	102	103	107	117	135
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	71	74	80	90	100	109	117	119	131	141
<i>Total ...</i>	77	81	82	90	100	104	111	116	122	131
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	111	93	104	97	100	110	116	126	115	124
b) Industries extractives	105	86	113	81	100	96	93	78	70	84
c) Industries manufacturières	52	73	89	100	100	99	110	126	123	113
d) Construction	44	48	62	105	100	89	94	109	116	114
e) Electricité, gaz et eau	99	80	75	119	100	108	126	147	180	169
f) Commerce, banques, assurances	75	82	90	93	100	99	97	110	106	107
g) Immeubles d'habitation	99	117	125	107	100	146	171	155	146	143
h) Transports et communications .	83	89	90	96	100	101	118	125	137	135
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	82	75	77	84	100	139	98	115	137	162
j) Enseignement	64	76	94	105	100	88	99	122	115	118
k) Autres services	80	84	94	96	100	99	99	117	125	126
<i>Total ...</i>	79	86	98	101	100	119	123	134	132	134
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	73	80	87	93	100	111	120	124	133	148
b) Importations totales	74	83	89	93	100	111	118	128	132	149
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	110,6	113,7	117,6	122,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961*. — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Annuaire démographique* (O.N.U.). — *Revue internationale du Travail* (B.I.T.). — *Annuaire des Statistiques du Travail* (B.I.T.). — *Ministère de l'Emploi et du Travail* : « *Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960* ».
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*, juillet-août 1968, p. 704. — *Séries statistiques de Bruxelles* (D.U.L.B.F.A.). — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Yearbook of International Accounts Statistics* (O.N.U.). — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*. — *Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes*.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100¹

Source : *Ministère de l'Emploi et du Travail.*

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières								Construction	
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport				
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9		
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5		
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9		
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2		
1967	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0		
1968	99,5	39,5	104,5	91,9	112,6	127,0	109,4	104,7	92,0	108,3		
1967 2 ^e trimestre ..	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7		
3 ^e trimestre ..	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2		
4 ^e trimestre ..	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3		
1968 1 ^{er} trimestre ..	97,6	40,8	103,2	91,0	114,5	124,8	106,1	101,4	92,7	102,1		
2 ^e trimestre ..	98,9	40,0	103,2	91,4	111,4	125,7	107,1	102,7	91,6	109,3		
3 ^e trimestre ..	100,5	38,8	104,7	91,7	111,4	127,3	109,2	106,3	91,8	112,5		
4 ^e trimestre ..	100,7	38,0	106,0	93,7	118,1	129,9	115,0	108,6	91,9	109,4		
1967 Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6		
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6		
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6		
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4		
Décembre	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0		
1968 Janvier	97,5	41,2	103,7	91,4	116,0	125,4	106,0	101,9	93,0	99,3		
Février	97,4	40,8	102,9	90,9	113,7	125,0	105,6	100,7	92,6	101,9		
Mars	98,0	40,5	103,0	90,8	118,9	123,9	106,6	101,5	92,6	105,0		
Avril	98,5	40,3	102,9	91,2	112,2	125,5	106,7	100,7	91,8	107,9		
Mai	98,9	40,0	103,3	91,3	111,4	125,1	107,6	103,1	91,6	108,5		
Juin	99,4	39,8	103,5	91,7	110,7	126,6	107,3	104,2	91,5	111,5		
Juillet	99,7	39,4	103,9	91,5	111,1	127,0	106,7	105,1	91,1	110,8		
Août	100,4	39,0	104,5	91,6	110,8	125,5	108,8	106,6	91,8	113,2		
Septembre ...	101,3	38,1	105,7	91,9	112,4	129,4	112,0	107,1	92,5	113,6		
Octobre	101,3	38,1	106,1	94,1	118,5	129,8	113,0	108,7	91,3	112,0		
Novembre	100,8	37,9	106,0	94,0	112,8	130,0	115,5	108,2	91,8	109,9		
Décembre	100,1	38,1	105,9	92,9	113,1	130,0	116,5	108,9	92,6	106,2		

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II . 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

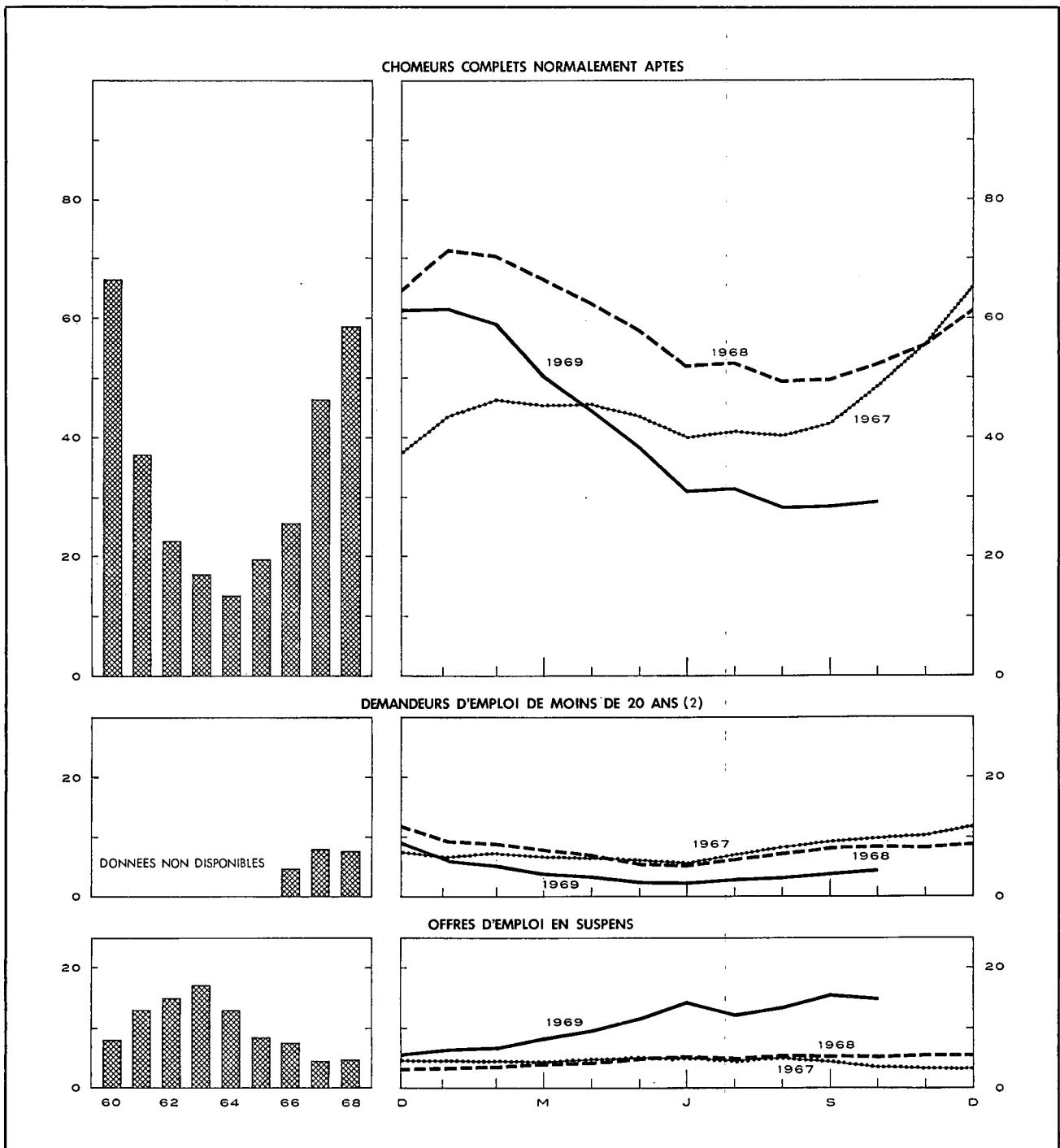
	Demandes d'emploi							Offres d'emploi			
	Chômeurs complets indemnisés			Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens			
	à aptitude normale		Total		Demandeurs d'emploi libres inoccupés						
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus			ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus					
1961	37,1	52,0	89,1	7,1	3,9	20,8	13,0				
1962	22,7	48,2	70,9	6,7	3,6	18,9	15,0				
1963	17,1	42,0	59,1	6,1	3,7	15,9	17,1				
1964	18,4	37,0	50,4	6,3	4,1	13,9	13,1				
1965	19,5	35,9	55,4	6,9	6,5	13,7	8,4				
1966	2,5	23,1	35,9	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5			
1967	5,2	41,2	38,9	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4			
1968	5,2	53,4	44,1	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9			
1968 1 ^{er} trimestre	6,7	62,9	43,2	112,8	5,7	2,1	7,3	13,4			
2 ^e trimestre	4,4	53,1	43,5	101,0	7,5	1,6	5,9	14,2			
3 ^e trimestre	3,9	46,8	43,9	94,6	7,9	3,6	6,0	12,9			
4 ^e trimestre	5,8	50,7	45,9	102,4	6,7	3,0	6,6	18,0			
1969 1 ^{er} trimestre	3,9	53,2	47,1	104,2	5,6	1,3	5,7	16,6			
2 ^e trimestre	2,0	36,1	55,4	83,5	6,9	0,9	4,0	18,4			
3 ^e trimestre	1,8	27,7	46,1	75,6	7,2	1,6	4,1	15,0			
1968 Novembre	5,6	49,9	45,8	101,3	6,9	3,0	6,7	12,4			
Décembre	6,7	54,9	47,2	108,8	5,8	2,4	6,1	11,0			
1969 Janvier	4,5	57,3	47,6	109,4	5,4	1,6	6,1	17,4			
Février	4,1	54,9	47,5	106,5	5,4	1,2	5,7	18,6			
Mars	3,0	47,3	46,3	96,6	5,9	1,0	5,1	18,7			
Avril	2,5	42,3	45,6	90,4	6,6	0,9	4,3	18,9			
Mai	1,9	36,4	45,5	83,8	7,0	0,8	4,2	17,8			
Juin	1,5	29,6	45,3	76,4	7,2	1,0	3,6	18,5			
Juillet	1,7	29,8	46,0	77,5	7,3	1,3	3,7	11,0			
Août	1,6	26,7	46,1	74,4	7,2	1,7	4,0	14,4			
Septembre	2,1	26,5	46,4	75,0	7,1	1,8	4,5	19,5			
Octobre	2,9	26,4	46,0	75,3	6,9	1,7	4,5	17,2			
Novembre	3,0	27,2	46,6	76,8	6,4	1,5	4,4	12,8			

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II . 2 . — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : *Office National de l'Emploi*.



1 Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

2 Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (*production végétale*). — Institut National de Statistique (*nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée*).

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Superficie cultivée¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	256	252	246	262	266	247	232	235	227
dont : froment	206	209	200	216	227	212	199	203	199
seigle	44	39	41	42	34	30	27	27	22
Céréales non panifiables	263	260	255	239	254	260	259	251	250
Plantes industrielles	92	93	94	106	95	92	95	107	109
Plantes racines et tuberculifères	120	116	114	103	98	98	99	90	86
Légumes cultivés pour la graine	11	10	10	11	10	9	8	8	8
Prés et prairies	821	829	825	815	810	810	810	807	804
Divers	136	129	135	129	119	124	123	116	121
Total ...	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.614	1.605
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	722	835	759	900	854	650	828	839	
Autres céréales	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	1.033	
Betteraves sucrières	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	
Lin (graines et paille)	196	231	240	283	190	167	105	108	
Chicorée à café	60	37	47	68	46	29	32	40	
Pommes de terre	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	
Nombre d'animaux¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	148	141	132	120	108	95	86	86	81
Total des bovidés	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805	2.844
dont : vaches laitières	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067	1.076
Porcs	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502	2.803
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	462	458	429	461	500	548	586	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges (moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

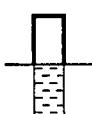
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Aiglefin	262	285	300	221	281	233	141	130	136
Cabillaud	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322	1.695
Plie	390	291	346	424	322	294	442	516	450
Sole	350	314	347	631	201	263	329	412	356
Raie	323	328	310	298	319	280	182	178	219
Hareng	528	409	273	153	134	112	61	30	11
Crevettes	39	80	48	76	75	72	80	104	80

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles* (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV . 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE¹

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A, B et C

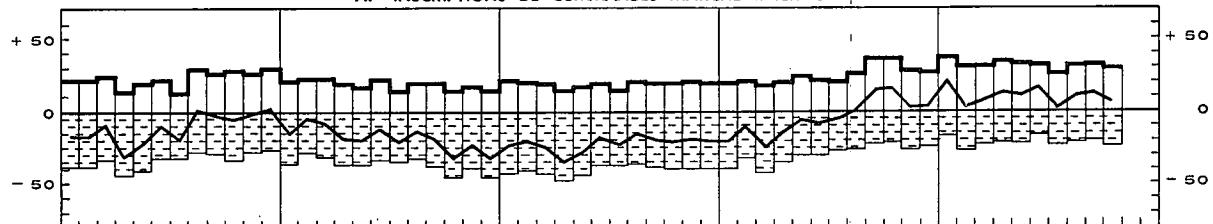
Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions D et E

Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A, B et C

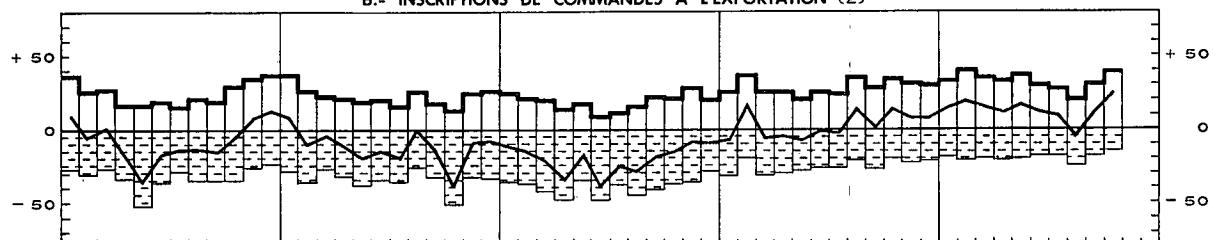
Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions D et E

— { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A, B et C
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

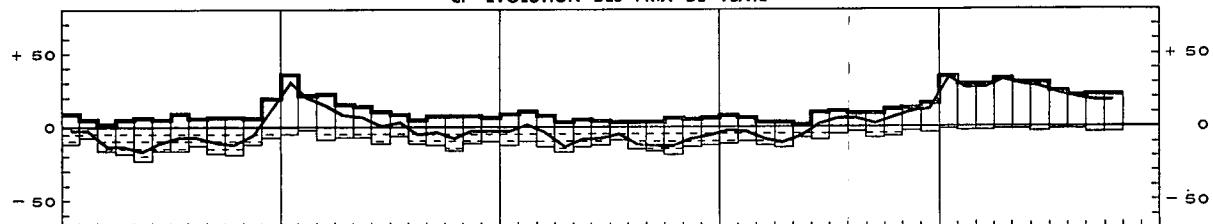
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHE INTERIEUR (2)



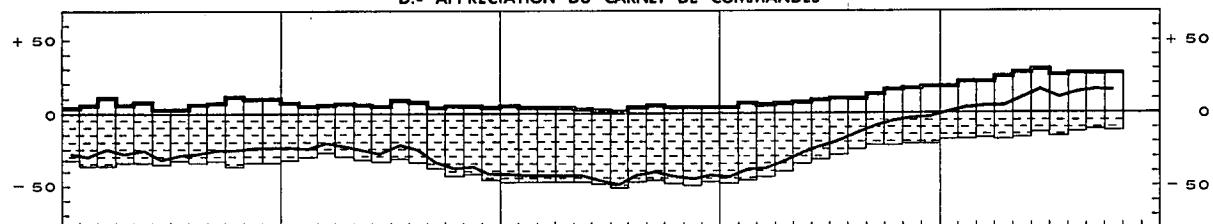
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



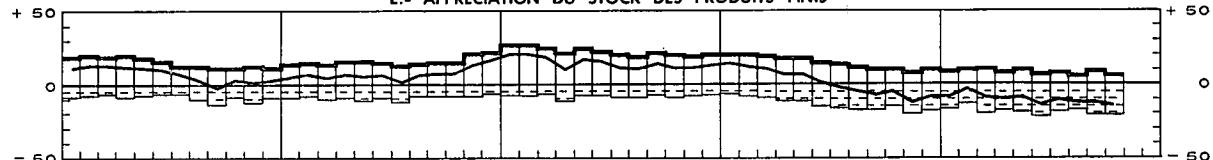
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



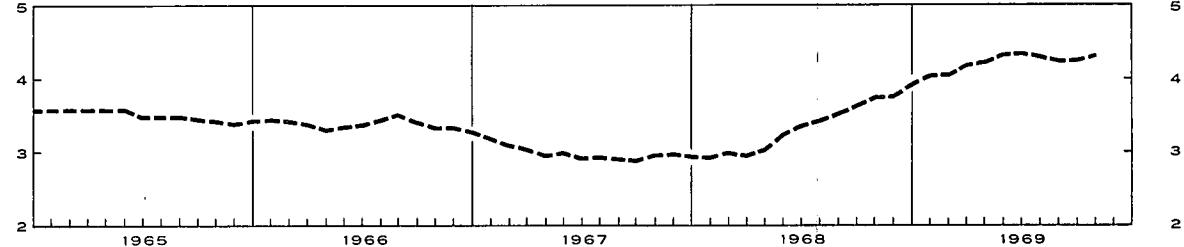
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.

² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés					Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économiques de Louvain » ¹	Source : Agéfi ²	Source : I.N.S.	
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules			Indice général	Indice général *
1963	135	142	129	138	136	
1964	144	153	139	147	144	
1965	147	157	144	149	147	
1966	150	162	148	150	150	
1967	152	165	149	152	153	
1968	p 161	p 176	p 161	166	p 162	
1968 1 ^{er} trimestre	158	173	156	162	p 157	
2 ^e trimestre	160	175	164	162	p 160	
3 ^e trimestre	154	168	151	164	p 164	
4 ^e trimestre	p 172	p 189	p 172	175	p 168	
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	p 189	p 172	175	p 174	
2 ^e trimestre	p 179	p 195	p 185	180	p 178	
3 ^e trimestre	p 167	p 183	p 177	p 177	p 182	
1968 Octobre	183	201	174	180	p 167	
Novembre	166	183	p 169	170	p 168	
Décembre	p 168	p 184	p 173	175	p 170	
1969 Janvier	p 176	p 191	p 170	179	p 172	
Février	p 164	p 179	p 172	166	p 174	
Mars	p 180	p 197	p 175	182	p 175	
Avril	p 181	p 198	p 185	178	p 176	
Mai	p 172	p 188	p 181	178	p 178	
Juin	p 183	p 200	p 189	183	p 179	
Juillet	p 147	p 161	p 151	168	p 180	
Août	p 164	p 180	165 ³	p 180	p 182	
Septembre	p 191	p 209	p 185	p 195	p 183	
Octobre			181 ^a			
Novembre						

* Non compris la construction.

¹ Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1968 = 100.

² Indices sur base originale 1959 convertis en indices base 1958 = 100.

³ Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Source : Institut National de Statistique.

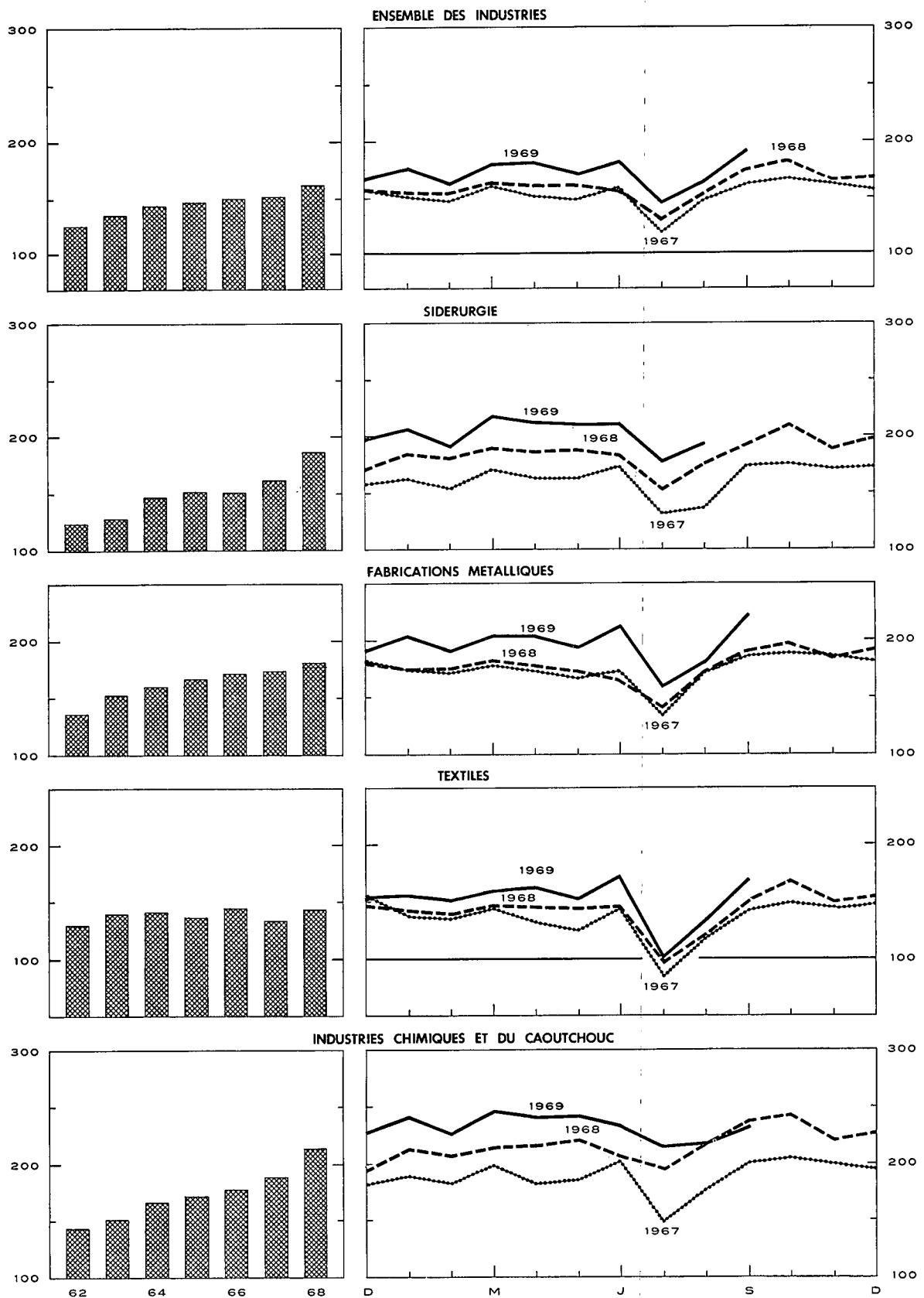
Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières												Raffineries de pétrole		
			Indice général	dont :									Industries textiles				
				Industries prod. minéraux non métall. à l'exception des métaux ferreux et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Total	Filature	Tissage	Bonne-terrie	Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)			
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187		
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206		
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241		
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256		
1967	152	73	165	149	162	171	174	142	134	121	141	150	189	270	267		
1968	p 161	67	p 176	150	186	187	p 178	145	143	134	150	153	219	321	355		
1968 2 ^e trimestre	160	71	175	159	187	190	172	145	145	137	151	159	216	313	314		
3 ^e trimestre	154	60	168	149	174	178	168	147	125	114	133	133	218	311	386		
4 ^e trimestre	p 172	66	p 189	157	199	199	p 192	158	158	147	169	165	231	350	405		
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	64	p 189	141	206	192	p 201	134	156	145	164	167	p 239	370	434		
2 ^e trimestre	p 179	65	p 195	169	211	191	p 204	p 143	p 163	148	170	173	p 239	392	437		
3 ^e trimestre	p 167	60	183	165			188	152	136				223		440		
1968 Septembre	175	67	187	158	193	188	191	144	152	141	161	167	238	353	410		
Octobre	183	72	201	169	210	205	198	172	169	153	179	186	244	387	391		
Novembre	166	64	183	157	189	190	186	158	150	138	161	160	222	336	388		
Décembre	p 168	63	p 184	144	199	201	p 193	145	155	149	168	148	228	328	438		
1969 Janvier	p 176	69	p 191	137	208	198	p 205	141	156	148	165	158	p 242	371	460		
Février	p 164	58	p 179	125	192	184	p 192	125	151	139	160	163	p 227	348	403		
Mars	p 180	65	p 197	161	219	194	p 205	135	160	148	166	181	p 247	390	439		
Avril	p 181	67	p 198	166	213	188	p 205	p 143	164	149	171	181	p 241	389	426		
Mai	p 172	61	p 188	170	211	186	p 195	p 135	153	137	163	166	p 242	380	433		
Juin	p 183	67	p 200	170	210	199	p 213	p 150	p 173	159	175	172	p 234	407	452		
Juillet	p 147	45	p 161	p 151	179	163	p 160	p 148	p 103	p 91	142	100	p 216	311	435		
Août	p 164	62	180	164	194	183	181	157	135	121	133	155	218	448			
Septembre	p 191	73	209	180			223	150	170				234		436		

* Non compris la construction.

IV . 2 . — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des charbonnages à fin de période	Importations nettes	Consommation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	
	(milliers de tonnes)					(kg)	(milliers kWh)	(milliers ton.)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	268
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1968	1.284	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	103	404
1968 1 ^{er} trimestre	1.361	2.544	489	2.813	1.404	2.145	1.687	106	431
2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693	103	317
3 ^e trimestre	1.075	2.218	442	2.077	1.391	1.923	2.083	100	334
4 ^e trimestre	1.204	1.735	464	2.354	1.458	2.323	2.189	104	445
1969 1 ^{er} trimestre	1.219	1.578	455	2.267	1.472	2.334	2.342	103	625
2 ^e trimestre	1.145	1.381	482	2.267	1.489	2.164		105	543
3 ^e trimestre	p 951	p 1.067			p 1.497	2.090			
1968 Octobre	1.274	2.095	430	2.849	1.453	2.267	2.112	104	444
Novembre	1.164	1.916	490	2.331	1.440	2.258	2.093	102	400
Décembre	1.173	1.735	471	2.381	1.481	2.443	2.362	106	492
1969 Janvier	1.318	1.664	498	2.430	1.465	2.429	2.482	107	628
Février	1.142	1.589	384	2.118	1.469	2.217	2.173	92	590
Mars	1.196	1.578	482	2.252	1.481	2.356	2.371	110	657
Avril	1.192	1.527	443	2.255	1.492	2.216	2.298	101	550
Mai	1.065	1.405	493	2.256	1.471	2.186	2.339	106	560
Juin	1.178	1.381	511	2.289	1.504	2.141		108	520
Juillet	813	1.248			1.484	1.940			
Août	926	1.134			1.489	2.052			
Septembre	p 1.115	p 1.067			p 1.517	2.278			
Octobre	p 1.181	p 988			p 1.518				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke ou 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Siderurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales	
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites				
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25	
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84	
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76	
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43	
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69	
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67	
1968 1 ^{er} trimestre	952	727	7,07	8,20	15,27	14,29	
2 ^e trimestre	958	728	7,06	8,13	15,19	14,73	
3 ^e trimestre	914	658	6,86	8,07	14,93	12,99	
4 ^e trimestre	1.033	777	8,41	9,98	18,39	16,67	
1969 1 ^{er} trimestre	1.038	824	p 8,59	p 11,38	p 19,97	p 16,46	
2 ^e trimestre	1.079	834	p 8,57	p 11,35	p 19,92	p 18,84	
3 ^e trimestre	p 1.028						
1968 Octobre	1.077	841	8,83	10,18	19,01	17,28	
Novembre	972	752	7,52	8,56	16,08	15,06	
Décembre	1.049	738	8,87	11,20	20,07	17,67	
1969 Janvier	1.025	853	p 9,77	p 12,14	p 21,91	p 15,98	
Février	971	762	p 7,89	p 11,24	p 19,13	p 15,90	
Mars	1.117	857	p 8,12	p 10,75	p 18,87	p 17,49	
Avril	1.086	844	p 8,41	p 11,63	p 20,04	p 18,66	
Mai	1.077	825	p 8,00	p 10,96	p 18,96	p 17,54	
Juin	1.076	833	p 9,31	p 11,47	p 20,78	p 20,31	
Juillet	955	652					
Août	1.014	705					
Septembre	1.113 ¹						
Octobre	1.165 ¹						

¹ Estimations de l'Agdfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m³)	Nombre
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.408	1.480	27.693	6.016	20.797	3.417	4.602	5.179
1964	44.235	34.575	14.827	1.728	35.751	6.583	20.661	3.969	5.466	7.741
1965	39.254	31.001	17.067	1.996	39.780	6.562	24.421	4.301	6.442	12.353
1966	p	42.648	35.727		32.702	8.700	1		1	10.143
1967	p	37.125	33.143		29.645	8.436	1		1	9.304
1968	p	37.704	30.179		28.874 ²		1		1	8.525 ²

¹ En 1966, 1967 et 1968, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 25.507, 26.180 et 28.981 milliers de m³.² Depuis 1968, nombre de bâtiments commencés.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)
1967 3 ^e trimestre	3.028	2.793	1.194	909
4 ^e trimestre	2.713	2.140	896	907
1968 1 ^{er} trimestre	2.979	1.491	775	449
2 ^e trimestre	3.301	2.842	1.038	716
3 ^e trimestre	3.011	2.809	1.030	824
4 ^e trimestre	3.277	2.482	990	853
1969 1 ^{er} trimestre	3.375	1.942	1.018	702
1968 Mai	3.583	2.340	917	648
Juin	3.293	3.133	1.112	807
JUILLET	3.424	3.031	1.209	728
Août	2.961	2.783	1.070	898
Septembre	2.649	2.612	812	845
Octobre	3.685	3.646	1.042	1.180
Novembre	2.868	2.359	917	837
Décembre	3.278	1.442	1.011	542
1969 Janvier	2.610	1.627	789	544
Février	3.637	1.239	980	554
Mars	3.877	2.959	1.285	1.009
Avril	4.672	3.862	1.487	1.070
Mai	4.172	3.943	1.367	1.116

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	117	125	+ 6,8	112	116	+ 3,8	112	120	+ 7,1
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	112	118	+ 5,2	111	127	+ 14,4
3 ^e trimestre	119	131	+10,1	113	121	+ 6,7	114	129	+ 13,2
4 ^e trimestre	123	137	+11,4	114	124	+ 8,5	120	135	+ 12,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	125	140	+12,0	116	127	+ 10,1	120	140	+ 16,7
2 ^e trimestre	122	143	+17,2	118	131	+ 10,9	127	144	+ 13,4
3 ^e trimestre	131			121			129		
4 ^e trimestre	137			124			135		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	119	127	+ 6,7	126	133	+ 5,6	125	137	+ 9,6
2 ^e trimestre	118	107	- 9,3	128	135	+ 5,5	126	141	+ 11,9
3 ^e trimestre	120	131	+ 9,2	127	136	+ 7,1	130	145	+ 11,5
4 ^e trimestre	123	139	+18,0	131	140	+ 6,9	133	151	+ 13,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	127	138	+ 8,7	133	144	+ 8,3	137	153	+ 11,7
2 ^e trimestre	107	141	+31,8	135	146	+ 8,1	141	157	+ 11,3
3 ^e trimestre	131			136			145		
4 ^e trimestre	139			140			151		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annales des Mines de Belgique. — Revue du Travail. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Industrie, revue de la F.I.B. — Bulletin de Fabrimétal. — Bulletin statistique mensuel de Fédechar. — Bulletin du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — Energie. — Figaz, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — Agence économique et financière. — La Construction. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).

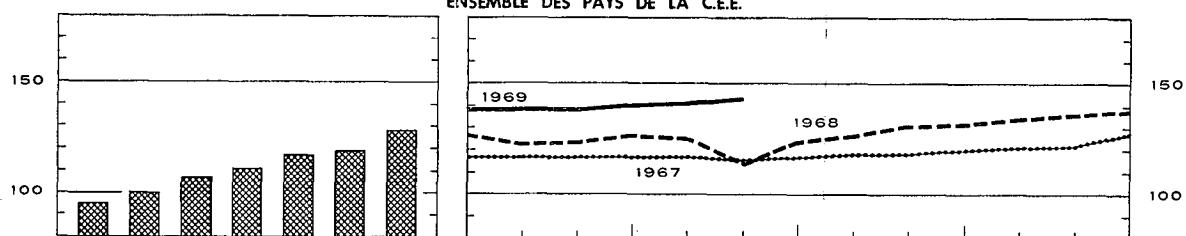
IV . 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

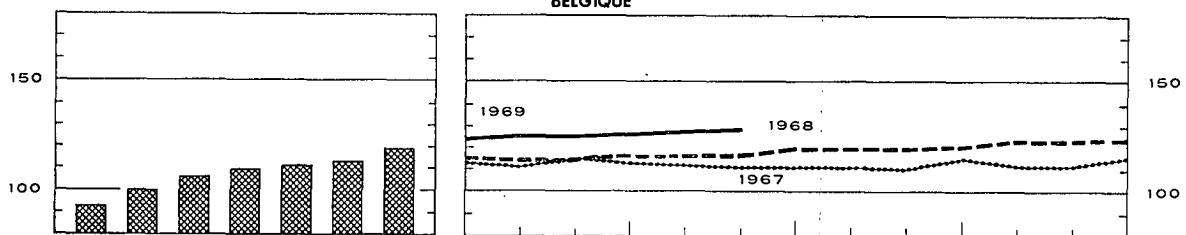
Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

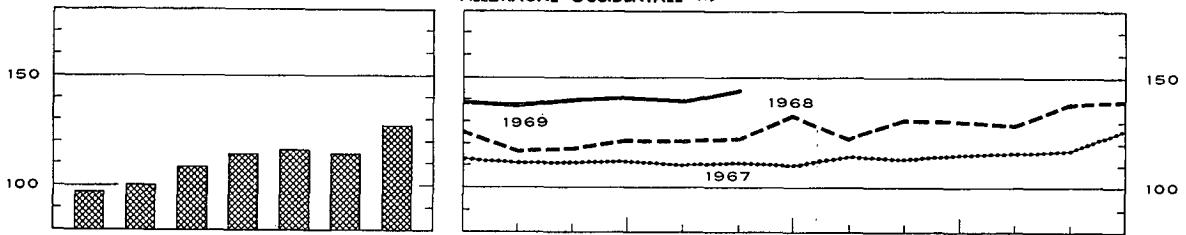
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



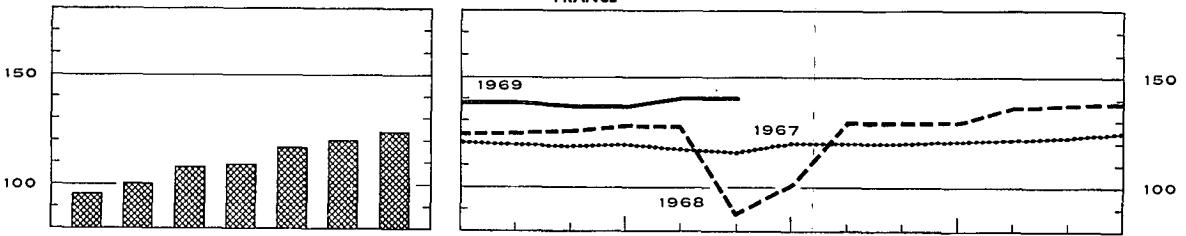
BELGIQUE



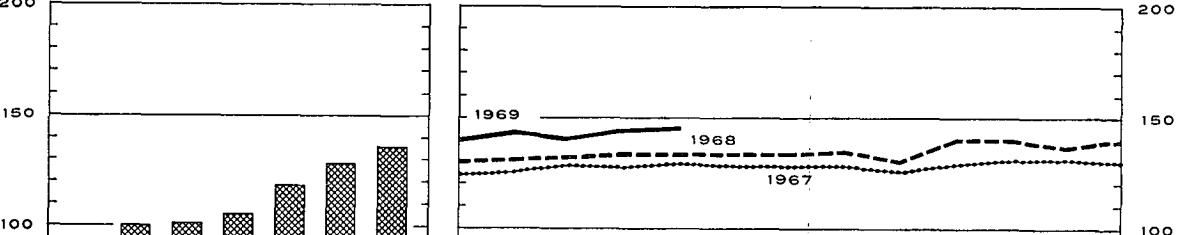
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (1)



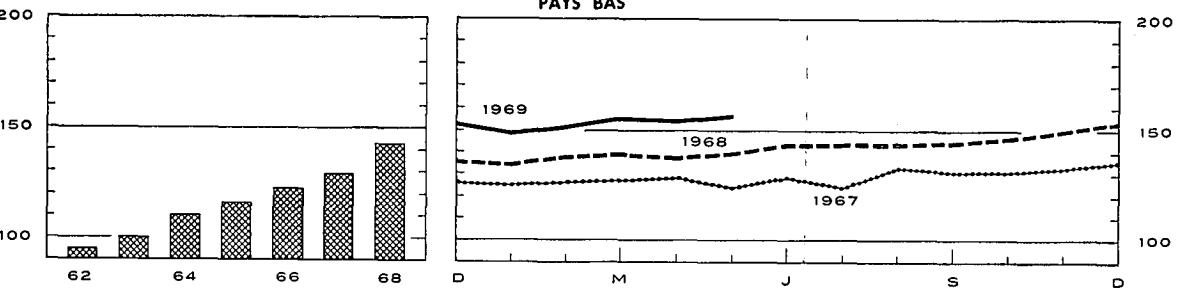
FRANCE



ITALIE



PAYS BAS



¹ A partir de 1963, y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA		
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier		
		Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont :			(millions de tonnes-km)	(millions de tonnes-km)	
				combustibles et huiles minérales	minérais				
	(millions)		(milliers de tonnes)			(milliers)			
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7	
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8	
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5	
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8	
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4	
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8	
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	35	164,7	25,3	
1968 1 ^{er} trimestre	685	538	5.115	1.563	1.351	32	99,7	17,9	
2 ^e trimestre	689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7	
3 ^e trimestre	660	521	4.917	1.466	1.270	39	256,2	33,2	
4 ^e trimestre	692	648	5.984	1.890	1.429	34	128,8	24,3	
1969 1 ^{er} trimestre	p 674	585	5.513	1.643	1.377	36	166,3	26,6	
2 ^e trimestre	p 699	607	5.754	1.669	1.448	40	172,3	29,0	
3 ^e trimestre	p 675	583	5.458	1.557	1.458	34			
1968 Septembre	664	527	5.136	1.478	1.334	67	221,9	30,8	
Octobre	699	677	6.297	1.956	1.462	39	154,6	26,2	
Novembre	686	629	5.770	1.844	1.379	33	108,2	21,6	
Décembre	690	639	5.886	1.869	1.447	31	123,5	25,0	
1969 Janvier	p 671	592	5.672	1.840	1.392	39	124,1	27,8	
Février	p 662	549	5.113	1.465	1.282	27	100,0	23,8	
Mars	p 688	613	5.754	1.623	1.456	41	132,5	28,3	
Avril	p 699	578	5.556	1.625	1.382	41	142,3	26,6	
Mai	p 714	610	5.699	1.637	1.492	39	160,5	27,6	
Juin	p 686	634	6.008	1.744	1.470	39	214,1	32,9	
Juillet	p 695	589	5.455	1.536	1.500	29	318,6	41,7	
Août	p 647	554	5.183	1.523	1.383	34	297,3	40,3	
Septembre	p 684	605	5.737	1.611	1.492	40			

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)	(2)
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70	5.553	452
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67	5.400	438
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	6.633	497
1967	4.872	3.510 ²	1.679 ²	125	136	74	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	7.778	554
1968 1 ^{er} trimestre	5.080	4.197	1.790	110	102	86	7.321	511
2 ^e trimestre	5.136	3.934	2.103	110	95	78	7.859	556
3 ^e trimestre	5.064	4.096	2.135	135	106	85	8.129	582
4 ^e trimestre	5.229	4.001	1.937	169	131	138	7.801	568
1969 1 ^{er} trimestre	5.194	3.928	2.069	315	193	278	7.468	545
2 ^e trimestre	5.592			418			8.189	608
3 ^e trimestre	5.487			466				
1968 Septembre ...	4.889	4.165	2.265	155	104	89	8.466	587
Octobre	5.763	4.150	1.831	164	97	143	9.040	643
Novembre	4.758	4.024	1.691	148	83	122	7.283	551
Décembre	5.166	3.829	2.290	196	213	149	7.080	511
1969 Janvier	5.292	4.176	2.418	311	211	337	7.672	562
Février	4.590	3.953	1.848	267	145	240	6.775	492
Mars	5.701	3.654	1.942	367	223	258	7.958	580
Avril	5.325	3.695	1.228	403	298	272	8.258	601
Mai	5.647	4.086	1.892	389	560	300	8.038	607
Juin	5.803			463			8.270	615
Juillet	5.713			414			7.542	569
Août	5.399			474				
Septembre ...	5.348			511				

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

² Source Administration du port d'Anvers.

V - 2. — TOURISME¹

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1961	1.518	1.166	77	49	92	41	21
1962	1.578	1.192	85	57	101	44	24
1963	1.704	1.269	94	68	110	52	28
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1967 4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1968 1 ^{er} trimestre	392	210	32	22	17	26	21
2 ^e trimestre	1.892	1.353	107	92	116	73	41
3 ^e trimestre	5.450	4.328	228	315	215	155	51
4 ^e trimestre	516	305	36	27	20	28	26
1969 1 ^{er} trimestre	397	212	30	22	17	28	21
2 ^e trimestre	1.895	1.382	115	104	94	75	41
1968 Juillet	8.017	6.421	203	673	248	248	57
Août	6.768	5.524	364	216	269	142	52
Septembre	1.565	1.039	118	55	127	74	43
Octobre	561	308	38	29	27	35	36
Novembre	511	299	42	24	19	29	27
Décembre	475	309	28	29	15	20	15
1969 Janvier	350	183	27	21	15	25	20
Février	340	175	26	19	15	23	21
Mars	502	278	37	27	21	36	23
Avril	1.515	1.113	109	39	88	45	28
Mai	1.617	1.143	83	95	89	60	38
Juin	2.553	1.890	81	177	105	119	56
Juillet	8.224	6.608	182	759	235	191	72

¹ Y compris les nuitées du camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples ¹					Coopératives	'Gros-sistères	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage ²				Indice général	Alimentation générale	Alimentation
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1968	244	242	229	206	259	198	259	427	178	144	187
1967 4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256	373	172	144	183
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
3 ^e trimestre	234	225	218	201	259	186	256	414	180	141	180
4 ^e trimestre	291	271	271	215	300	211	283	485	180	144	198
1969 1 ^{er} trimestre	234	261	200	216	260	197	261	482	182	140	194
2 ^e trimestre	263	258	269	218	274	201	286	527	188	143	200
1968 Août	229	235	196	185	248	193	264	440			
Septembre	227	222	208	203	258	181	258	400			
Octobre	249	250	246	209	270	195	278	447			
Novembre	288	258	264	203	264	202	259	460			
Décembre	335	306	302	232	366	235	312	550			
1969 Janvier	237	258	204	238	254	202	262	469			
Février	212	246	166	188	254	185	244	458			
Mars	253	278	230	221	272	203	276	519			
Avril	255	267	252	207	260	200	290	521			
Mai	278	267	292	234	300	210	280	554			
Jun	255	239	264	214	264	193	288	506			
Juillet	259	235	260	216	286	185	273	515			
Août	251	252	218	198	276	188	272	546			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1958 = 100.

¹ Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — ² Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1967 1 ^{er} semestre .	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^e semestre .	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 ^{er} semestre .	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48
2 ^e semestre .	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55
1969 1 ^{er} semestre .	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^e semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 ^e semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

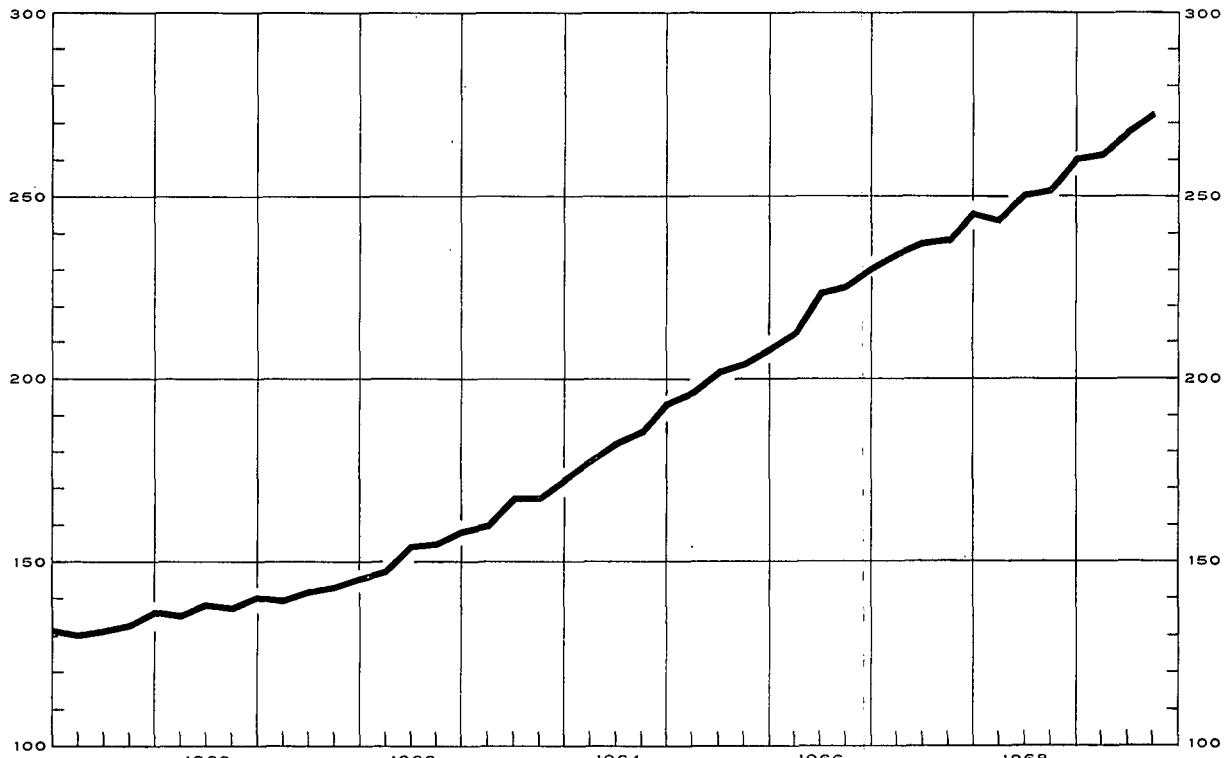
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour trans- port de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélo- moteurs, bicy- clettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement Professionnel autre que articles cités ci-dessous, artisanal, industriel, professions libérales	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, répara- tions de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1967 1 ^{er} semestre .	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^e semestre .	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 ^{er} semestre .	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
2 ^e semestre .	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
1969 1 ^{er} semestre .	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
	Crédit accordé (millions de francs)											
1967 1 ^{er} semestre .	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^e semestre .	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 ^{er} semestre .	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
2 ^e semestre .	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
1969 1 ^{er} semestre .	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
	Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total											
1967 1 ^{er} semestre .	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^e semestre .	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 ^{er} semestre .	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3
2 ^e semestre .	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4
1969 1 ^{er} semestre .	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel) — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée
Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (8) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié		
		(1)	(2)		
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 *	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1968	252	235	244	221	284
1968 Juin	251	232	242		283
Sept.	252	237	246		284
Déc.	261	240	250		295
1969 Mars ... p	263	246	258		297
Juin ... p	269	251	263		305
Sept. ... p	273	255	268		310

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie	p.c. par rapport aux salaires belges 5									
							1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5										
1961	41,76	115,1	100,6	85,8	96,3	82,4										
1962	44,72	119,6	98,9	88,2	98,8	88,6										
1963	49,25	116,1	93,2	87,7	97,4	95,8										
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4										
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5										
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1										
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6										
1968	p 82,92	96,2	68,3	88,9	83,9	76,3										
1966 Mars-Avril ...	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5										
Sept.-Octobre ..	70,70	103,8	83,5	88,7	84,8	79,1										
1967 Mars-Avril ...	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2										
Sept.-Octobre ..	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4										
1968 Mars-Avril ...	81,46	96,0	68,6	88,7	81,1	77,2										
Sept.-Oct. ... p	84,38	96,5	67,9	88,0	88,1	76,5										

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 271).

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)
 (en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril	1968 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	48,39	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64	67,49
Carrières ¹	39,84	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19	56,88
Total des industries extractives ¹	47,76	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77	66,20
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	32,75	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67	48,74
Boissons	34,80	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14	54,13
Tabac	29,50	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33	47,00
Industries textiles	31,16	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37	46,55
Chaussures, habillement	25,39	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18	39,90
Bois (sauf meubles)	32,82	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73	50,69
Industrie du meuble	35,27	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50	53,16
Papier, articles en papier	35,87	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09	53,17
Impressions et reliures	39,47	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90	61,45
Cuir (sauf chaussures, habillement)	30,90	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14	46,62
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	36,93	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85	54,05
Industries chimiques	38,49	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30	61,49
Industrie du pétrole	57,25	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37	88,22
Produits minéraux non métalliques	37,31	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58	56,02
Industries métallurgiques de base	47,96	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33	66,23
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	38,85	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17	54,88
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	40,42	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72	59,18
Industrie électrotechnique	35,48	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73	54,46
Construction de matériel de transport ...	45,07	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32	63,21
Total des industries manufacturières	36,20	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86	54,22
dont : hommes	40,10	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51	59,04
femmes	25,45	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94	39,79
Construction ¹	38,66	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23	57,89
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	37,82	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24	55,60
dont : hommes	40,81	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85	59,34

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaires des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Merinos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (15 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	\$ par 100 lbs	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1961	1,93	36,0	90	32,20	24	230	888	35,3	2,86
1962	2,16	34,0	94	33,60	23	234	897	29,4	2,89
1963	2,14	34,1	107	33,60	21	234	910	27,0	2,89
1964	2,22	46,7	105	32,20	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	2,10	44,7	92	30,40	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,22	40,8	101	26,40	19	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,19	37,8	94	23,00	16	418	1.229	27,0	2,88
1968	2,09	37,4	106	27,20	19	526	1.323	27,1	2,90
1968 1 ^{er} trimestre	2,09	37,3	107	25,73	17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^e trimestre	2,09	37,5	106	24,97	18	492	1.309	26,2	2,90
3 ^e trimestre	2,11	37,4	104	30,47	19	454	1.300	24,3	2,91
4 ^e trimestre	2,08	37,6	106	27,60	20	475	1.365	25,0	2,91
1969 1 ^{er} trimestre	2,08	38,3	103	25,83	23	539	1.371	28,7	2,95
2 ^e trimestre		37,3	101	25,66	25	601	1.417	29,3	3,02
3 ^e trimestre				25,33					
1968 Septembre	2,12	37,4	104	30,70	19	470	1.300	25,0	2,91
Octobre	2,08	37,5	107	29,10	20	459	1.310	25,0	2,91
Novembre	2,07	37,5	107	27,30	20	465	1.405	25,0	2,91
Décembre	2,08	37,7	103	26,30	20	501	1.380	26,0	2,91
1969 Janvier	2,08	38,5	104	26,20	21	531	1.367	29,0	2,91
Février	2,08	38,7	103	25,70	23	544	1.374	29,0	2,91
Mars	2,08	37,8	101	25,60	25	541	1.373	28,0	3,02
Avril	2,00	37,3	102	25,60	25	587	1.399	27,0	3,02
Mai	2,01	37,2	102	25,70	24	589	1.421	30,0	3,02
Juin		37,4	100	25,60	25	627	1.431	31,0	3,02
Juillet		37,5	97	25,70	26	615	1.456	30,0	
Août		38,3	97	25,30		680	1.459		
Septembre				25,00					

VII . 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1
			général	industriel	alimentaire	
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1968	100	88	101	107	89	118
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	124
2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^e trimestre	97	88	99	105	87	115
4 ^e trimestre	102	89	101	108	88	119
1969 1 ^{er} trimestre	105	91	103	109	90	114
2 ^e trimestre	108	94	103	110	90	110
3 ^e trimestre	108	98	104	111	91	109
1968 Octobre	99	87	100	106	87	114
Novembre	102	89	101	109	89	122
Décembre	104	90	101	109	89	121
1969 Janvier	105	91	102	108	90	115
Février	106	91	103	109	91	113
Mars	106	92	103	109	90	113
Avril	107	92	103	110	90	118
Mai	108	95	103	110	90	108
Juin	108	96	104	110	91	104
Juillet	107	96	104	110	91	112
Août	108	98	104	112	90	109
Septembre	108	99	105	112	91	105
Octobre	110	99	105	112	92	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1958 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels							Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabrication			
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1968	113,5	116,8	138,4	99,5	112,7	116,6	102,3	105,1	117,5	91,9	111,9	158,5	98,2	114,3	121,8
1968 1 ^{er} trimestre .	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
2 ^e trimestre .	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
3 ^e trimestre .	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
4 ^e trimestre .	115,5	123,2	143,3	106,8	113,6	117,3	102,9	105,3	117,4	94,1	112,5	159,0	99,2	115,6	122,5
1969 1 ^{er} trimestre .	116,8	124,3	144,9	107,5	115,0	118,3	104,8	106,3	118,5	93,6	114,7	159,4	99,8	118,2	123,6
2 ^e trimestre .	118,6	126,6	145,6	110,8	116,7	119,5	107,3	106,6	122,9	93,3	118,3	163,3	100,9	121,6	124,5
3 ^e trimestre .	119,4	124,9	142,0	110,5	118,0	120,9	108,6	107,6	128,7	92,5	112,9	163,3	101,6	124,2	125,5
1967 Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	116,0	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
Septembre	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
Octobre	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	117,2	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7
Novembre	115,5	123,5	142,9	107,6	113,5	117,2	102,9	104,7	117,5	94,3	112,7	159,2	99,1	115,6	122,3
Décembre	116,0	125,0	145,3	108,3	113,9	117,6	103,0	105,1	117,7	93,8	112,8	159,2	99,2	116,5	122,5
1969 Janvier	116,4	124,7	144,9	108,1	114,4	118,1	103,5	105,4	118,2	93,5	114,4	159,4	99,3	117,5	122,9
Février	117,0	123,9	144,3	107,2	115,3	118,4	105,5	107,0	118,6	93,8	114,9	159,4	100,1	118,3	124,0
Mars	117,1	124,4	145,4	107,3	115,3	118,4	105,4	106,6	118,8	93,4	114,9	159,4	99,9	118,7	123,9
Avril	118,6	127,4	144,8	112,7	116,5	119,2	107,3	106,3	121,2	93,7	114,8	163,3	100,9	120,4	124,9
Mai	118,5	125,7	144,9	109,7	116,7	119,5	107,1	106,6	122,9	93,8	112,4	163,3	101,2	121,8	124,2
Juin	118,7	126,6	147,0	109,9	116,8	119,7	107,5	106,9	124,7	92,5	112,6	163,3	100,7	122,5	124,4
Juillet	118,7	128,8	141,4	109,0	117,5	120,2	108,5	107,7	126,4	92,5	112,7	163,3	101,7	123,5	124,5
Août	119,6	124,8	143,3	109,5	118,3	121,1	109,0	107,7	130,0	92,7	112,0	163,3	101,9	124,5	125,6
Septembre	119,9	126,0	141,3	112,9	118,3	121,4	108,4	107,5	129,6	92,2	114,0	163,3	101,2	124,5	126,4
Octobre	120,2	126,7	136,4	117,9	118,6	121,9	108,6	107,3	129,5	93,3	114,4	164,7	101,0	124,1	127,4

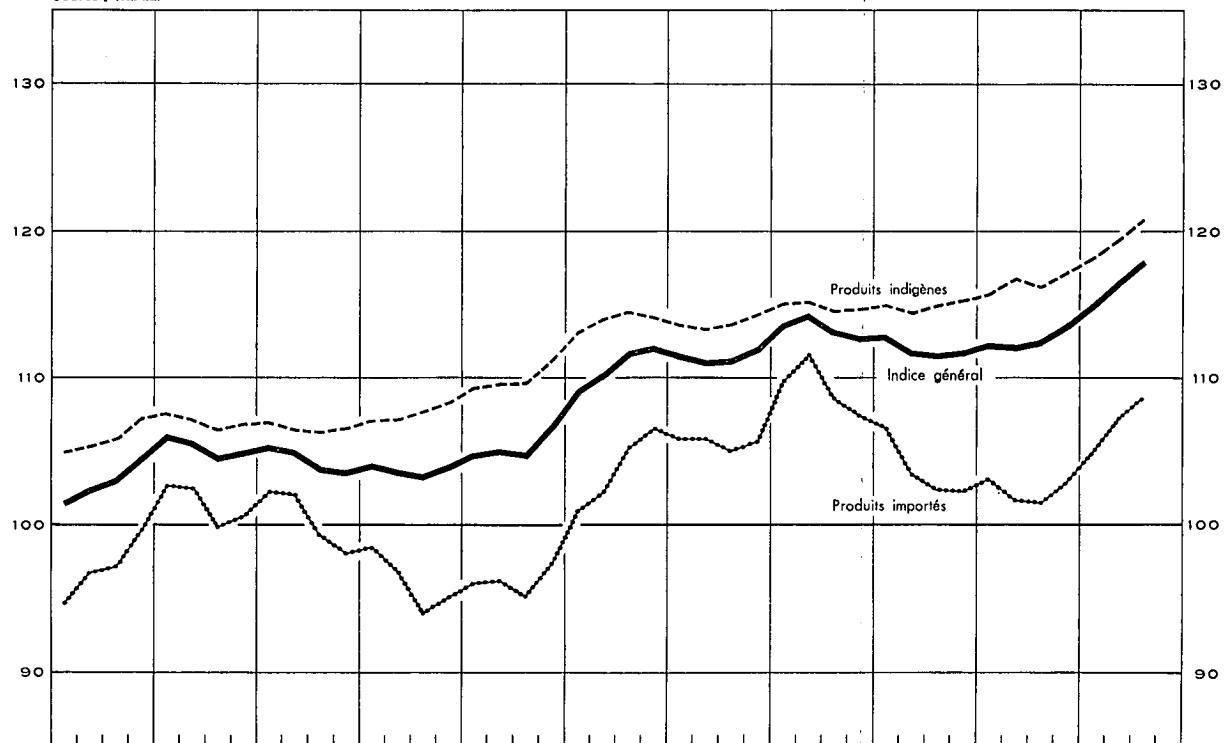
* Indices base originale 1930-39 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

VII - 8. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1958 = 100

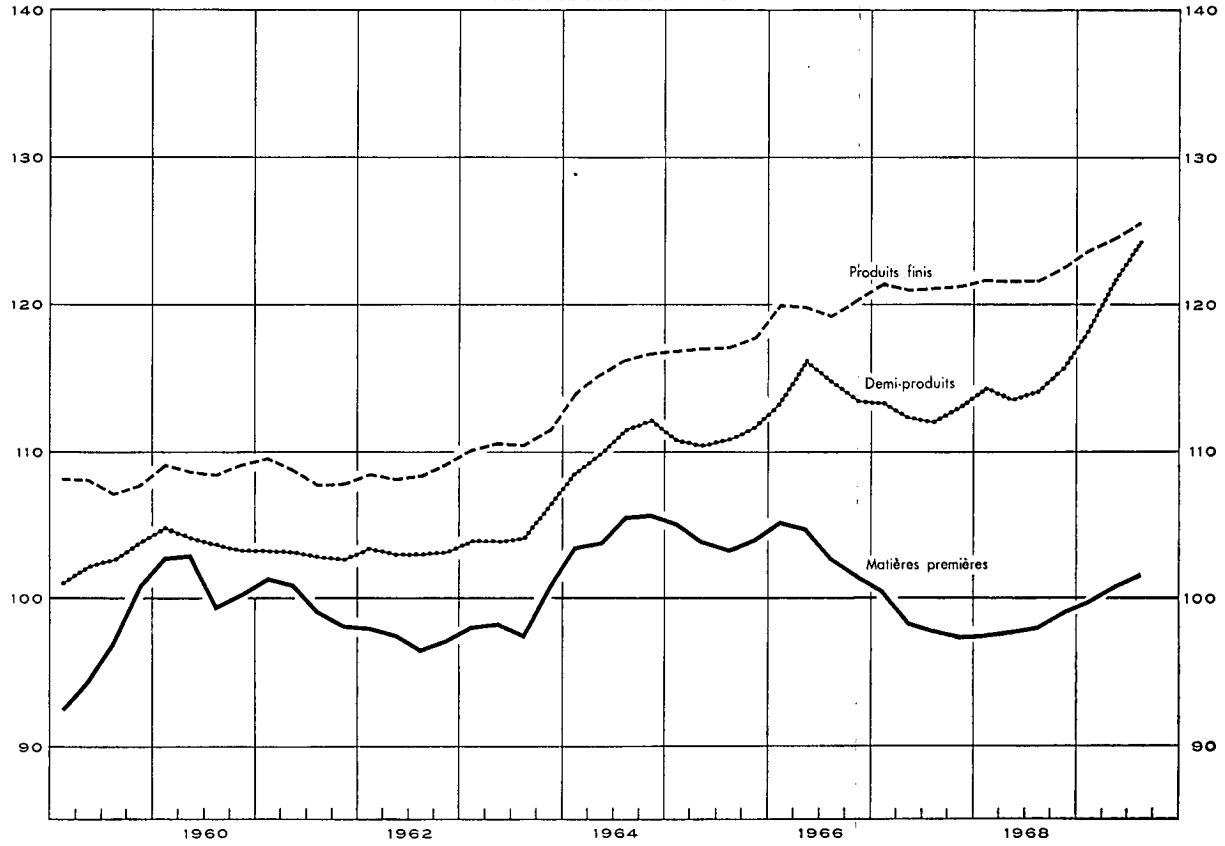
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGÈNES ET IMPORTÉS

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGÈNES ET IMPORTÉS

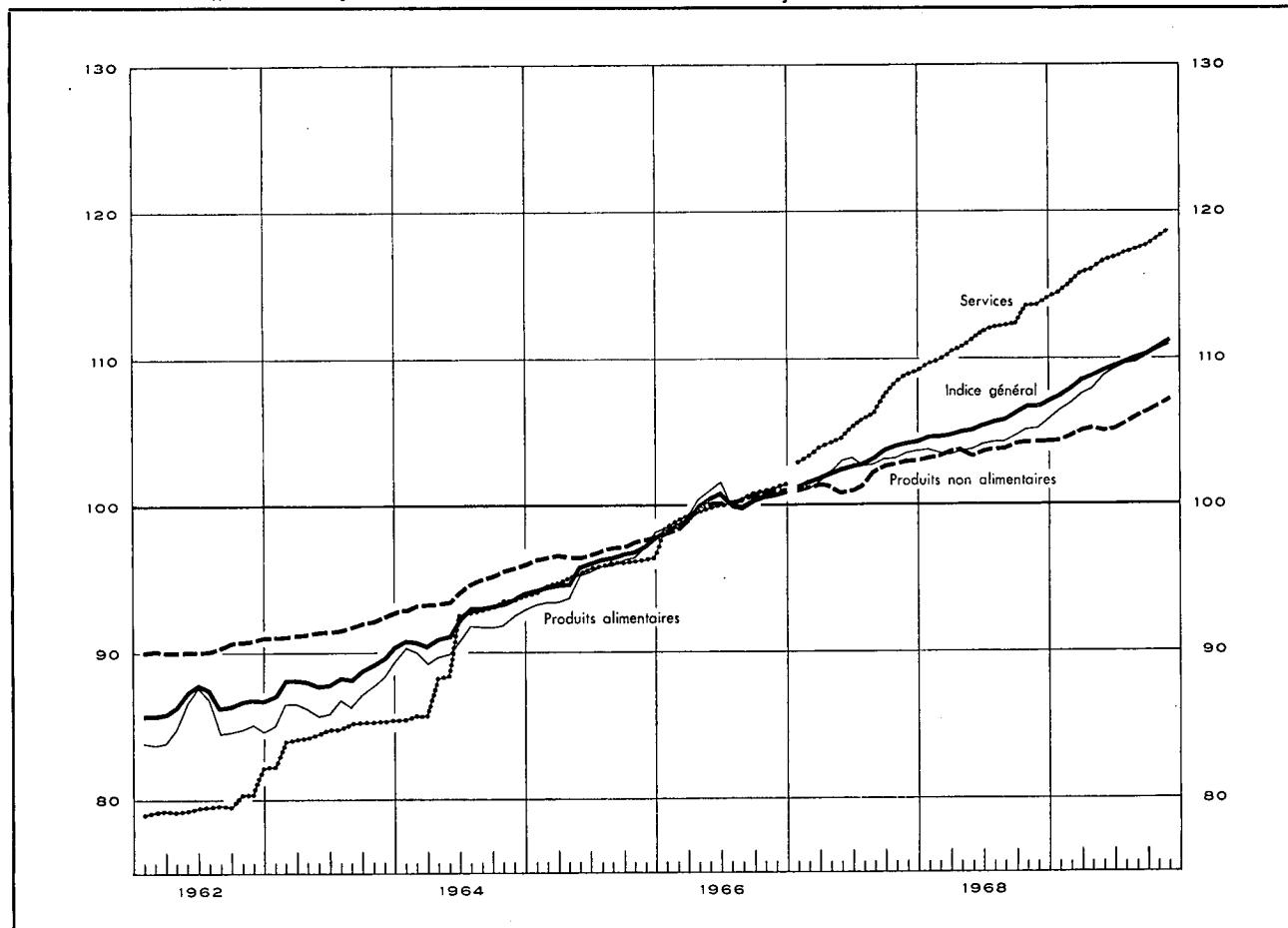
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

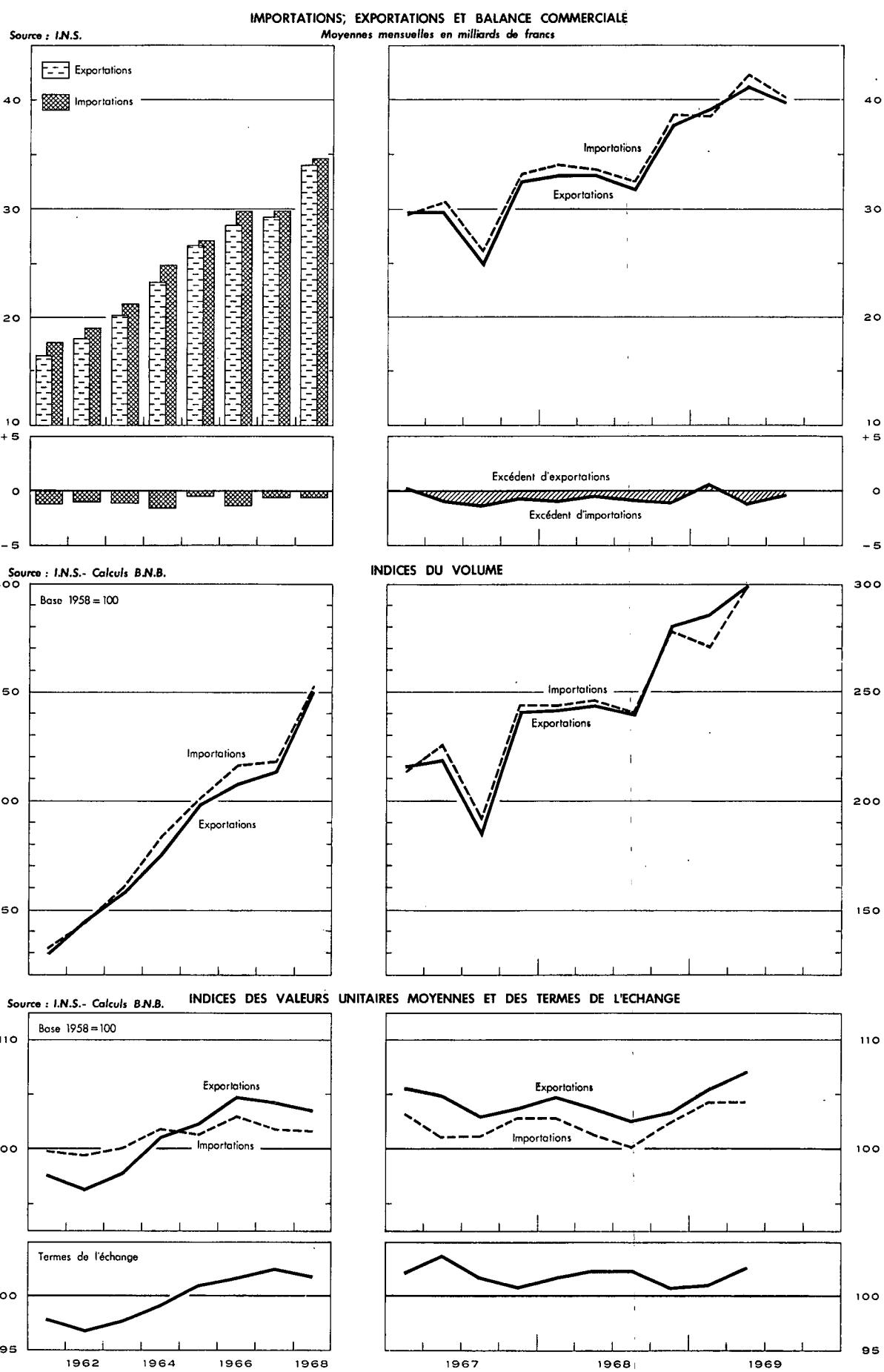


Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
1962	86,68		85,10		90,40		79,76	
1963	88,55		86,76		91,74		84,61	
1964	92,24		91,00		94,41		90,44	
1965	95,99		95,81		96,99		95,47	
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
1er trimestre	104,74	108,04	103,53	106,93	103,41	104,77	109,94	115,18
2 ^e trimestre	105,25	109,19	103,77	108,64	103,57	105,24	111,27	116,54
3 ^e trimestre	105,95	110,10	104,43	109,86	103,95	106,05	112,21	117,42
4 ^e trimestre	106,81		105,37		104,32		113,73	
Janvier	104,67	107,54	103,71	106,41	103,27	104,39	109,59	114,56
Février	104,73	108,00	103,54	106,87	103,41	104,80	109,88	115,10
Mars	104,83	108,58	103,35	107,51	103,56	105,12	110,36	115,87
Avril	105,05	108,87	103,56	107,95	103,66	105,35	110,66	116,05
Mai	105,16	109,20	103,69	108,78	103,37	105,08	111,24	116,68
Juin	105,54	109,49	104,06	109,19	103,67	105,28	111,91	116,89
Juillet	105,74	109,89	104,29	109,64	103,77	105,72	112,09	117,19
Août	105,84	110,05	104,24	109,75	103,92	106,04	112,18	117,41
Septembre	106,26	110,37	104,75	110,19	104,17	106,40	112,37	117,65
Octobre	106,67	110,81	105,12	110,55	104,32	106,77	113,55	118,17
Novembre	106,69	111,31	105,25	110,94	104,32	107,22	113,57	118,66
Décembre	107,07		105,75		104,32		114,06	

¹ L'indice des prix à la consommation est calculé depuis 1967 sur la base de la moyenne de l'année 1966. Il a remplacé l'indice des prix de détail qui a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Les chiffres des années 1962 à 1965 du présent tableau ont été obtenus par conversion de l'indice des prix de détail (base 1963 = 100) en indices : base 1966 = 100. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 0,7697 pour l'indice général. La même méthode a été appliquée aux indices partiels des groupes : produits alimentaires, produits non alimentaires et services; les coefficients de conversion sont respectivement : 0,7564, 0,8347 et 0,6207. L'actuel indice général des prix à la consommation porte sur 147 produits, l'indice des produits alimentaires sur 60, celui des produits non alimentaires sur 48, tandis que celui des services porte sur 89 de ceux-ci. Les anciens indices des prix de détail portaient respectivement sur 65, 85, 25 produits et 5 services.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, Le Nouveau Journal. — Bulletin de la Fédération des Industries Belges.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Poucent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume	des prix à l'importation	des termes de l'exportation		
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	252,6	250,3	101,7	103,6	101,9
1968 1 ^{er} trimestre	34,0	33,2	- 0,8	98	244,1	242,2	102,9	104,8	101,8
2 ^e trimestre	33,6	33,2	- 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre	32,6	31,9	- 0,7	98	241,0	239,8	100,2	102,6	102,4
4 ^e trimestre	38,7	37,7	- 1,0	97	278,3	280,3	102,5	103,4	100,9
1969 1 ^{er} trimestre	38,5	39,1	+ 0,6	102	271,3	286,1	104,4	105,5	101,1
2 ^e trimestre	42,5	41,4	- 1,1	97	298,6	299,9	104,4	107,1	102,6
3 ^e trimestre p	40,2	39,8	- 0,4	99					
1968 Janvier-Octobre	34,2	33,5	- 0,7	98					
1969 Janvier-Octobre p	41,2	41,0	- 0,2	99					
1968 Août	31,9	27,5	- 4,4	86					
Septembre	33,5	33,7	+ 0,2	101					
Octobre	40,8	39,6	- 1,2	97					
Novembre	35,4	35,1	- 0,3	99					
Décembre	37,1	37,9	+ 0,8	102					
1969 Janvier	37,1	42,0	+ 4,9	113					
Février	36,8	34,9	- 1,9	95					
Mars	41,3	40,1	- 1,2	97					
Avril	40,6	40,1	- 0,5	99					
Mai	41,6	41,2	- 0,4	99					
Juin	44,8	41,8	- 3,0	93					
Juillet	40,4	43,1	+ 2,7	107					
Août	36,4	30,5	- 5,9	84					
Septembre p	43,3	45,6	+ 2,3	105					
Octobre p	48,4	48,8	+ 0,4	101					

1 Termes de l'échange = Indices des prix à l'exportation
Indices des prix à l'importation

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1968	4,78	8,58	3,22	4,35	3,17	0,11	0,95	0,75	1,73	1,75	4,63	34,02
1967 4 ^e trimestre .	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1968 1 ^{er} trimestre .	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
3 ^e trimestre .	4,64	7,64	3,05	3,99	3,14	0,11	1,01	0,70	1,67	1,57	4,42	31,94
4 ^e trimestre .	5,04	9,55	3,15	5,09	3,69	0,15	1,11	0,85	1,84	1,99	5,25	37,71
1969 1 ^{er} trimestre .	5,44	9,94	3,36	5,20	3,80	0,11	1,30	0,75	1,84	2,14	5,20	39,08
2 ^e trimestre .	5,63	11,45	3,50	5,23	3,91	0,10	1,21	0,81	1,71	1,87	5,63	41,06
1968 Août	4,36	5,84	2,57	3,51	2,95	0,10	0,98	0,65	1,11	1,46	3,95	27,48
Septembre ...	4,57	8,69	3,13	4,23	3,11	0,11	1,16	0,79	1,77	1,60	4,58	33,74
Octobre	4,90	10,12	3,26	5,59	4,14	0,17	1,28	0,92	1,89	2,00	5,36	39,63
Novembre	5,39	8,44	2,66	4,84	3,03	0,14	0,97	0,77	2,06	1,94	4,84	35,08
Décembre	4,82	9,99	3,48	4,77	3,80	0,14	1,08	0,82	1,57	2,03	5,44	37,94
1969 Janvier	5,80	10,79	3,51	5,23	4,27	0,12	1,60	0,83	2,03	2,32	5,54	42,04
Février	5,13	8,69	2,89	4,70	3,36	0,10	1,11	0,65	1,59	1,99	4,67	34,88
Mars	5,40	10,25	3,65	5,66	3,75	0,11	1,18	0,75	1,92	2,09	5,39	40,15
Avril	5,72	9,98	3,40	5,35	4,10	0,09	1,24	0,83	1,80	1,94	5,67	40,12
Mai	5,30	12,64	3,39	5,21	3,85	0,11	1,18	0,79	1,57	1,76	5,44	41,24
Juin	5,87	11,74	3,70	5,14	3,78	0,11	1,21	0,82	1,76	1,90	5,78	41,81
Juillet	5,88	11,44	3,86	4,97	4,07	0,12	1,93	0,78	1,70	2,09	6,25	43,09
Août	4,59	7,03	3,18	3,24	3,38	0,11	1,21	0,61	1,43	1,59	4,11	30,48

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1968 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1969.

VIII . 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Total	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général						
		aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables			durables 12							
												combustibles		produits chimiques 8	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires		autres 11								
												liquides	autres					produits animaux	produits végétaux									
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1 13.037					
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1 14.341					
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	... 16.488					
1960	* 11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	... 16.488				
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1 17.579				
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3 18.981				
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3 21.300				
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79 21.300				
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83 24.913				
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94 27.070				
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42 29.892				
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30 29.900				
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88 34.722				
1967 3 ^e trimestre .	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35 26.280				
4 ^e trimestre .	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26 33.181				
1968 1 ^{er} trimestre .	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51 33.957				
2 ^e trimestre .	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49 33.608				
3 ^e trimestre .	21.542	7.134	1.652	2.088	1.886	447	196	338	153	564	158	1.850	464	940	1.704	579	1.389	6.975	907	1.364	688	4.016	4.022	60 32.599				
4 ^e trimestre .	25.812	8.804	2.003	2.651	2.204	490	266	418	175	606	171	1.925	606	1.131	1.987	711	1.664	8.019	1.074	1.540	847	4.558	4.704	191 38.726				
1969 1 ^{er} trimestre .	25.994	8.824	2.115	2.477	2.498	349	337	383	171	547	186	2.006	582	1.122	2.026	674	1.697	8.092	1.056	1.526	796	4.714	4.282	86 38.454				
2 ^e trimestre .	28.645	10.167	2.124	2.492	2.906	491	326	432	184	706	252	1.951	427	1.255	2.274	793	1.865	8.569	1.180	1.606	840	4.943	5.238	42 41.494				

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1969, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967		1968				1969	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	99,2	98,3	100,3	100,1	98,9	97,4	99,6	101,7	102,3
Biens de consommation	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	103,3	103,7	104,9	104,3	102,5	102,3	104,6	106,6	106,0
Biens d'équipement	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	113,0	114,1	114,8	116,5	113,7	111,7	115,3	116,7	113,7
Ensemble ...	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	101,7	101,2	102,9	102,9	101,4	100,2	102,5	104,4	104,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	89,9	91,3	90,6	89,9	89,8	89,8	90,2	91,2	93,7
Fabrications métalliques	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	107,7	110,1	109,3	108,3	108,7	108,2	111,3	111,5
Métaux non ferreux	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	171,0	153,6	159,9	181,2	175,7	164,7	161,8	170,7	179,9
Textiles	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	99,8	104,2	102,0	101,7	99,0	99,0	99,4	101,0	101,3
Produits chimiques	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	93,3	94,1	93,5	92,4	93,8	91,8	93,2	94,2	92,6
Industrie houillère	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	77,0	72,1	75,9	76,6	73,8	78,4	78,4	81,1	82,2
Industrie pétrolière	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	74,8	76,7	77,3	80,0	77,1	73,4	71,0	72,7	71,1
Verres et glaces	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	102,7	102,4	102,4	103,6	103,1	101,9	102,3	103,3	103,0
Produits agricoles	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	113,0	112,2	110,7	111,8	111,4	112,5	120,8	126,6	126,8
Ciments	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	98,5	100,7	100,1	99,4	100,0	97,0	97,4	94,7	90,9
Carrières	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	101,6	98,6	100,6	104,0	100,2	100,3	101,9	105,7	106,2
Céramiques	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,4	119,6	115,2	115,4	118,0	120,9	121,6	119,2	118,3
Bois et meubles	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	118,2	109,7	112,4	113,9	112,4	111,6	108,0	108,6	111,1	109,2
Peaux, cuirs et chaussures	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	113,7	119,3	112,9	113,2	112,3	114,8	114,2	122,7	131,3
Papier et livre	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	95,0	98,9	99,8	100,7	96,8	94,1	100,5	96,5	97,6
Tabacs manufacturés	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	134,6	127,9	120,6	128,0	127,8	141,2	139,0	134,6	131,0
Caoutchouc	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	82,7	82,9	83,9	79,7	83,0	84,6	83,9	81,0	80,7
Industries alimentaires	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	94,8	96,0	98,0	95,0	94,0	95,2	95,8	97,5	100,1
Divers	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	83,0	73,2	78,8	80,7	82,1	81,2	87,0	80,3	88,3
Ensemble ...	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	103,6	103,0	103,8	104,8	103,8	102,6	103,4	105,5	107,1
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	101,9	101,8	100,9	101,8	102,4	102,4	100,9	101,1	102,6

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967		1968				1969	
	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	248,0	179,4	243,2	243,8	241,9	235,0	275,6	267,3	290,7
Biens de consommation	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	272,9	232,0	255,2	257,8	275,8	268,6	300,6	301,3	322,0
Biens d'équipement	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	250,9	207,9	238,9	230,9	231,2	234,5	266,1	249,1	310,9
Ensemble ...	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	252,6	192,8	244,1	244,1	246,5	241,0	278,3	271,3	298,6
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	198,5	148,4	183,5	199,4	193,7	193,7	209,6	222,7	225,7
Fabrications métalliques	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	297,4	213,7	286,0	288,8	298,9	274,0	335,8	343,8	395,5
Métaux non ferreux	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	204,2	157,6	200,7	206,4	199,4	201,0	211,0	212,8	209,3
Textiles	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	236,4	172,0	231,2	224,1	227,3	218,7	279,8	279,7	281,3
Produits chimiques	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	312,0	212,6	279,8	295,6	284,5	313,7	362,1	368,5	390,9
Industrie houillère	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	40,9	50,4	47,9	33,2	36,9	39,7	53,6	37,9	36,2
Industrie pétrolière	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	236,3	166,7	172,4	191,5	206,2	255,8	291,9	331,5	316,6
Verres et glaces	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	239,6	173,2	239,7	230,2	228,1	226,7	273,9	237,7	257,6
Produits agricoles	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	314,7	250,0	349,5	338,7	313,3	290,6	344,5	363,5	319,7
Ciments	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	109,6	105,7	112,5	91,3	133,1	115,9	98,4	88,8	117,7
Carrières	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	238,1	213,8	245,5	207,7	231,0	257,4	255,2	217,9	254,8
Céramiques	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	248,3	203,7	270,0	222,0	240,9	245,8	290,6	268,4	313,1
Bois et meubles	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	644,2	447,2	589,6	546,6	599,3	611,3	820,5	789,8	852,9
Peaux, cuirs et chaussures	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	250,8	214,0	266,3	254,0	242,2	243,1	272,0	312,7	292,4
Papier et livre	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	368,5	256,3	330,3	320,3	340,4	357,7	403,8	444,0	468,4
Tabacs manufacturés	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	424,7	369,6	429,6	366,3	382,4	400,0	549,8	375,9	366,9
Caoutchouc	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	363,5	274,7	327,0	337,9	375,2	336,4	398,1	442,7	464,2
Industries alimentaires	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	365,2	285,2	374,4	324,8	384,9	358,6	400,8	411,9	432,4
Divers	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	214,8	193,4	241,1	230,0	217,9	200,3	220,7	223,4	236,3
Ensemble ...	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	250,3	186,1	241,3	242,2	243,9	239,8	280,3	286,1	299,9

* Voir 2o du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas			
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14	
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31	
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41	
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67	
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85	
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96	
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79	
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10	
1968 1 ^{er} trimestre	6,97	6,57	- 0,40	5,11	5,92	+ 0,81	4,82	6,96	+ 2,14	
2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57	
3 ^e trimestre	6,68	7,03	+ 0,35	4,82	6,06	+ 1,24	4,84	6,44	+ 1,60	
4 ^e trimestre	8,35	8,02	- 0,33	6,46	7,77	+ 1,31	5,60	7,68	+ 2,08	
1969 1 ^{er} trimestre	8,28	8,69	+ 0,41	6,58	8,47	+ 1,89	5,74	7,75	+ 2,01	
2 ^e trimestre	9,56	8,92	- 0,64	6,88	8,80	+ 1,92	6,16	8,12	+ 1,96	
3 ^e trimestre p	9,88	9,39	- 0,49	5,77	8,00	+ 2,23	5,49	7,64	+ 2,15	
1968 Octobre	8,68	8,92	+ 0,24	6,44	7,82	+ 1,38	5,90	8,36	+ 2,46	
Novembre	7,32	7,56	+ 0,24	5,99	7,23	+ 1,24	5,31	7,13	+ 1,82	
Décembre	8,33	7,52	- 0,81	5,95	8,25	+ 2,30	5,39	7,43	+ 2,04	
1969 Janvier	7,17	9,35	+ 2,18	6,50	8,62	+ 2,12	5,53	7,79	+ 2,26	
Février	8,22	7,61	- 0,61	6,16	7,92	+ 1,76	5,49	7,25	+ 1,76	
Mars	9,42	9,06	- 0,36	7,08	8,83	+ 1,75	6,19	8,20	+ 2,01	
Avril	9,42	8,99	- 0,43	6,99	8,57	+ 1,58	5,99	7,89	+ 1,90	
Mai	8,70	8,82	+ 0,12	6,68	8,70	+ 2,02	6,18	8,23	+ 2,05	
Juin	10,32	8,90	- 1,42	6,83	9,07	+ 2,24	6,31	8,20	+ 1,89	
Juillet	10,16	10,02	- 0,14	6,34	9,49	+ 3,15	4,66	7,73	+ 3,07	
Août	7,73	6,97	- 0,76	4,74	5,42	+ 0,68	5,41	5,63	+ 0,22	
Septembre	p	11,77	11,17	- 0,60	6,22	9,10	+ 2,88	6,40	9,55	+ 3,15
Octobre	p		8,89		10,37			9,38		
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E.			
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17	
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75	
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18	
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09	
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67	
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06	
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81	
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47	
1968 1 ^{er} trimestre	1,43	1,17	- 0,26	18,33	20,62	+ 2,29	23,05	25,10	+ 2,05	
2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88	
3 ^e trimestre	1,50	1,10	- 0,40	17,84	20,63	+ 2,79	22,08	24,57	+ 2,49	
4 ^e trimestre	1,61	1,57	- 0,04	22,02	25,04	+ 3,02	27,14	29,62	+ 2,48	
1969 1 ^{er} trimestre	1,71	1,61	- 0,10	22,32	26,52	+ 4,20	27,67	31,73	+ 4,06	
2 ^e trimestre	1,69	1,74	+ 0,05	24,28	27,59	+ 3,31	29,80	32,86	+ 3,06	
3 ^e trimestre p	1,77	1,69	- 0,08	22,92	26,72	+ 3,80	27,74	31,94	+ 4,20	
1968 Octobre	1,68	1,53	- 0,15	22,70	26,63	+ 3,93	28,11	31,36	+ 3,25	
Novembre	1,42	1,51	+ 0,09	20,04	23,43	+ 3,39	24,78	27,53	+ 2,75	
Décembre	1,46	1,64	+ 0,18	21,13	24,84	+ 3,71	26,24	29,64	+ 3,40	
1969 Janvier	1,50	1,76	+ 0,26	20,70	27,52	+ 6,82	25,66	33,53	+ 7,87	
Février	1,74	1,50	- 0,24	21,61	24,28	+ 2,67	26,98	28,89	+ 1,91	
Mars	1,89	1,57	- 0,32	24,58	27,66	+ 3,08	30,28	32,66	+ 2,38	
Avril	1,88	1,52	- 0,36	24,27	26,97	+ 2,70	29,92	31,70	+ 2,78	
Mai	1,63	1,75	+ 0,12	23,19	27,50	+ 4,31	28,69	32,55	+ 3,86	
Juin	1,56	1,94	+ 0,38	25,02	28,11	+ 3,09	31,45	33,51	+ 2,06	
Juillet	1,84	1,94	+ 0,10	23,01	29,19	+ 6,18	27,86	34,73	+ 6,87	
Août	1,81	1,32	- 0,49	19,69	19,34	- 0,35	24,60	23,70	- 0,90	
Septembre	p	1,66	1,80	+ 0,14	26,06	31,62	+ 5,56	30,75	37,38	+ 6,63
Octobre	p		1,97			30,61		36,47		

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1968 1 ^{er} trimestre	2,88	3,62	+ 0,74	2,54	1,65	- 0,89	1,84	1,13	- 0,71
2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 ^e trimestre	2,70	2,99	+ 0,29	2,39	1,31	- 1,08	2,01	1,00	- 1,01
4 ^e trimestre	3,07	3,11	+ 0,04	2,73	1,51	- 1,22	1,99	1,19	- 0,80
1969 1 ^{er} trimestre	2,27	2,34	+ 0,07	2,86	1,71	- 1,15	2,22	1,16	- 1,06
2 ^e trimestre	3,42	3,50	+ 0,08	2,87	1,53	- 1,34	2,56	1,31	- 1,25
3 ^e trimestre	p	3,17	2,80	- 0,37	2,51	1,60	- 0,91		
1968 Octobre	3,43	3,11	- 0,32	3,06	1,46	- 1,60	1,88	1,42	- 0,46
Novembre	2,58	3,13	+ 0,55	2,28	1,43	- 0,85	1,94	0,99	- 0,95
Décembre	2,97	3,04	+ 0,07	2,88	1,58	- 1,25	2,15	1,16	- 0,99
1969 Janvier	2,43	2,34	- 0,09	2,71	2,00	- 0,71	2,18	1,54	- 0,64
Février	1,64	1,79	+ 0,15	3,17	1,59	- 1,58	2,08	0,97	- 1,11
Mars	2,74	2,89	+ 0,15	2,70	1,54	- 1,16	2,40	0,99	- 1,41
Avril	2,82	3,06	+ 0,24	2,21	1,40	- 0,81	2,67	1,15	- 1,52
Mai	3,63	4,11	+ 0,48	3,10	1,58	- 1,52	2,69	1,17	- 1,52
Juin	3,59	3,32	- 0,27	3,27	1,56	- 1,71	2,33	1,05	- 1,28
Juillet	3,14	2,86	- 0,28	2,70	1,70	- 1,00	2,38	1,09	- 1,24
Août	3,15	2,43	- 0,72	2,71	1,49	- 1,22	2,21	1,05	- 1,16
Septembre	p	3,21	3,10	- 0,11	2,12	1,61	- 0,51		
Octobre	p	3,56			1,69				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1967 4 ^e trimestre	1,21	0,86	- 0,35	1,40	0,22	- 1,18	0,62	0,83	+ 0,21
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
3 ^e trimestre	1,20	0,64	- 0,56	1,14	0,33	- 0,81	0,55	0,54	- 0,01
4 ^e trimestre	1,19	0,73	- 0,46	1,38	0,35	- 1,03	0,76	0,59	- 0,17
1969 1 ^{er} trimestre	1,16	0,74	- 0,42	1,56	0,37	- 1,19	0,56	0,62	+ 0,06
2 ^e trimestre	1,27	0,71	- 0,56	1,81	0,41	- 1,40	0,59	0,68	+ 0,09
1968 Août	1,30	0,66	- 0,64	1,28	0,33	- 0,95	0,56	0,47	- 0,09
Septembre	1,28	0,59	- 0,69	1,29	0,27	- 1,02	0,55	0,52	- 0,03
Octobre	1,24	0,70	- 0,54	2,00	0,38	- 1,62	0,63	0,66	+ 0,03
Novembre	1,25	0,64	- 0,61	1,18	0,27	- 0,91	0,73	0,46	- 0,27
Décembre	1,06	0,81	- 0,25	1,04	0,39	- 0,65	0,83	0,63	- 0,20
1969 Janvier	1,28	1,00	- 0,28	1,47	0,42	- 1,05	0,66	0,66	...
Février	1,07	0,57	- 0,50	1,78	0,34	- 1,44	0,50	0,46	- 0,04
Mars	1,15	0,64	- 0,51	1,43	0,34	- 1,09	0,58	0,71	+ 0,18
Avril	1,24	0,66	- 0,58	1,78	0,41	- 1,37	0,54	0,83	+ 0,29
Mai	1,14	0,65	- 0,49	1,33	0,37	- 0,96	0,58	0,62	+ 0,04
Juin	1,44	0,81	- 0,63	2,32	0,44	- 1,88	0,67	0,54	- 0,13
Juillet	1,34	0,69	- 0,65	2,10	0,45	- 1,65	0,62	0,49	- 0,13
Août	1,48	0,71	- 0,77	1,21	0,29	- 0,92	0,68	0,37	- 0,31

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	318,6	330,7	- 12,1
1.12 Travail à façon	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	+ 7,8	11,3	2,6	+ 8,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	3,4	—	+ 3,4
1.2 Or non monétaire	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	1,0	2,3	- 1,3
1.3 Frets ²	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	15,4	14,2	+ 1,2
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	-	-	- 0,1	- 0,1	...	—	0,5	—
1.5 Autres frais de transport	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,6	6,0	5,5	+ 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	13,7	19,9	- 6,2
1.7 Revenus d'investissements	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	19,8	18,1	+ 1,7
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	10,6	7,3	+ 3,3
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	6,0	1,8	+ 4,2
1.92 Autres	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,7	28,7	27,9	+ 0,8
Total 1 ...	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	+ 12,6	435,0	430,8	+ 4,2
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	8,8	6,6	+ 2,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	- 4,0	0,4	5,1	- 4,7
Total 2 ...	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	- 2,5	9,2	11,7	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	—	2,1	- 2,1
3.112 Autres opérations	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	3,1	3,9	- 0,8
3.12 Avoirs	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	—	0,3	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	+ 1,0	- 0,5	...	0,2	- 0,2
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1
Total 3 ...	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	- 6,8	3,1	6,5	- 3,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	0,3	0,7	- 0,4
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	1,7	1,9	- 0,2
4.3 Secteur privé ⁴ :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	—	13,9	- 13,9
4.312 Investissements directs			- 2,0	- 0,4	- 2,6	2,3	5,9	- 3,6
4.313 Immeubles	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	- 1,5	0,7	1,9	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets)	- 0,3	+ 1,3	1,5	—	+ 1,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	—	0,5	- 0,5
4.322 Investissements directs			- 7,1	+ 7,0	+ 11,5	15,0	2,5	+ 12,5
4.323 Immeubles	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	0,5	0,6	- 0,1
4.324 Autres (chiffres nets)			+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	—	—	—
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	—	—
Total 4 ...	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	22,0	27,9	- 5,9
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	1,6	—	+ 1,6
Total 1 à 5	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	470,9	476,9	- 6,0
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	—	—	- 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	—	—	- 14,2
6.22 Autres	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	- 2,8	—	—	+ 9,0

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique insérée dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIIe année, vol. II, no 8, septembre 1968].

⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1967		1968				1969		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p	3e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 1,3	- 1,9	- 3,4	- 3,5	- 3,3	- 1,9	- 2,8	- 4,8	- 8,8
1.12 Travail à façon	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,2	+ 2,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1	- 0,4	+ 1,4	...	+ 2,0
1.2 Or non monétaire	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2
1.3 Frets ²	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,2	...
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 3,7	- 0,4	- 0,7	- 2,1	- 3,6	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 3,5
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,6	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,8	- 1,8	+ 0,8
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	+ 0,6	...
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,8
1.92 Autres	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6	- 0,3	- 0,2	- 0,2	- 0,4
Total 1 ...	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 1,4	- 1,5	+ 2,7	+ 2,4	- 2,4	- 6,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés :									
2.11 Transferts privés	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,6	...	- 0,4
2.12 Transferts de l'Etat	- 1,1	- 1,5	- 1,7	- 0,7	- 1,0	- 1,3	- 1,7	- 0,6	- 0,9
Total 2 ...	- 0,7	- 0,8	- 0,9	- 0,3	- 0,2	- 1,1	- 1,1	- 0,6	- 1,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 0,7	- 0,6	- 0,5
3.112 Autres opérations	- 1,8	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,1	- 0,4	...	+ 1,6	- 0,3
3.12 Avoirs	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	- 0,3	...	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,1	- 0,2	- 0,2	...
3.22 Avoirs
Total 3 ...	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,3	- 0,7	- 0,8	- 1,0	+ 0,8	- 1,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .									
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,0	...
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières ...	- 1,4	- 1,6	- 2,7	- 3,0	- 3,4	- 4,8	- 5,3	- 3,8	- 3,7
4.312 Investissements directs	+ 0,3	- 1,3	- 2,1	- 0,2	- 0,6	- 0,7	- 1,7	+ 1,9	- 0,3
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3
4.314 Autres	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,6	...	+ 0,3	+ 2,3	...
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,2	- 0,5
4.322 Investissements directs	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 1,1	+ 2,8	+ 4,2
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...
4.324 Autres	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,9	+ 1,8	+ 0,6
4.33 Investissements et placements non ventilés									
Total 4 ...	+ 4,2	+ 2,3	- 2,7	+ 0,1	- 3,0	- 0,3	- 0,3	+ 7,8	+ 0,5
5. Erreurs et omissions									
Total 1 à 5 ...	+ 0,2	- 0,6	+ 1,5	- 0,4	+ 1,1	- 0,6	+ 2,2	- 1,8	+ 1,9
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger									
6.11 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	- 1,0	+ 1,0	+ 0,4	- 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 0,7	+ 6,9	- 8,5	+ 0,9	- 5,0	- 6,6	- 5,1	+ 3,8	- 7,1
6.22 Autres	- 1,3	+ 0,5	- 0,1	+ 1,1	+ 7,5	+ 6,3	- 0,4	+ 1,3

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique insérée dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.R.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
(milliards de francs)

	1969			1969			1968	1969 p
	2 ^e trimestre p		Solde	3 ^e trimestre p		Solde		
	Recettes	Dépenses		Recettes	Dépenses	Solde	9 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	95,4	100,2	- 4,8	90,5	99,3	- 8,8	-10,2 ⁴	-16,4 ⁵
1.12 Travail à façon	3,0	0,8	+ 2,2	3,5	0,8	+ 2,7	+ 6,4	+ 7,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	...	2,0	—	+ 2,0	+ 3,8	+ 3,4
1.2 Or non monétaire	0,3	0,4	- 0,1	0,1	0,3	- 0,2	- 1,3	- 0,5
1.3 Frets ²	4,4	4,2	+ 0,2	4,4	4,4	—	+ 1,2	+ 0,3
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,1	0,2	- 0,1	0,2	0,2	—	—	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	1,6	1,6	—	1,7	1,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	5,5	5,3	+ 0,2	5,5	9,0	- 3,5	- 6,4	- 3,1
1.7 Revenus d'investissements	6,1	7,9	- 1,8	7,3	6,5	+ 0,8	+ 1,1	- 0,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,5	1,9	+ 0,6	1,9	1,9	—	+ 2,5	+ 0,4
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,0	0,6	+ 1,4	1,5	0,7	+ 0,8	+ 3,0	+ 3,2
1.92 Autres	7,8	8,0	- 0,2	7,4	7,8	- 0,4	+ 1,1	- 0,8
Total 1 ...	128,7	131,1	- 2,4	126,0	132,8	- 6,8	+ 1,5	- 6,8
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,1	2,1	—	2,3	2,7	- 0,4	+ 2,0	+ 0,2
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	0,7	- 0,6	0,1	1,0	- 0,9	- 3,4	- 3,2
Total 2 ...	2,2	2,8	- 0,6	2,4	3,7	- 1,3	- 1,4	- 3,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,6	- 0,6	—	0,5	- 0,5	- 1,8	- 1,8
3.112 Autres opérations	2,7	1,1	+ 1,6	0,1	0,4	- 0,3	- 0,4	+ 1,3
3.12 Avoirs	0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2
3.22 Avoirs
Total 3 ...	2,7	1,9	+ 0,8	0,1	1,1	- 1,0	- 2,6	- 1,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	1,4	0,4	+ 1,0	0,1	0,1	—	- 0,5	+ 1,1
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	4,5	2,1	+ 2,4	0,7	0,2	+ 0,5	- 1,5	+ 8,0
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	3,8	- 3,8	—	3,7	- 3,7	- 9,1	- 12,8
4.312 Investissements directs	2,7	0,8	+ 1,9	1,1	1,4	- 0,3	- 2,9	- 0,1
4.313 Immeubles	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,5	- 0,3	- 0,9	- 0,9
4.314 Autres (chiffres nets)	2,3	—	+ 2,3	—	—	...	+ 1,5	+ 2,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	0,2	- 0,2	—	0,5	- 0,5	- 0,6	- 1,1
4.322 Investissements directs	2,9	0,1	+ 2,8	4,5	0,3	+ 4,2	+ 8,7	+ 8,1
4.323 Immeubles	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,1	—	- 0,1	- 0,2
4.324 Autres (chiffres nets)	1,8	—	+ 1,8	0,6	—	+ 0,6	- 0,2	+ 3,3
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	—	—
Total 4 ...	15,9	8,1	+ 7,8	7,3	6,8	+ 0,5	- 5,6	+ 8,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	1,8	- 1,8	1,9	—	+ 1,9	+ 2,2	+ 2,3
Total 1 à 5 ...	149,5	145,7	+ 3,8	137,7	144,4	- 6,7	- 5,9	- 0,7
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 0,4	—	—	- 0,9	+ 0,2	+ 0,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	+ 3,8	—	—	- 7,1	- 7,6	- 8,4
6.22 Autres	—	—	- 0,4	—	—	+ 1,3	+ 1,5	+ 7,2

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique insérée dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

⁴ Exportations = 229,6; importations = 239,7.

⁵ Exportations = 273,8; importations = 290,2.

Références bibliographiques : Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIV^e année, vol. I, no 6, page 726 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1968 ».

X. — MARCHE DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : *Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.*

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italiennes	1 Cour. suédo.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais
											câble	courrier				
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—
1967	49,69	10,10	138,65 ²	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ²	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ²	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—
1968 1 ^{er} trimestre	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26	—
2 ^e trimestre	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41	—
3 ^e trimestre	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88	—
4 ^e trimestre	50,22	10,12	119,89	13,85	11,68	12,60	8,06	9,71	7,03	6,69	46,804	46,804	175,47	194,31	72,06	—
1969 1 ^{er} trimestre	50,22	10,14	120,02	13,86	11,64	12,51	8,02	9,71	7,03	6,68	46,731	46,730	176,24	194,05	72,00	—
2 ^e trimestre	50,26	10,11	120,12	13,81	11,63	12,56	8,01	9,72	7,04	6,67	46,640	46,641	176,49	194,20	71,88	—
3 ^e trimestre	50,29	10,11 ⁶	120,05	13,87	11,68	12,62 ⁹	8,00	9,73	7,04	6,68	46,608	46,607	176,75	194,69	72,07	—
1968 Décembre ..	50,15	10,13	119,60	13,90	11,67	12,56	8,04	9,69	7,02	6,69	46,735	46,735	175,56	194,16	71,93	—
1969 Janvier ...	50,19	10,14	119,80	13,87	11,62	12,54	8,04	9,71	7,02	6,69	46,783	46,783	176,03	194,02	71,97	—
Février ...	50,17	10,13	120,00	13,84	11,61	12,49	8,02	9,70	7,02	6,67	46,704	46,703	176,08	193,79	71,96	—
Mars	50,28	10,14	120,27	13,86	11,70	12,51	8,00	9,73	7,04	6,70	46,703	46,701	176,63	194,33	72,08	—
Avril	50,25	10,12	120,28	13,83	11,63	12,53	8,02	9,73	7,04	6,68	46,698	46,697	176,56	194,24	71,94	—
Mai	50,19	10,10	119,79	13,79	11,60	12,59	7,99	9,71	7,03	6,66	46,598	46,600	176,11	193,79	71,74	—
Juin	50,32	10,12	120,27	13,80	11,67	12,58	8,03	9,73	7,05	6,69	46,623	46,624	176,78	194,55	71,93	—
JUILLET	50,28	10,11	120,20	13,81	11,66	12,57	8,01	9,72	7,04	6,68	46,517	46,516	176,56	194,66	71,96	—
Août	50,27 ⁴	10,10 ⁴	119,96	13,89	11,68	12,61	8,00	9,73	7,04	6,68	46,629	46,629	176,60	194,74	72,10	—
Septembre	50,32	9,06	119,98	13,92	11,71	12,67 ⁸	8,00	9,73	7,04	6,69	46,677	46,677	177,08	194,67	72,16	11,97
Octobre	49,95	8,95	119,40	13,89	11,61	13,46 ¹⁰	7,95	9,67	6,99	6,64	46,336	46,333	175,73	193,27	71,44	11,87
Novembre	49,70	8,91	119,11	13,79	11,49	13,47	7,94	9,62	6,95	6,63	46,189	46,190	174,84	191,95	70,99	11,83

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} août au 8 août 1969.

⁵ Moyenne du 11 août au 29 août 1969.

⁶ Moyenne du 1^{er} juillet au 8 août 1969.

⁷ Moyenne du 11 août au 30 septembre 1969.

⁸ Moyenne du 1^{er} septembre au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

⁹ Moyenne du 1^{er} juillet au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

¹⁰ Cotation suspendue jusqu'au 24 octobre 1969. Moyenne du 27 octobre au 31 octobre 1969.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

**parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 novembre 1969**

Pays	Parité (ou cours moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar	Cours extrêmes à Bruxelles	
			acheteur ⁴	vendeur ⁵
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	— 0,769	189,4084
Belgique	50,— FB	+ 0,750	— 0,750	—
Danemark	7,50 CD	+ 0,750	— 0,750	6,5674
France	5,55419 FF	+ 0,753	— 0,751	8,8679
Allemagne	3,66 DM	+ 0,820	— 0,820	13,4485
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	— 0,333	—
Irlande	88,— C. isl.	+ 0,114	— 0,114	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	— 0,720	7,8832
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	— 0,760	13,6052
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	— 0,740	6,8924
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	— 1,148	170,6499
Espagne	70,— Pesetas	+ 0,750	— 0,750	70,3651
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	— 0,739	9,5204
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	— 1,780	11,1517
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	11,7288
Royaume-Uni	2,40 £ ²	+ 0,833 ³	— 0,833 ³	118,1075
				121,9075
				1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par l'vre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la lvre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE
RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgettaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) — (2)	(4)	(5)	(6) = (4) — (5)	
1963	189,5	143,0	— 3,5	0,4	22,0	— 21,6	— 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	— 23,8	— 21,3
1965	172,7	176,5	— 3,8	0,2	25,2	— 25,0	— 28,8
1966	200,6	203,9	— 3,3	0,6	24,6	— 24,0	— 27,3
1967	219,6	221,7	— 2,1	0,2	28,5	— 28,3	— 30,4
1968	238,8	243,9	— 5,1	0,6	33,0	— 32,4	— 37,5
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	— 0,8	0,1	3,3	— 3,2	— 4,0
2 premiers mois ...	40,2	43,9	— 3,7	0,1	6,0	— 5,9	— 9,6
3 premiers mois ...	57,2	64,6	— 7,4	0,2	8,5	— 8,3	— 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	— 7,5	0,2	10,4	— 10,2	— 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	— 8,2	0,2	13,6	— 13,4	— 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	— 12,3	0,3	15,3	— 15,0	— 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,5	+ 1,9	0,3	18,0	— 17,7	— 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	— 0,8	0,3	20,3	— 20,0	— 20,8
9 premiers mois ...	177,5	181,6	— 4,1	0,3	24,3	— 24,1	— 28,1
10 premiers mois ...	199,7	201,6	— 1,9	0,4	27,9	— 27,5	— 29,4
11 premiers mois ...	217,6	219,1	— 1,5	0,4	30,4	— 30,0	— 31,5
12 mois	238,8	243,9	— 5,1	0,6	33,0	— 32,4	— 37,5
1969 1 ^{er} mois	27,4	21,6	+ 5,8	...	4,1	— 4,1	+ 1,7
2 premiers mois ...	44,8	48,5	— 3,7	...	6,6	— 6,6	— 10,3
3 premiers mois ...	64,0	71,2	— 7,2	0,1	9,3	— 9,2	— 16,4
4 premiers mois ...	83,8	90,5	— 6,7	...	11,5	— 11,5	— 18,2
5 premiers mois ...	102,9	111,4	— 8,5	0,1	13,4	— 13,3	— 21,8
6 premiers mois ...	124,9	136,2	— 11,3	0,1	16,1	— 16,0	— 27,3
7 premiers mois ...	162,2	161,8	+ 0,4	0,1	18,3	— 18,2	— 17,8
8 premiers mois ...	180,3	180,5	— 0,2	0,1	20,6	— 20,5	— 20,7
9 premiers mois ...	198,8	202,5	— 3,7	0,1	23,1	— 23,0	— 26,7
10 premiers mois ...	222,6	228,8	— 6,2	0,2	26,4	— 26,2	— 32,4

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.³ Y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Financement de l'impasse												Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. (16)	Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie (17)	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)				
					Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante								en francs belges							
					en francs belges en monnaies étrangères Total (5) (6) (7) = (5) + (6)			Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)			Secteur bancaire	Secteur para-étatique	Congo, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers	Office des chèques postaux (13)	en monnaies étrangères (14)	Total (15) = (9) à (14)						
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)																			
1963	-25,1	-3,7	-1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	-6,0	+3,6	-3,5	+0,1	-0,1	+4,1	+10,5	+8,7	+4,1	...	+30,3					
1964	-21,3	+0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	-7,5	+3,3	-7,6	-0,1	+0,2	+6,4	+2,9	-2,4	+0,6	-1,2	+21,0					
1965	-28,8	-0,8	-1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+5,8	+4,4	...	+0,1	+0,2	-1,2	+9,3	-0,8	+0,6	+31,3					
1966	-27,3	+3,1	-6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+3,4	-3,2	...	+0,3	+3,1	+5,6	+9,2	+0,6	-0,1	+30,7					
1967	-30,4	+1,5	-6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	-7,6	+14,3	...	-0,2	-3,8	+7,1	+9,8	-6,9	+11,1	+35,6					
1968	-37,5	-1,3	-9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	-5,5	-4,9	...	-0,2	+7,8	+0,9	-1,9	+12,0	+0,8	+47,9					
1968	1 ^{er} mois	-4,0	-2,1	-0,4	-6,5	+2,6	+5,2	...	-0,1	+1,6	...	+9,3	-2,5	-0,3	+6,5					
	2 premiers mois .	-9,6	-3,1	-1,1	-13,8	+9,8	...	+9,8	...	+1,6	+3,9	...	-0,1	-2,2	-0,3	+2,9	+0,9	+0,2	+13,8				
	3 premiers mois .	-15,7	-0,9	-1,8	-18,4	+9,8	...	+9,8	...	-0,4	+7,5	...	-0,1	-1,5	-0,4	+5,1	+3,6	-0,1	+18,4				
	4 premiers mois .	-17,7	-2,9	-2,7	-23,3	+9,8	...	+9,8	...	-0,5	+8,7	...	-0,1	+3,3	-0,3	+11,1	+2,8	-0,4	+23,3				
	5 premiers mois .	-21,6	-4,3	-3,3	-29,2	+9,8	...	+9,8	...	+0,5	+13,9	...	-0,1	-1,9	-0,3	+12,1	+7,2	+0,1	+29,2				
	6 premiers mois .	-27,3	+0,8	-3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	-0,9	+11,1	...	-0,2	-0,9	-0,3	+8,8	+7,2	-0,5	+30,3				
	7 premiers mois .	-15,8	-1,5	-4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	-2,9	-0,3	...	-0,2	+0,1	-0,3	-3,6	+5,6	+0,3	+21,9				
	8 premiers mois .	-20,8	-3,0	-5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+0,5	+2,4	...	-0,2	-2,2	+0,7	+1,2	+7,2	+1,2	+29,2				
	9 premiers mois .	-28,1	-0,4	-6,2	-34,7	+31,6	...	+31,6	...	-1,8	-3,0	...	-0,2	-0,9	+0,6	-5,3	+8,1	+0,3	+34,7				
	10 premiers mois .	-29,4	-2,6	-7,2	-39,2	+29,2	...	+29,2	...	-1,0	-3,8	...	-0,2	+1,7	+1,0	-2,3	+10,8	+1,5	+39,2				
	11 premiers mois .	-31,5	-3,3	-8,0	-42,8	+29,2	...	+29,2	...	-1,6	+2,3	...	-0,1	-3,0	+0,9	-1,5	+12,9	+2,2	+42,8				
	12 mois	-37,5	-1,3	-9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	-5,5	-4,9	...	-0,2	+7,8	+0,9	-1,9	+12,0	+0,8	+47,9				
1969	1 ^{er} mois	+1,7	-1,1	-0,8	-0,2	+2,7	+11,3	-5,2	...	+8,8	-7,9	-0,7	+0,2					
	2 premiers mois .	-10,3	-1,7	-1,7	-13,7	+0,8	...	+0,8	...	+2,5	+18,3	-9,1	...	+11,7	+1,3	-0,1	+13,7				
	3 premiers mois .	-16,4	+1,2	-2,7	-17,9	+8,0	...	+8,0	...	+2,2	+14,1	...	-0,1	-6,1	...	+10,1	+0,4	-0,6	+17,9				
	4 premiers mois .	-18,2	-1,4	-3,4	-23,0	+4,9	...	+4,9	...	+4,5	+12,4	...	-0,1	-1,8	+2,2	+17,2	+0,2	+0,7	+23,0				
	5 premiers mois .	-21,8	-0,1	-4,8	-26,7	+12,2	+1,0	+13,2	...	+2,2	+14,5	...	-0,1	-6,3	+2,3	+12,6	+0,7	+0,2	+26,7				
	6 premiers mois .	-27,3	+2,4	-5,9	-30,8	+18,1	+1,1	+19,2	...	+5,5	+7,3	...	-0,1	-3,0	+2,3	+12,0	+1,2	-1,6	+30,8				
	7 premiers mois .	-17,8	+1,0	-7,4	-24,2	+25,5	+1,1	+26,6	...	+2,1	+0,7	...	-0,1	-4,0	+2,3	+1,0	-2,8	-0,6	+24,2				
	8 premiers mois .	-20,7	+0,4	-8,9	-29,2	+25,5	+1,1	+26,6	...	+2,5	...	-0,1	-7,4	+6,2	+1,2	+1,3	+0,1	+29,2					
	9 premiers mois .	-26,7	+3,0	-9,9	-33,6	+25,5	+1,1	+26,6	...	+8,9	...	-0,1	-7,7	+6,2	+7,3	+1,3	-1,6	+33,6					
	10 premiers mois .	-32,4	+1,3	-10,9	-42,0	+39,6	+1,2	+40,8	...	+7,7	...	-0,1	-5,6	+6,6	+8,6	-6,3	-1,1	+42,0					

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paratatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

**XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT
ET LEUR COUVERTURE**

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra-budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amortissements de la dette publique comprise dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de financement de l'Etat	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 6	
						Recours au marché belge			Total			
						Variations	de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)			
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8		
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	+ 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5		
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1		
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8		
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9		
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5		
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7		
1967 10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,2	+ 25,5	- 4,8		
11 prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 12,5	+ 28,6	- 3,5		
12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5		
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2		
2 prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...		
3 prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8		
4 prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8		
5 prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2		
6 prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8		
7 prem. mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1		
8 prem. mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,3		
9 prem. mois	- 28,1	- 8,7	- 36,8	+ 12,2	- 24,6	+ 22,3	+ 0,8	+ 4,4	+ 27,5	- 2,9		
10 prem. mois	- 29,4	- 10,6	- 40,0	+ 12,7	- 27,3	+ 19,4	+ 1,2	+ 10,3	+ 30,9	- 3,6		
11 prem. mois	- 31,5	- 11,5	- 43,0	+ 14,3	- 28,7	+ 18,0	+ 0,7	+ 13,8	+ 32,5	- 3,8		
12 mois	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7		
1969 1 ^{er} mois	+ 1,7	- 2,6	- 0,9	+ 2,6	+ 1,7	- 2,3	+ 1,0	- 0,6	- 1,9	+ 0,2		
2 prem. mois	- 10,3	- 3,7	- 14,0	+ 5,4	- 8,6	- 3,9	+ 2,9	+ 9,5	+ 8,5	+ 0,1		
3 prem. mois	- 16,4	- 2,2	- 18,6	+ 6,9	- 11,7	+ 2,2	+ 2,9	+ 7,3	+ 12,4	- 0,7		
4 prem. mois	- 18,2	- 4,5	- 22,7	+ 9,4	- 13,3	- 3,1	+ 2,9	+ 12,4	+ 12,2	+ 1,1		
5 prem. mois	- 21,8	- 5,1	- 26,9	+ 10,3	- 16,6	+ 3,7	+ 2,7	+ 8,0	+ 14,4	+ 2,2		
6 prem. mois	- 27,3	- 5,4	- 32,7	+ 12,3	- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8		
7 prem. mois	- 17,8	- 7,3	- 25,1	+ 14,5	- 10,6	+ 13,9	+ 4,7	- 9,8	+ 8,8	+ 1,8		
8 prem. mois	- 20,7	- 8,3	- 29,0	+ 16,0	- 13,0	+ 12,6	+ 4,6	- 9,7	+ 7,5	+ 5,5		
9 prem. mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2		
10 prem. mois	- 32,4	- 10,5	- 42,9	+ 19,4	- 23,5	+ 24,5	+ 6,7	- 12,7	+ 18,5	+ 5,0		

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : *Ministère des Finances.*

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6
1966	67,1	+ 8,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1968 10 mois	81,9	+ 0,9	32,1	+ 0,1	76,2	- 1,1	190,2	- 0,1
1969 10 mois	93,9	+ 3,0	35,5	+ 0,3	83,0	+ 0,9	212,4	+ 4,2
1968 Mai	6,1	...	3,6	+ 0,1	7,9	+ 0,1	17,6	+ 0,2
Juin	7,1	- 0,3	3,1	- 0,2	7,4	- 0,3	17,6	- 0,8
Juillet	20,6	+ 0,9	3,1	+ 0,1	7,7	+ 0,1	31,4	+ 1,1
Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6
Septembre	5,4	+ 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,3	16,4	- 0,4
Octobre	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0
Novembre	6,2	- 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,1	17,2	- 0,4
Décembre	7,7	- 0,4	3,2	- 0,3	8,4	...	19,3	- 0,7
1969 Janvier	12,2	+ 0,2	4,7	+ 0,5	7,9	+ 0,1	24,8	+ 0,8
Février	6,1	- 0,1	3,1	- 0,2	7,2	- 0,6	16,4	- 0,9
Mars	6,1	+ 0,1	3,5	...	8,7	...	18,3	+ 0,1
Avril	6,9	+ 0,1	3,4	- 0,1	8,7	...	19,0	...
Mai	6,5	- 0,1	3,4	...	8,4	- 0,1	18,3	- 0,2
Juin	9,1	+ 0,3	3,4	...	8,8	+ 0,4	21,3	+ 0,7
Juillet	24,6	+ 3,0	3,4	- 0,1	8,4	+ 0,3	36,4	+ 3,2
Août	6,2	- 0,3	3,4	+ 0,1	7,7	+ 0,4	17,3	+ 0,2
Septembre	6,0	- 0,1	3,4	- 0,1	8,2	+ 0,4	17,6	+ 0,2
Octobre	10,3	+ 0,1	3,7	+ 0,2	9,1	+ 0,3	23,1	+ 0,6

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

2 Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

3 En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : *Ministère des Finances.*

	Exercice 1968		Exercice 1968 : octobre		Exercice 1969 : octobre	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	95,8	95,4	9,9	9,2	10,3	10,2
précompte immobilier	1,2	1,3	0,2	0,2	0,2	0,2
précompte mobilier	9,3	8,6	0,9	0,7	1,2	1,1
précompte professionnel	43,3	44,7	3,7	3,7	4,0	3,9
versements anticipés	19,8	19,3	2,1	1,8	1,9	2,1
impôts des personnes physiques (rôles)	13,5	11,9	2,3	2,0	2,1	2,1
impôts des sociétés (rôles)	2,4	3,1	0,6	0,6	0,6	0,5
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	5,0	5,0
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,1	0,1
divers ³	1,2	1,4	0,1	0,2	0,3	0,3
II. Douanes et accises	38,7	39,0	3,2	3,2	3,7	3,5
dont : douanes	8,0	8,9	0,7	0,8	0,7	0,8
accises	29,1	{ 29,9	2,4	2,4	2,9	2,7
taxes spéciales de consommation	1,3	{ 0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
III. Enregistrement	92,4	93,5	8,4	8,1	9,1	8,8
dont : enregistrement	7,9	7,7	0,7	0,7	0,8	0,8
successions	4,0	3,9	0,3	0,3	0,4	0,4
timbres et taxes assimilées	79,7	81,2	7,3	7,1	7,9	7,6
Total ...	226,9	227,9	21,5	20,5	23,1	22,5
Déférence par rapport aux éval. budgét.	— 1,0	+ 1,0	+ 1,0	+ 0,6		

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

2 Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE¹

(milliards de francs)

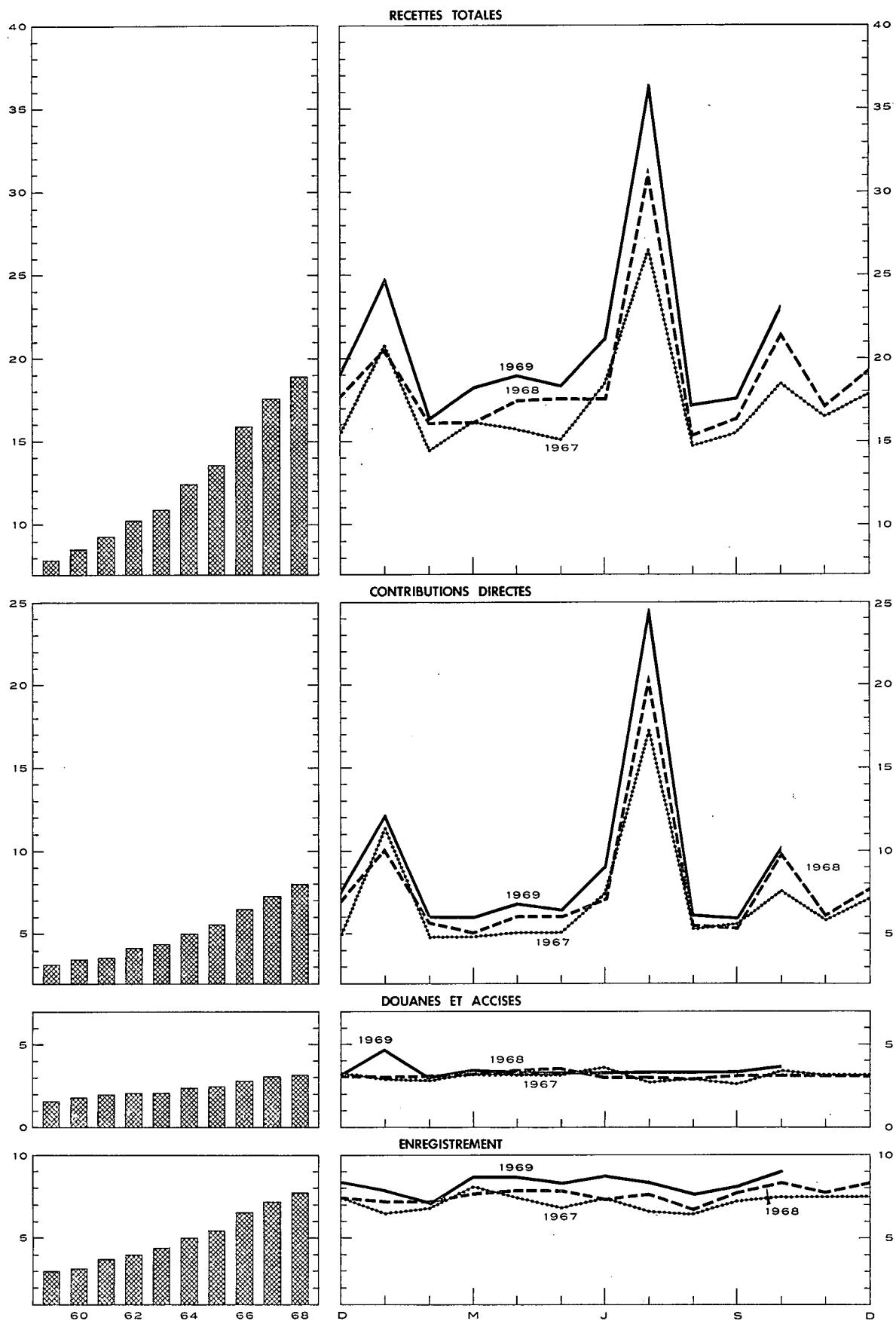
Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1967 9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois	8,0	3,2	7,6	18,8	1,94
1969 3 premiers mois	8,1	3,8	7,9	19,8	1,17
6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1968 Mai	6,1	3,6	7,9	17,6	0,07
Juin	7,1	3,1	7,4	17,6	0,98
Juillet	20,6	3,1	7,7	31,4	13,64
Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08
Octobre	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06
Novembre	6,2	3,2	7,8	17,2	0,05
Décembre	7,7	3,2	8,4	19,3	0,17
1969 Janvier	12,2	4,7	7,9	24,8	3,12
Février	6,1	3,1	7,2	16,4	0,15
Mars	6,1	3,5	8,7	18,3	0,23
Avril	6,9	3,4	8,7	19,0	0,84
Mai	6,5	3,4	8,4	18,3	0,17
Juin	9,1	3,4	8,8	21,3	1,26
Juillet	24,6	3,4	8,4	36,4	17,08
Août	6,2	3,4	7,7	17,3	0,15
Septembre	6,0	3,4	8,2	17,6	0,07
Octobre	10,3	3,7	9,1	23,1	1,93

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1968 : « Les budgets de 1968 et 1969 » et XLII^e année, Vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XI . 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE¹

1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966² (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE																	
			Secteurs nationaux non financiers					Intermédiaires financiers					Total des dettes				
			Entreprises et particuliers	Paratétiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Étranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Secteurs indéterminés et ajustements				
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (1) à (12)		
<i>données non disponibles</i>																	
<i>nihil ou inférieur à 50 millions</i>																	
<i>opérations non effectuées</i>																	
Entreprises et particuliers (1)	Paratétiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	69,7	—	4,3	—	2,2	3,8	80,1		
			Engagements en comptes courants ou d'avances	9,1	—	—	—	—	62,6	—	0,1	—	1,1	... 72,9	...		
			Obligations	17,0	—	—	1,2	18,9	—	37,2	...		
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	0,1	—	0,4	—	—	—	130,9	41,0	126,9	—	299,3		
			Divers	—	1,8	1,8	0,3	26,2	—	—	2,0	5,5	0,7	—	38,3		
			(Actions et parts)	(220,6)	(1,1)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(—)	(0,5)	(4,5)	(—)	(...)	(227,6)		
			Total ...	26,1	2,1	1,8	0,3	26,6	—	132,3	—	138,5	65,4	130,9	3,8	527,8	
			Argent à très court terme	—	...	—	0,3	—	0,1	—	—	—	0,4		
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	—	0,1	1,9	—	0,3	—	—	2,9		
			Engagements en comptes courants ou d'avances	0,2	—	—	—	—	0,3	0,5	—	—	—	—	1,0		
Secteurs nationaux non financiers	Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Obligations accessibles à tout placeur	18,0	0,4	—	—	0,1	3,9	1,6	0,7	4,0	4,9	0,5	—	34,2	
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,1	—	2,0	2,6	—	1,2	5,5	1,2	—	13,9	
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	0,1	—	1,3	—	—	0,2	10,7	—	—	12,3	
			Divers	—	8,5	—	5,5	0,3	—	1,6	0,2	—	—	0,1	0,5	16,7	
			(Actions et parts)	—	(0,9)	—	(15,2)	(7,1)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(25,1)	
			Total ...	27,2	0,7	5,5	0,5	0,1	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	1,6	81,4	
			Fonds de tiers	—	3,7	—	2,2	—	—	48,4	—	—	—	0,1	5,0	59,4	
			Certificats à court terme	—	0,4	—	0,2	—	17,1	43,7	3,3	4,6	0,1	10,0	3,5	82,9	
			Obligations accessibles à tout placeur	131,9	2,5	—	2,2	3,9	10,3	47,1	3,3	34,1	43,2	8,1	1,3	287,9	
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	16,2	64,7	—	3,1	2,1	0,7	0,2	87,0	
			Divers	—	0,7	—	—	1,3	—	—	—	—	0,5	0,2	—	2,8	
			Total ...	135,6	3,7	—	4,6	5,2	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	10,0	520,1	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Argent à très court terme	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	20,2	0,6	—	0,3	—	0,5	1,3	1,2	2,7	8,4	1,3	—	36,4
			Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	1,4	0,3	—	12,5	2,2	—	0,1	—	16,4
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	0,9	—	67,8	—	—	74,6	
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	2,2	0,6	1,8	—	—	—	—	—	0,3	4,7	—	9,7	
			Divers	—	22,4	7,1	1,8	0,3	—	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,5	4,8	146,7
			Réserves de sécurité sociale	—	10,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,4
			Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3	
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	29,6	—	0,5	—	0,4	—	0,8	—	1,3	11,5	0,1	1,9	16,1
			Divers	—	40,0	—	0,5	—	3,8	0,3	0,8	—	2,1	12,4	0,1	5,8	65,8
Secteurs nationaux non financiers	Secteurs nationaux non financiers	Étranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	1,8	—	—	—	—	—	1,8	
			Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	18,3	—	1,2	—	1,7	1,4	22,6	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	6,2	—	0,2	—	—	—	6,4	
			Autres engagements à court terme (y compris l'encaisseur de la B.N.B.)	—	8,5	—	—	—	—	150,4	—	—	—	—	—	150,4	
			Obligations	—	—	—	—	—	—	2,0	0,9	0,3	4,0	0,2	—	16,8	
			Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	25,0	
			Divers	—	—	1,5	7,2	—	0,4	—	—	—	1,1	0,2	—	10,4	
			(Actions et parts)	—	—	(0,2)	(0,5)	—	(—)	(1,4)	(—)	(0,2)	(1,3)	(—)	(—)	(3,6)	
			Total ...	—	8,5	1,5	17,8	—	0,5	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	1,4	233,4

DETTE PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Secteurs Indépen- dants (13) = (1) à (12)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Organismes monétaires (7)	Organismes monétaires										339,7		
			Monnaie	Argent à très court terme	Engagements bruts envers l'étranger	Dépôts en devises des résidents	Dépôts sur livrets des résidents	Dépôts à terme des résidents	Engagements non rangés ailleurs	Obligations (y compris les bons de caisse)	Divers	(Actions et parts)			
			312,1	3,2	3,4	15,1	0,7	—	2,4	1,3	3,0	2,0	0,3	
			—	—	—	—	—	—	102,3	—	— —	—	—	3,7	
			5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	102,3	
			48,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,7	
			40,4	—	—	—	—	—	—	15,6	—	—	48,5	
			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40,4	
			11,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,6	
			0,2	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	12,0	
			(11,9)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	(0,1)	(0,1)	—	15,1	
			Total ...	418,7	3,2	3,6	15,1	0,7	104,6	16,9	3,0	2,2	0,3	
														15,1	
														583,4	
Secteurs Indépen- dants (13) = (1) à (12)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Fonds des Rentes										1,6		
			Argent à très court terme	Certificats à court terme	Engagements en comptes courants ou d'avances	Divers	—	—	—	—	—	—	—	4,5	
			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	
			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,9	
			—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	9,3	
			Total ...	—	2,8	1,0	4,6	—	0,6	0,1	
														0,1	
														9,3	
Secteurs Indépen- dants (13) = (1) à (12)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Organismes monétaires (7)	Intermédiaires financiers										7,4		
			Dépôts à vue	Dépôts sur livrets	Dépôts à terme	Obligations (y compris les bons de caisse)	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	Divers	(Actions et parts)	Total	182,4	
			4,8	—	—	0,1	1,6	—	—	210,4	0,9	—	0,2	7,4	
			182,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	182,4	
			1,6	0,9	—	—	3,9	—	—	—	—	—	—	7,0	
			14,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,3	
			0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
			6,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,2	
			(2,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,2)	
			Total ...	210,4	0,9	0,2	5,6	—	0,1	—	0,2	1,5	0,3	
														221,8	
Secteurs Indépen- dants (13) = (1) à (12)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Organismes monétaires (7)	Réserves de sécurité sociale										27,9		
			Réserves de sécurité sociale	Réserves mathématiques	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	193,6	
			27,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,0	
			177,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27,9	
			4,1	0,4	—	0,1	—	—	—	—	—	—	193,6	
			Total ...	209,3	0,4	0,1	16,2	—	—	—	—	7,0	
														228,5	
Secteurs Indépen- dants (13) = (1) à (12)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Organismes monétaires (7)	Dépôts à vue										3,8		
			Dépôts à vue	Argent à très court terme	Dépôts sur livrets	Dépôts à terme	Engagements en comptes courants ou d'avances	Obligations accessibles à tout placeur	Obligations non accessibles à tout placeur	Divers	(Actions et parts)	Total ...	0,9		
			3,4	—	—	—	0,1	—	—	—	—	112,6	1,4		
			—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	3,8	
			9,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	
			3,2	1,1	—	—	5,1	3,1	0,6	—	—	—	—	9,5	
			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,3	
			92,4	0,3	—	—	0,4	3,6	0,1	13,2	0,3	10,4	22,9	0,7	
			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	144,3	
			4,1	—	—	—	—	1,2	4,0	1,4	—	4,4	20,6	—	
			(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	33,1	
			Total ...	112,6	1,4	12,7	5,7	7,9	7,3	16,3	0,3	17,1	44,7	1,1	
														234,0	
														44,4	
			Total des créances	1.210,9	23,4	49,7	26,8	52,1	184,5	604,2	10,4	237,8	203,8	238,3	54,6
														2.896,5	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Certaines données en mouvements concernant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Cf. notes 2 à 5 du tableau XII-2.

2 Pour les années 1957 à 1959, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969.

XII - 1b. — EN COURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967

(milliards de francs)

			CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes	
			Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers								
			Entreprises et particuliers	Paras-tétaires d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Secteurs indéterminés et ajustements			
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (1) à (12)		
		 données non disponibles														
		 nihil ou inférieur à 50 millions														
			— operations non effectuées														
			Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,1	—			...	77,9	—	5,1	6,2	4,2	93,5		
			Engagements en comptes courants ou d'avances	9,4	75,9	—	0,1	1,2	...	86,6		
			Obligations	17,8	—	1,2	19,0	38,0		
			Autres emprunts à moyen et long terme	0,1		0,4	—	146,0	44,0	141,8	...	332,3		
			Divers	2,2	2,1	0,1	21,6	—	1,0	12,0	0,8	...	39,8		
			(Actions et parts)	(227,6)	(1,3)	(...)	(...)	(1,1)	(—)	(0,4)	(4,9)	(—)	(...)	(235,4)		
			Total	27,2	2,4	2,1	0,1	22,0	...	153,7	—	153,4	75,0	150,0	4,2	590,2	
		Entreprises et particuliers (1)	Argent à très court terme	—	...	—	—	0,5	0,5	
			Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,7	—	0,1	1,4	—	0,2	2,4		
			Engagements en comptes courants ou d'avances	0,2	—	1,3	1,5		
			Obligations accessibles à tout placeur	19,5	0,6	3,7	2,9	0,7	4,2	4,7	0,6	...	37,0	
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	...	0,1	...	1,4	4,6	...	1,4	5,3	0,7	1,0	14,8	
			Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	2,1	0,2	12,2	...	14,5		
			Divers	8,7	0,1	5,7	0,3	1,9	0,5	—	...	0,1	0,4	17,6		
			(Actions et parts)	(1,0)	(15,6)	(7,6)	(...)	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)	(0,9)	(26,3)	
			Total	29,1	0,8	5,7	0,5	...	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	1,5	88,4	
		Secteurs nationaux non financiers	Fonds de tiers	3,3	...	—	2,3	—	44,4	0,1	8,6	58,7	
			Certificats à court terme	0,8	—	0,2	...	16,3	41,3	3,6	9,6	0,4	14,5	1,9	88,5	
			Obligations accessibles à tout placeur	142,5	2,4	—	2,3	1,9	9,7	54,1	2,9	35,0	48,2	7,6	1,4	308,0	
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	13,0	67,4	...	2,7	2,0	0,4	0,2	85,9	
			Divers	0,4	—	2,1	0,4	0,7	0,6	0,2	...	4,3	
			Total	145,8	3,8	—	4,7	4,0	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	12,1	545,4	
		Secteur public non compris ailleurs (donc pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	—	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	22,0	0,6	...	0,3	...	0,4	2,5	1,0	3,1	8,5	1,3	...	39,8
			Obligations accessibles à tout placeur	—	0,7	1,8	...	13,6	2,2	...	0,3	18,5	
			Obligations non accessibles à tout placeur	6,2	—	1,0	...	74,6	...	0,2	81,8	
			Autres emprunts à moyen et long terme	2,4	0,6	1,3	—	0,2	4,0	8,5		
			Divers	24,4	7,3	1,3	0,3	...	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	4,2	156,6	
		Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,7	
			Obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	
			Obligations non accessibles à tout placeur	25,0	...	0,5	...	1,1	0,7	...	0,9	12,7	0,2	2,3	16,9
			Divers	33,7	...	0,5	...	1,2	0,3	0,7	...	1,6	14,3	0,2	6,4	58,9	
		Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	—	1,8	1,8	
			Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	21,1	—	1,7	—	2,7	2,5	28,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	6,4	—	0,2	—	—	—	6,6	
			Autres engagements à court terme (y compris l'encaisseur de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	170,8	—	—	—	—	—	170,8	
			Obligations	8,5	...	0,8	—	0,1	—	2,4	0,9	0,3	3,1	0,2	—	16,3	
			Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	10,6	—	—	—	14,7	—	—	—	—	—	25,3	
			Divers	—	2,1	7,5	—	0,7	—	0,9	—	—	0,5	0,2	—	12,0	
			(Actions et parts)	—	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	(1,5)	(—)	(0,4)	(1,3)	(—)	(—)	(3,8)	
			Total	8,5	2,2	18,9	—	0,8	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	2,5	260,8	

DETTE PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Secteurs indus- mains et investissements (12) (1) à (12)	Organismes publiques de crédit non monétaires (11)	Organismes d'assur-vie et accident du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers										350,5 6,8 117,7 8,4 59,2 48,6 16,9 13,5 16,4 (15,0)			
			Fonds des Rentes (8)	Organismes monétaires (7)	Monnaie	319,5	3,2	4,0	17,7	0,7	—	..			
			Argent à très court terme	—	...	—	—	—	3,4	3,0	..	0,1	..	0,1		
			Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	117,7	—	—	—	—	—		
			Dépôts en devises des résidents	8,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
			Dépôts sur livrets des résidents	59,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
			Dépôts à terme des résidents	48,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
			Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	16,9	—	—	—	—	—		
			Obligations (y compris les bons de caisse)	13,3	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—		
			Divers	0,2	...	0,2	—	—	—	—	—	—		
			(Actions et parts)	(13,9)	(0,2)	—	—	(0,8)	—	(0,1)	(0,1)	—	—		
			Total ...	449,3	3,2	4,2	17,7	0,7	121,1	19,9	0,1	2,5	2,8	0,4		
														16,1		
														638,1		
Secteurs indus- mains et investissements (12)			Fonds des Rentes (8)		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)		Argent à très court terme	—	...	—	—	...		
								—	—	—	—	—	—	—		
			Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	4,2	—	2,0	—	0,1		
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
			Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1		
			Total ...	—	...	2,8	4,2	—	2,0	...	0,1		
														9,2		
Secteurs indus- mains et investissements (12)			Organismes publiques de crédit non monétaires (11)		Organismes d'assur-vie et accident du travail, fonds de pension (10)		Réserves de sécurité sociale	5,6	0,1	1,5	—		
								198,7	...	—	0,5	...	—	—		
			Dépôts sur livrets	2,2	1,3	...	—	—	2,9	...	—	—	—	—		
			Dépôts à terme	22,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
			Obligations (y compris les bons de caisse)	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
			Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	6,7	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
			Divers	(2,3)	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
			Total ...	236,2	1,3	...	0,6	4,4	0,1	—	0,1	3,4	0,2		
														3,8		
														250,1		
Secteurs indus- mains et investissements (12)			Organismes publiques de crédit non monétaires (11)		Organismes d'assur-vie et accident du travail, fonds de pension (10)		Réserves de sécurité sociale	32,6	—	—	—	—	—	—	32,6	
								189,6	—	—	—	—	—	—	206,8	
			Réserves mathématiques	—	...	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—		
			Obligations non accessibles à tout placeur	9,7	...	0,5	...	0,4	...	—	—	—	0,6	—		
			Divers	—	—	—	—	2,2	...	—	—	—	—	—		
			Total ...	231,9	...	0,5	...	2,6	17,2	—	—	—	0,6	—		
														255,3		
Secteurs indus- mains et investissements (12)			Organismes publiques de crédit non monétaires (11)		Organismes d'assur-vie et accident du travail, fonds de pension (10)		Dépôts à vue	3,8	0,1	...	0,2	—	4,1	
								—	—	—	—	2,4	...	1,3	0,1	
			Argent à très court terme	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,1	
			Dépôts sur livrets	10,6	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,6	
			Dépôts à terme	2,7	1,0	...	3,1	2,7	0,6	0,6	—	0,3	1,6	—	0,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	—	—	—	—	0,7	—	1,4	—	0,2	2,4	
			Obligations accessibles à tout placeur	108,0	0,4	...	0,4	3,1	0,1	14,3	0,3	12,0	26,1	0,7	—	165,3
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	1,1	5,4	2,0	—	5,0	21,8	—	2,1	37,4
			Divers	4,7	...	14,4	—	—	2,2	0,3	—	0,4	—	0,2	7,1	29,2
			(Actions et parts)	(0,1)	(—)	(1,2)	(0,7)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(2,2)
			Total ...	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	10,7	18,1	0,3	20,4	49,5	1,3	9,7	266,2
(13) = (1) à (12)				2,8	1,4	...	1,8	15,8	0,8	14,4	7,5	2,6	—	47,1
				Total des créances	1.315,9	25,2	51,9	27,7	44,3	199,0	661,7	10,4	267,8	228,8	270,5	63,1

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1967¹

(milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE																
Secteurs nationaux non financiers			Secteurs nationaux non financiers				Intermédiaires financiers									
			Entreprises et particuliers	Paratétiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (1) à (12)	
<i>données non disponibles</i>																
<i>nihil ou inférieur à 50 millions</i>																
<i>opérations non effectuées</i>																
Entreprises et particuliers (1)	Paratétiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteurs nationaux non financiers				Intermédiaires financiers									
			Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	...	—	+ 8,2	—	+ 0,8	—	+ 4,0	+ 0,4	+ 13,4	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ..	+ 0,3	—	—	—	—	+ 13,2	—	—	—	+ 0,1	...	+ 13,7	
			Obligations	+ 0,8	—	—	—	—	...	+ 0,8	
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	+ 15,1	+ 3,1	+ 14,9	...	+ 33,0	
			Divers	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+ 12,5 ²	...	—	- 1,0	+ 1,6	+ 0,1	+ 14,0	
			(Actions et parts)	(+ 3,3)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(+ 2,8) ³	(+ 0,2)	(—)	(—)	(- 0,1)	(+ 0,4)	(—)	(+ 6,8)	
			Total ...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+ 12,5	+ 21,5	—	+ 14,9	+ 4,8	+ 19,1	+ 0,4	+ 74,9
			Argent à très court terme	—	...	—	- 0,3	...	—	+ 0,4	
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,1	...	—	—	...	—	- 0,5	—	—	—	...	- 0,4	
Secteur public non compris ailleurs (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	- 0,3	+ 0,9	—	—	—	...	+ 0,6	
			Obligations accessibles à tout placeur	+ 1,5	+ 0,1	- 0,2	+ 1,3	...	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	...	+ 2,8
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	- 0,6	+ 2,0	...	+ 0,3	- 0,2	- 0,6	- 0,1	+ 0,9
			Autres emprunts à moyen et long terme	+ 0,8	...	—	—	—	+ 1,5	...	+ 2,2
			Divers	+ 0,2	...	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3	—	—	—	- 0,1	+ 0,9	
			(Actions et parts)	(+ 0,1)	(+ 0,4)	(+ 0,5)	(...)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(+ 0,1)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,2)	
			Total ...	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 4,0	...	+ 0,8	- 0,4	+ 1,0	- 0,2	+ 7,0
			Fonds de tiers	— 0,4	...	—	+ 0,1	...	—	- 4,1	...	—	—	—	+ 2,4	- 1,9
			Certificats à court terme	+ 0,5	—	- 1,3	- 2,4	+ 0,3	+ 4,9	+ 0,3	+ 4,5	- 0,1	+ 6,6
			Obligations accessibles à tout placeur	+ 10,6	- 0,2	—	+ 0,1	+ 0,1	- 0,6	+ 7,0	- 0,4	+ 0,9	+ 3,0	- 0,5	...	+ 20,1
Secteur public non compris ailleurs (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	+ 0,2	—	- 3,2	+ 2,7	...	- 0,4	- 0,2	- 0,3	...	- 1,1
			Divers	- 0,4	—	—	—	+ 0,9	+ 0,1	+ 1,0	—	—	- 0,1	...	+ 1,5
			Total ...	+ 10,2	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 1,0	- 5,0	+ 4,2	- 0,1	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,6	+ 2,4	+ 25,2
			Argent à très court terme	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ..	—	...	—	—	—	—	- 1,6	—	—	—	—	- 1,6	
			Obligations accessibles à tout placeur	+ 1,8	—	+ 1,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 3,4
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	- 0,6	+ 1,5	...	+ 1,1	+ 2,2	
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	+ 6,8	...	+ 7,1	
			Divers	—	+ 0,2	...	- 0,5	...	—	—	—	—	- 0,1	- 0,8	- 1,2	
			Total ...	+ 2,0	+ 0,2	- 0,5	- 0,6	+ 1,1	- 0,1	+ 1,6	+ 0,1	+ 6,7	- 0,6	+ 10,0
Sécurité sociale (5)	Etranger (6)		Réserves de sécurité sociale	+ 0,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,8	
			Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	...	
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	...	
			Divers	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	
			Total ...	+ 1,0	—	—	—	—	—	—	+ 3,1	
			Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
			Acceptations et effets commerciaux	—	...	—	—	—	—	+ 2,8	—	+ 0,5	—	+ 1,1	+ 1,1	+ 5,5
			Engagements en comptes courants ou d'avances ..	—	...	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	+ 0,2
			Autres engagements à court terme (y compris l'encaisseur de la B.N.B.)	—	—	—	+ 20,4	—	—	—	—	—	—	+ 20,4
			Obligations	—	...	—	—	—	+ 0,4	—	—	—	- 0,9 ⁵	—	—	- 0,5
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique			Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	+ 0,3	—	—	- 0,4	—	—	—	—	+ 0,4	+ 0,3	
			Divers	+ 2,8 ⁴	+ 0,6	+ 0,4	—	+ 0,3	—	+ 0,9	—	—	- 0,7	—	—	+ 4,3
			(Actions et parts)	(+ 6,0) ⁶	(- 0,1)	(...)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,2) ⁵	(—)	(...)	(+ 6,1)	
			Total ...	+ 2,8	+ 0,6	+ 0,7	—	+ 0,3	—	+ 24,3	—	+ 0,5	- 1,6	+ 1,1	+ 1,6	+ 30,3

DETTE PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Secteurs industriels et ajustements (12)	(13) = (1) à (12)		Organismes publiques de crédit non monétaires (11)	Organismes d'assur-vie et accid., du travail, fonds de pension (10)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Fonds des Rentes (8)	Intermédiaires financiers	Organismes monétaires (7)																	
										Monnaie	Argent à très court terme	Engagements bruts envers l'étranger	Dépôts en devises des résidents	Dépôts sur livrets des résidents	Dépôts à terme des résidents	Engagements non rangés ailleurs	Obligations (y compris les bons de caisse)	Divers	(Actions et parts)	Total ...	+ 30,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	+ 16,2
										—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 11,0		
										—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,1		
										—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 15,2		
										+ 2,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,7		
										+ 10,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 10,7		
										+ 8,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,2		
										—	—	—	—	—	—	—	+ 1,3	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,3	
										+ 1,5	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	+ 1,6		
										—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,0		
										(+ 1,6)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,9)		
										Total ...	+ 30,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	+ 16,2	+ 3,0	+ 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,0	+ 54,7			
										Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	- 1,0	- 0,3	—	—	—	—	—	- 1,6		
										Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	+ 1,5	—	—	+ 0,1	+ 1,8		
										Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,3	—	—	—	—	—	—	- 0,3		
										Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
										Total ...	—	—	—	—	—	—	- 1,0	- 0,4	—	+ 1,4	—	—	—	...		
										Dépôts à vue	+ 0,8	...	—	—	+ 0,1	+ 0,1	—	—	—	—	+ 0,7	—	—	...	+ 1,6	
										Dépôts sur livrets	+ 20,1	...	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	+ 20,5	
										Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,4	—	—	—	- 0,6	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	+ 1,4	
										Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 4,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	+ 4,4	
										Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1		
										Divers	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,2	+ 0,2	
										(Actions et parts)	(+ 0,2)	—	—	—	—	—	—	—	(...)	—	—	—	—	(+ 0,2)		
										Total ...	+ 25,8	+ 0,3	—	—	+ 0,3	- 0,4	—	—	—	—	+ 1,1	—	—	+ 1,3	+ 28,3	
										Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1		
										Réserves mathématiques	+ 12,2	—	—	—	—	—	+ 1,0 ⁶	—	—	—	—	—	—	+ 13,2		
										Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	- 0,1		
										Divers	+ 0,9	—	+ 0,1	—	- 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6		
										Total ...	+ 15,3	—	+ 0,1	—	- 0,5	+ 1,0	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	+ 15,8	
										Dépôts à vue	+ 0,4	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	+ 0,3		
										Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	+ 2,3	- 0,3	—	+ 0,9	—	+ 0,2	—	+ 3,2		
										Dépôts sur livrets	+ 1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,1		
										Dépôts à terme	- 0,5	- 0,1	—	- 2,0	+ 0,6	—	—	—	+ 0,1	- 0,6	—	+ 0,4	—	- 2,2		
										Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	+ 0,3	—	—	—	—	+ 0,5		
										Obligations accessibles à tout placeur	+ 15,6	+ 0,1	—	—	+ 0,7	—	+ 1,0	—	+ 1,6	+ 2,0	—	—	—	+ 21,0		
										Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	- 0,1	+ 1,4	+ 0,6	—	+ 0,5	+ 1,2	—	+ 0,6	—	+ 4,3		
										Divers	+ 0,6	—	+ 1,7	—	(...)	(...)	(...)	(—)	(—)	(—)	—	+ 0,1	+ 1,8	—	+ 4,1	
										(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(...)		
										Total ...	+ 17,2	—	+ 1,7	- 2,0	+ 1,3	+ 3,7	+ 1,5	—	+ 3,3	+ 2,6	+ 0,2	+ 2,8	—	+ 32,2		
											—	—	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 0,4	- 1,7	+ 0,1	+ 3,1	+ 2,0	+ 0,3	—	+ 4,6			
										Total des créances	+ 108,1	+ 1,8	+ 3,2	+ 0,9	+ 2,2	+ 26,7	+ 57,5	...	+ 30,0	+ 14,1	+ 32,2	+ 9,3	+ 286,0			

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIIe année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIXe année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIe année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIIe année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIIIe année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIVe année, vol. I, no 4, avril 1969.

2 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

3 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

4 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

5 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — EN COURS DES CRÉANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966

Tauxs sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et particuliers (1)	Para-établis- sions d'exploita- tion (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger (7)	Organismes monétaires (8)	Fonds des Rentes (9)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit non monétaires (12)	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indéterminés et ajustements (14)	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	26,1	2,1	1,8	0,3	26,6	56,9	...	132,3	—	138,5	65,4	130,9	467,1	3,8	527,8
2. Paraétablis- sions d'exploitation	27,2	0,7	5,5	0,5	0,1	34,0	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	36,1	1,6	81,4
3. Etat (Trésor)	135,6	3,7	—	4,6	5,2	149,1	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	317,3	10,0	520,1
4. Secteur public non compris ailleurs	22,4	7,1	1,8	0,3	...	31,6	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,5	108,6	4,8	146,7
5. Sécurité sociale	40,0	...	0,5	...	3,8	44,3	0,3	0,8	...	2,1	12,4	0,1	15,4	5,8	65,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	251,3	13,6	9,6	5,7	35,7	315,9	55,4	354,9	8,5	204,0	144,9	232,2	944,5	26,0	1.341,8
7. Etranger	8,5	1,5	17,8	0,5	28,3	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	203,7	1,4	233,4
8. Organismes monétaires	418,7	3,2	3,6	15,1	0,7	441,3	104,6	16,9	...	3,0	2,2	0,3	22,4	15,1	583,4
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	2,8	1,0	4,6	—	0,6	...	0,1	5,3	0,1	9,3
10. Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	210,4	0,9	...	0,2	5,6	217,1	0,1	...	0,2	1,5	0,3	2,1	2,6	221,8
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	209,3	...	0,4	...	0,1	209,8	16,2	2,4	228,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	112,6	1,4	12,7	5,7	7,9	140,3	7,3	16,3	0,3	17,1	44,7	1,1	79,5	7,0	234,0
13. Total des intermédiaires financiers	951,0	5,5	19,5	21,0	14,3	1.011,3	129,1	37,9	0,3	20,9	48,4	1,8	109,3	27,2	1.277,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	2,8	2,8	...	1,6	7,2	17,5	0,7	11,3	5,4	2,3	37,2	—	44,4
15. Total des créances	1.210,9	23,4	49,7	26,8	52,1	1.362,9	184,5	604,2	10,4	237,8	203,8	238,3	1.294,5	54,6	2.896,5
16. Solde des créances et des dettes	+ 683,1	- 58,0	- 470,4	- 119,9	- 13,7	+ 21,1	- 48,9	+ 20,8	+ 1,1	+ 16,0	- 24,7	+ 4,3	+ 17,5	+ 10,2	-

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. --- EN COURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967

Taux sectoriels
(milliards de francs)

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et particuliers	Para-établies d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)		
1. Entreprises et particuliers	27,2	2,4	2,1	0,1	22,0	53,8	...	153,7	—	153,4	75,0	150,0	532,1	4,2	590,2
2. Paraétablies d'exploitation	29,1	0,8	5,7	0,5	...	36,1	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	41,6	1,5	88,4
3. Etat (Trésor)	145,8	3,8	—	4,7	4,0	158,3	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	335,6	12,1	545,4
4. Secteur public non compris ailleurs	24,4	7,3	1,3	0,3	...	33,3	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	117,8	4,2	156,6
5. Sécurité sociale	33,7	...	0,5	...	1,2	35,4	0,3	0,7	...	1,6	14,3	0,2	16,8	6,4	58,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	260,2	14,3	9,6	5,6	27,2	316,9	50,1	385,3	8,2	226,2	161,5	262,7	1.043,9	28,4	1.439,5
7. Etranger	8,5	2,2	18,9	...	0,8	30,4	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	228,0	2,5	260,8
8. Organismes monétaires	449,3	3,2	4,2	17,7	0,7	475,1	121,1	19,9	0,1	2,5	2,8	0,4	25,7	16,1	638,1
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	2,8	...	4,2	—	2,0	...	0,1	6,3	0,1	9,2
10. Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	236,2	1,3	...	0,6	4,4	242,5	...	0,1	...	0,1	3,4	0,2	3,8	3,8	250,1
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	231,9	...	0,5	...	2,6	235,0	17,2	0,6	...	0,6	2,5	255,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	156,1	10,7	18,1	0,3	20,4	49,5	1,3	89,6	9,7	266,2
13. Total des intermédiaires financiers	1.047,2	5,8	21,9	22,0	14,6	1.111,5	149,0	42,3	0,4	25,0	56,3	2,0	126,0	32,2	1.418,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	2,8	1,4	...	1,8	6,0	...	15,8	0,8	14,4	7,5	2,6	41,1	—	47,1
15. Total des créances	1.315,9	25,2	51,9	27,7	44,3	1.465,0	199,0	661,7	10,4	267,8	228,8	270,5	1.439,2	63,1	3.166,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 725,7	- 63,2	- 493,5	- 128,9	- 14,6	+ 25,5	- 61,8	+ 23,6	+ 1,2	+ 17,7	- 26,5	+ 4,3	+ 20,3	+ 16,0	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII . 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1967

Taux sectoriels

(milliards de francs)

..... — données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et particuliers (1)	Para-éstatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers ⁽⁶⁾ _{(1) à (5)}	Etranger (7)	Organismes monétaires (8)	Fonds des Rentes (9)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit non monétaires (12)	Total des intermédiaires financiers ⁽¹³⁾ _{(8) à (12)}	Secteurs indéterminés et ajustements (14)	Total des dettes ⁽¹⁵⁾ _{(6) + (7) + (13) + (14)}
															Total des dettes
1. Entreprises et particuliers	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+ 1,8	+ 12,5	+ 21,5	-	+ 14,9	+ 4,8	+ 19,1	+ 60,3	+ 0,4	+ 74,9
2. Paraéstatiques d'exploitation	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,2	+ 2,2	- 0,4	+ 4,0	...	+ 0,8	- 0,4	+ 1,0	+ 5,4	- 0,2	+ 7,0
3. Etat (Trésor)	+ 10,2	+ 0,1	-	+ 0,1	+ 1,0	+ 11,4	- 5,0	+ 4,2	- 0,1	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,6	+ 16,3	+ 2,4	+ 25,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,0	+ 0,2	- 0,5	+ 1,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,1	+ 1,6	+ 0,1	+ 6,7	+ 9,4	- 0,6	+ 10,0
5. Sécurité sociale	+ 1,0	+ 1,0	...	- 0,1	...	- 0,5	+ 1,9	+ 0,1	+ 1,4	+ 0,6	+ 3,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 16,1	+ 0,8	- 0,1	...	+ 1,3	+ 18,1	+ 6,5	+ 30,7	- 0,2	+ 22,3	+ 9,5	+ 30,5	+ 92,8	+ 2,6	+ 120,2
7. Etranger	+ 2,8	+ 0,6	+ 0,7	...	+ 0,3	+ 4,4	-	+ 24,3	...	+ 0,5	- 1,6	+ 1,1	+ 24,3	+ 1,6	+ 30,3
8. Organismes monétaires	+ 30,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	+ 34,1	+ 16,2	+ 3,0	+ 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,3	+ 1,0	+ 54,7
9. Fonds des Rentes	-	- 1,0	- 0,4	-	+ 1,4	...	+ 0,1	+ 1,1
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 25,8	+ 0,3	...	+ 0,3	- 0,4	+ 26,0	+ 1,1	...	+ 1,1	+ 1,3	+ 28,3
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	+ 15,3	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 14,9	+ 1,0	- 0,1	...	- 0,1	...	+ 15,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,2	...	+ 1,7	- 2,0	+ 1,3	+ 18,2	+ 3,7	+ 1,5	...	+ 3,3	+ 2,6	+ 0,2	+ 7,6	+ 2,8	+ 32,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 89,1	+ 0,4	+ 2,4	+ 0,9	+ 0,4	+ 93,2	+ 19,9	+ 4,1	+ 0,1	+ 4,2	+ 4,2	+ 0,4	+ 13,0	+ 5,1	+ 131,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4	- 1,7	+ 0,1	+ 3,1	+ 2,0	+ 0,3	+ 3,8	-	+ 4,6	-
15. Total des créances	+ 108,1	+ 1,8	+ 3,2	+ 0,9	+ 2,2	+ 116,2	+ 26,7	+ 57,5	...	+ 30,0	+ 14,1	+ 32,2	+ 133,8	+ 9,3	+ 286,0
16. Solde des créances et des dettes .	+ 33,2	- 5,2	- 22,0	- 9,1	- 0,9	- 4,0	- 3,6	+ 2,8	...	+ 1,7	- 1,7	...	+ 2,8	+ 4,7	-

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptions aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres intermédiaires		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(11)	(12)	(13)	(14)
1963 Juin 5 (e)	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
Nouvelle série 5														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	388,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6
Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,1	226,8	13,1	168,0	182,3	7,8	20,6	-15,9	-16,3
Décembre	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,0	6,8	21,0	-16,5	-17,1
1969 Mars	372,1	135,0	9,7	...	516,8	83,6	236,3	13,9	189,4	203,8	5,6	20,4	-17,2	-15,2
Juin	393,8	135,5	12,6	...	541,9	88,5	243,1	17,3	198,4	210,6	8,7	22,5	-19,0	-17,6
Septembre	373,9	142,2	15,3	...	531,4	85,3	p 242,6	p 18,3	195,8	206,4	9,2	p 26,4	-20,3	p -25,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » insérée dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII . 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DÉPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69
A. Crédances sur l'étranger :																				
1. Or	72,5	74,2	78,1 ³	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0
2. F.M.I. — Participation	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	
— Prêts ¹	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5		
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2	14,4	17,1	15,6
5. Crédances sur l'U.E.P. ²	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1	17,9	25,0	29,3
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3	0,2	0,4	0,1
Total des créances sur l'étranger ...	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1	119,9	128,2	124,5
B. Crédances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics	0,2	...	0,6	1,1	0,7	1,0
c) sur les banques de dépôts	0,2	0,5	...	0,5	0,5	0,3	0,7	0,2
C. Crédances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ⁴ :																				
a) à un an au plus	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3	15,8	16,7	16,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8	2,8	3,6	4,3
b) effets commerciaux	2,6	2,4	2,1	-2,1	-2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0	9,2	9,9	11,3
c) avances	0,1	0,1	...	0,2
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,4	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	3,5	2,9	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	1,4	2,0	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	43,1	49,3	37,2	38,6	53,4	60,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Crédances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères
b) en francs belges ¹	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,5	1,0	2,0	6,3	9,9
Total des engagements envers l'étranger ...	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,7	1,2	2,2	6,5	10,1
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,4	4,8	5,3	4,6
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	1,2	1,3	1,4	—	—	1,7	—	0,1	—	1,3	2,1	0,1	—	0,2	—	2,2	—	2,7	—	0,1
— autres	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	—	2,2	—	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	178,8	175,6	183,6	177,8
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	0,5	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,3	...	0,7	0,1	0,6
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	51,9	40,7	41,7	55,8	63,4
TOTAL DU PASSIF ...	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69
A. Crédances sur l'étranger :																				
1. Or	72,5	72,5	75,6	75,9	75,9	76,2	76,1	76,1	76,2	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,0	76,0	76,0	75,9
2. F.M.I. — Participation	16,3	16,4	18,1	18,1	18,2	18,1	18,2	18,2	18,3	10,3	10,2	7,3	7,3	6,1	6,1	3,5	3,5	3,5	3,6	6,3
— Prêts ¹	1,9	1,9	5,9	5,9	5,5	5,5	5,5	5,0	5,0	4,0	4,0	3,5	3,5
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,8	6,2	8,1	10,8	9,3	9,9	11,7	12,4	14,2	13,1	11,2	14,4	14,9	14,8	17,1	18,4	17,8	15,6	12,5	9,7
5. Crédances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	33,3	32,0	24,2	22,7	22,3	18,2	18,7	19,0	18,1	18,7	18,4	17,9	21,4	23,9	25,0	25,5	29,0	29,3	34,1	34,1
b) en francs belges	3,1	3,3	3,2	3,4	3,2	3,1	3,1	3,4	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	3,3	0,4	1,6	0,1	0,1	0,1	...
Total des créances sur l'étranger ...	134,0	132,4	135,2	136,9	134,4	131,0	133,3	129,1	124,1	123,4	120,0	119,9	123,9	127,7	128,2	125,1	126,4	124,5	126,3	126,0
B. Crédances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,3	0,7	...	0,3	...	1,1	0,4	0,7	0,7	...	1,0
c) sur les banques de dépôts	1,1	0,4	0,5	0,8	...	0,3	0,9	0,1	0,7	0,5	0,8	0,2	...
C. Crédances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ² :																				
a) à un an au plus	5,5	10,1	10,0	8,5	10,0	10,9	13,5	15,7	15,3	8,0	17,0	15,8	15,4	15,9	16,7	12,5	16,3	16,0	8,3	11,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	0,5	0,9	1,6	...	0,4	1,1	1,3	1,8	3,1	2,8	2,8	3,1	3,4	3,6	4,6	5,1	4,3	4,4	3,1
b) effets commerciaux	2,2	-2,3	2,5	-3,7	-2,1	-2,2	-3,1	-4,0	-10,0	-9,8	-8,3	-9,2	-9,5	-12,8	-9,9	-11,9	-14,2	11,3	9,0	6,8
c) avances	0,1	...	0,1	0,2
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	2,1	3,5	0,4	2,7	2,9	0,6	1,3	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,4	0,5	0,6	1,1	0,3	1,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	51,7	52,0	43,1	41,6	43,3	49,3	48,9	42,9	37,2	39,9	37,3	38,6	43,8	52,9	53,4	46,5	62,8	60,3	49,4	56,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8	256,6	235,4	241,8

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1988].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	1,5	6,6	6,1	1,0	2,6	1,2	2,0	2,8	9,4	6,3	1,7	11,8	9,9	1,0	0,9
b) en francs belges ¹	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	1,7	6,8	6,3	1,2	2,8	1,4	2,2	3,0	9,6	6,5	1,9	12,0	10,1	1,2	1,1
Total des engagements envers l'étranger ...																				
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	4,0	4,2	4,4	4,3	3,9	4,3	4,0	4,0	4,4	4,2	4,1	4,8	4,6	4,6	5,3	5,0	4,4	4,6	4,4	p 4,4
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	0,1	0,1	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	p 0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	173,0	177,3	180,9	179,6	178,4	176,2	175,0	175,3	178,8	173,9	176,4	175,6	178,7	181,7	183,6	183,1	180,5	177,8	174,2	p 173,6
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,6	0,4	0,6	0,4	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	54,7	54,6	46,5	45,4	46,6	51,9	52,0	47,0	40,7	41,6	40,7	41,7	48,2	54,8	55,8	49,6	66,2	63,4	55,1	p 62,2
TOTAL DU PASSIF ...	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8	256,6	235,4	241,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	80-9-64	81-12-64	31-3-65	80-6-65	80-9-65	31-12-65	81-3-66	80-6-66	80-9-66	31-12-66	81-3-67	80-6-67	80-9-67	31-12-67	81-3-68	80-6-68	80-9-68	31-12-68	31-3-69	80-6-69	80-9-69	
A. Crédances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	... 0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	0,1	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1
5. Crédances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger 0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	0,1	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1
B. Crédances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique
b) sur les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	0,1	0,2
c) sur les banques de dépôts	0,4	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...
C. Crédances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	57,4	59,0	59,2	52,6	...
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3	6,5	6,5	6,4	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	11,5	...
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	1,3	0,6	1,4	1,2	...
c) avances
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	0,1	0,1
— autres	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus																						
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,2	0,1
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	4,6	3,9	3,7	4,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,9	76,6	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

b) • Organismes publics monétaires¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3
Total des engagements envers l'étranger ...	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,2	0,6	1,1	0,7	1,0
b) envers les organismes publics	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	6,6	6,5	6,8	6,8
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	46,8	42,5	48,7	43,8
b) détenue par les pouvoirs publics	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,5	0,2	1,0	0,2	0,8	0,9	0,4	0,1	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres
TOTAL DU PASSIF ...	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,7	76,6

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	80-9-64	81-12-64	81-3-65	30-6-65	80-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	80-9-66	31-12-66	31-3-67	80-6-67	80-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	80-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	
A. Crédances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	7,7
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	6,4	5,8	6,6	6,6	6,7
5. Crédances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	85,6	97,5	133,9	136,8	—
b) en francs belges	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	18,2	19,6	20,6	21,5	—
Total des créances sur l'étranger ...	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	116,3	129,1	167,7	172,7	—
B. Crédances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,4	4,7	5,2	4,6	—
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	—
b) sur les organismes publics	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,8	3,3	1,6	2,1	—
c) sur les banques de dépôts	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	—
C. Crédances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat ¹ :																						
a) à un an au plus	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	32,7	28,1	32,0	35,6	p39,5	—
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,7	45,6	46,3	51,7	54,0	53,0	55,7	p59,9	—
— autres	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	33,7	33,9	33,4	32,8	p31,6	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	2,0	2,3	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	p3,9	—
— autres	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,6	2,5	2,9	2,8	2,6	2,7	2,8	p2,4	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,0	4,2	3,6	3,8	3,9	—
b) effets commerciaux	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	67,1	70,4	74,0	74,9	—
c) avances	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	98,0	102,8	105,3	100,1	—
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	2,3	2,8	2,9	2,8	3,5	3,3	4,3	4,1	4,1	p 4,1	—
— autres	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	2,1	2,3	2,5	2,5	3,0	4,0	4,1	3,7	4,2	4,6	4,6	5,1	p 5,6	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	4,6	5,4	6,3	6,8	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	1,9	2,1	1,6	2,2	p 1,7	—
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	16,6	17,0	16,9	18,1	p19,1	—
— autres	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	1,9	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	2,0	1,9	p 4,5	—
D. Autres	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	52,4	56,9	55,1	59,6	67,0	78,4	p71,0	—
TOTAL DE L'ACTIF ...	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	—

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIIe année, vol. II, no 3, septembre 1968].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8
b) en francs belges ¹	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	38,7	39,0	37,2	31,8
Total des engagements envers l'étranger ...	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	152,6	162,4	200,6	201,6
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	0,2	0,5	...	0,4	0,5	0,3	0,7	0,2
b) envers les organismes publics	0,4	0,1	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...
c) envers les banques de dépôts	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	122,8	124,4	130,9	122,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	67,3
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,8	68,4	71,3	74,8	75,1	75,0
— dépôts en devises	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	20,3
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	1,4	0,1	0,4	0,1	1,0	...	—	0,2
b) envers les paraétatiques de crédit	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,3	79,5	87,1	86,2	98,3	99,0
TOTAL DU PASSIF ...	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

3 Y compris 1 milliard d'or en compte aux dépenses de la Banque centrale et au capital des sociétés de financement.

4 Autres dettes pour lesquelles la France n'a pas pu faire émission de titres [cf. l'article « Chambre IX, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'information et de Documentation (B.N.B.) : XIXème année, vol. II, no 3, septembre 1968].

2 Comptes bilatéraux sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l.U.E.P.

1 Bonnes spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968, Convention du 1-2-1968).

3 Comptes bilatéraux sur les routes [cf. l'article « Chambre IX, Organismes monétaires de la partie statistique » insérée dans le Bulletin d'information et de Documentation (B.N.B.) : XIXème année, vol. II, no 3, septembre 1968].

4 Autres dettes pour les routes sur les chemins de fer, les compagnies maritimes, les organismes de la marine marchande, les compagnies de navigation et les compagnies de transport aérien.

5 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

6 Autres dettes pour les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

7 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

8 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

9 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

10 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

11 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

12 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

13 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

14 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

15 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

16 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

17 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

18 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

19 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

20 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

21 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

22 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

23 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

24 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

25 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

26 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

27 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

28 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

29 Comptes bilatéraux sur les routes de la marine marchande, les compagnies de transport aérien et les compagnies de transport maritime.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	Colonne du tableau VIII Bilans intégrés des organismes monétaires dans laquelle la rubrique est comprise
b) en francs belges ¹	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,8	40,3	41,8	43,9	42,0	(6)
Total des engagements envers l'étranger ...	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,7	154,4	165,4	207,5	212,0	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	0,2	0,7	...	1,0	...	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,4	1,4	1,2
b) envers les organismes publics	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,1	0,3	0,2	0,2	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	19,0	19,0	20,5	22,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	185,4	182,1	190,4	184,6	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	170,4	167,4	180,2	167,2	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	67,3	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,1	75,0	(2)
— dépôts en devises	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	(3)
b) détenues par le Trésor	(4)
4. Emprunts obligataires	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	20,3	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	0,3	0,5	1,5	0,1	3,0	0,2	0,8	1,0	1,4	...	—	—	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,8	0,5	0,2	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	130,6	126,8	131,4	127,8	127,9	154,0	162,4	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	954,8	

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

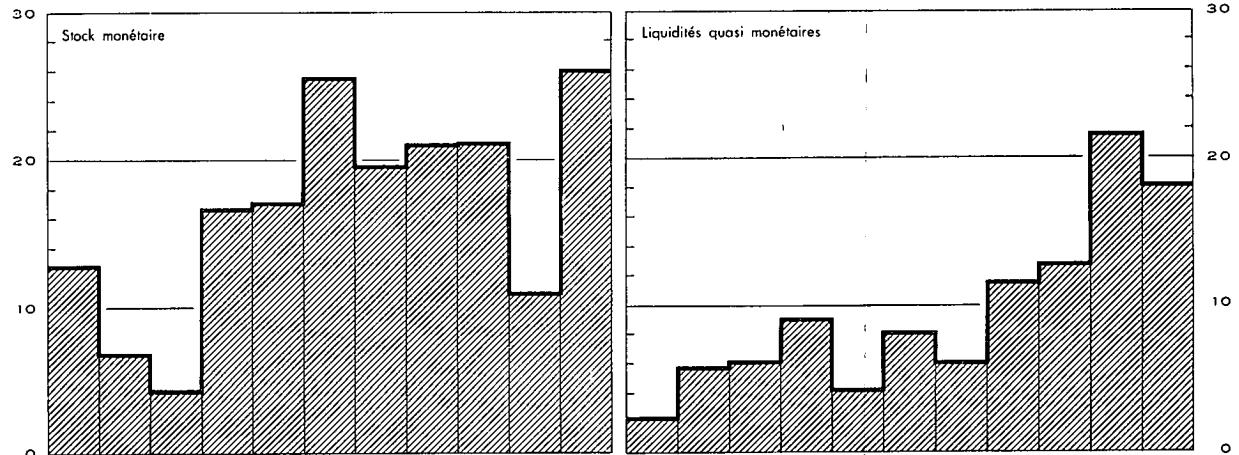
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

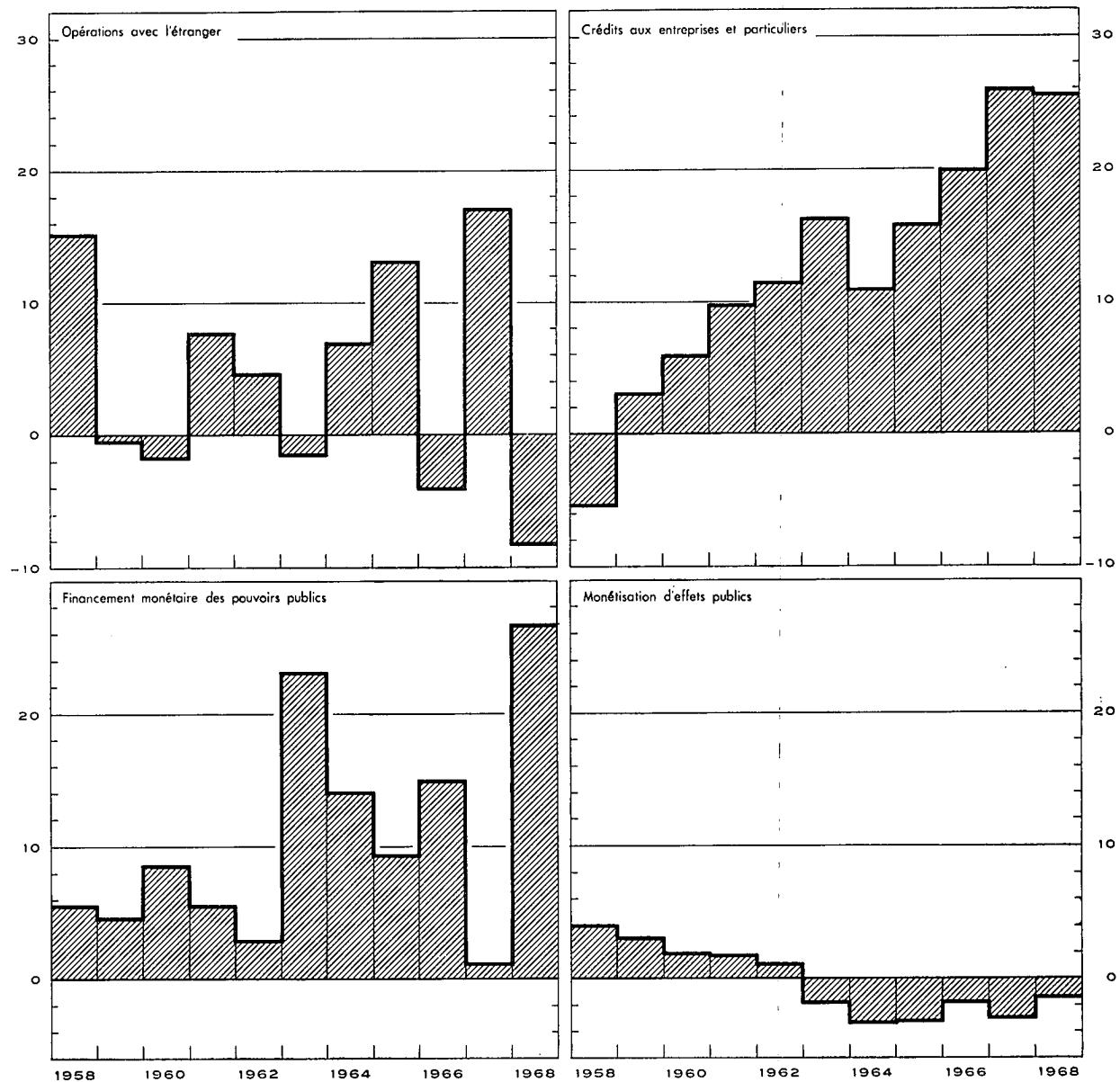
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES
(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII . 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers	
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1964	1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	- 0,2	
	2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	
	3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,8	
	4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	
	Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965	1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
	2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
	3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
	4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
	Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966	1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
	2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
	3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
	4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
	Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967	1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
	2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,8	+ 2,0
	3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
	4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
	Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,6	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,2	+ 1,5
	2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,5	+ 18,0	- 0,5	+ 0,3	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
	3 ^e trimestre	- 10,9	+ 6,2	- 4,7	- 6,0	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	- 3,1	+ 0,3	- 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 0,5	- 0,2
	4 ^e trimestre	+14,8	+ 2,1	+ 16,9	- 4,2	+ 13,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	- 0,5	- 0,3	...	- 0,7	- 1,0
	Total ...	+26,1	+18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	1 ^{er} trimestre	- 4,4	+10,2	+ 5,8	- 0,7	+ 7,8	- 1,0	- 0,9	+ 6,4	- 2,8	- 1,8	- 1,8	- 0,6	- 0,7	+ 1,9
	2 ^e trimestre	+21,7	+ 3,4	+ 25,1	+ 4,3	+ 6,9	- 0,4	+ 2,1	+ 13,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	- 1,7	- 5,9
	3 ^e trimestre	- 19,9	+ 9,4	- 10,5	p - 2,9	- 4,2	+ 0,9	+ 1,6	p - 4,9	p + 1,2	p - 0,8	+ 1,0	p + 3,8	- 1,4	p - 4,8

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

¹ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — ² Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — ³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968]. — ⁴ Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Monnaie scripturale				Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire				
					détenue par les entreprises et particuliers ¹										
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²		comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à 1 mois au plus dans les banques et établissements paraétatiques ²	Total							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)				
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4				
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3				
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3				
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ^a	82,0	89,2	209,5	57,4				
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2				
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1				
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5				
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,8 ^b	0,7	26,9	58,7 ^c	86,3	93,6	220,4	57,5				
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ^c	90,4	98,9	226,8	56,4				
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7				
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2				
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7				
1963 Juin ^e	(e)	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8				
<i>Nouvelle série ^f</i>															
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2				
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3				
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0				
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0				
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6				
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4				
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0				
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6				
1967 Juin	7,2	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6				
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4				
1968 Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3				
Août	6,9	182,3	185,0	20,6	0,3	41,3	114,6	156,2	176,8	361,8	51,1				
Septembre	6,9	180,5	182,7	19,6	0,4	42,4	116,7	159,5	179,1	361,8	50,5				
Octobre	6,9	178,9	181,5	18,9	0,4	44,1	114,8	159,3	178,2	359,7	50,5				
Novembre	6,9	179,3	181,8	21,0	0,5	40,0	119,9	160,4	181,4	363,2	50,1				
Décembre	6,9	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2				
1969 Janvier	6,9	178,1	180,5	21,8	0,5	44,8	114,8	160,1	181,9	362,4	49,8				
Février	6,9	180,5	183,0	21,8	0,5	41,1	118,5	160,1	181,9	364,9	50,2				
Mars	6,9	180,4	182,1	22,6	0,5	41,9	125,0	167,4	190,0	372,1	48,9				
Avril	7,0	183,2	185,2	20,9	0,3	48,9	122,6	171,8	192,7	377,9	49,0				
Mai	7,0	186,3	188,4	22,4	0,5	44,5	125,7	170,7	193,1	381,5	49,4				
Juin	7,1	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	48,3				
JUILLET	7,2	188,1	189,9	19,6	0,4	47,0	122,3	169,7	189,3	379,2	50,1				
Août	7,2	184,9	187,3	21,4	0,6	43,4	123,8	167,8	189,2	376,5	49,7				
Septembre	7,2	182,5	184,7	22,0	0,6	43,0	123,6	167,2	189,2	373,9	49,4				
Octobre	7,2	178,6	181,0	22,0	0,4	45,3	123,8	169,5	191,5	372,5	48,6				

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encassemens des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Crédances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique » insérée dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution									Evolution		
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : +)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	(10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵		
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres ²					(1)	(2)	(4)
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁶	74,8 ⁶	+ 8,3	- 4,2 ⁶	+ 4,1 ⁶	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	- 1,2	+ 0,6	+ 1,3	+ 4,0
1961 Année	92,7	- 14,9 ⁶	77,8 ⁶	+ 12,2	- 10,4 ⁶	+ 1,8 ⁶	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6	+ 1,3	+ 4,0	
1962 Année	91,0	- 10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	- 1,0	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1963 Année ⁷	102,2	- 23,0	79,2	+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	- 23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1	+ 0,8	- 0,1	
2 ^e trimestre .	103,2	- 23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0	+ 0,3	+ 1,9	
3 ^e trimestre .	105,2	- 24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,9	+ 7,9	
4 ^e trimestre .	114,8	- 26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 1,9	+ 10,7			
				+ 12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 0,5	+ 7,3			
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	- 26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7			
2 ^e trimestre .	120,4	- 28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7			
3 ^e trimestre .	120,0	- 29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6			
4 ^e trimestre .	122,8	- 28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9			
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+ 13,2	+ 0,5	+ 7,3			
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	- 26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7			
2 ^e trimestre .	123,0	- 29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2			
3 ^e trimestre .	121,8	- 32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2			
4 ^e trimestre .	124,5	- 35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2			
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3			
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	- 33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7			
2 ^e trimestre .	129,3	- 36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6			
3 ^e trimestre .	130,0	- 39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7			
4 ^e trimestre .	136,9	- 39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6			
				+ 12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+ 17,1	+ 1,5	+ 9,6			
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	- 38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	- 1,9	- 0,7	- 0,4	- 3,0			
2 ^e trimestre .	134,5	- 37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,2	- 0,2	+ 1,3	+ 2,8	- 1,9	+ 0,8			
3 ^e trimestre .	129,3	- 39,2	90,1	- 5,2	- 1,7	- 6,9	- 1,3	...	+ 0,4	- 6,0	+ 3,0	- 3,9			
4 ^e trimestre .	122,9	- 36,8	86,1	- 6,4	+ 2,2	- 4,2	- 1,0	...	+ 1,0	- 4,2	+ 5,1	+ 0,9			
				- 14,0	+ 3,0	- 11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 5,8	- 5,2			
1969 1 ^{er} trimestre .	117,6	- 34,0	83,6	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	- 0,8	...	- 1,0	- 0,7	p+ 3,7	p+ 1,2			
2 ^e trimestre .	121,7	- 33,2	88,5	+ 4,1	+ 0,8	+ 4,9	+ 1,2	- 0,2	- 0,4	+ 4,3	p- 1,5	p+ 3,4			
3 ^e trimestre .	114,5	- 29,2	85,3	- 7,2	+ 4,0	- 3,2	p- 1,2	p	...	+ 0,9	p- 2,9	p- 2,6	p- 5,8		

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, page 20 à 27.² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf, à partir de 1968, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-8.⁴ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L., b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) depuis le 3e trimestre de 1968, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2e trimestre de 1968 variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne(12)].

⁵ Voir tableaux IX - 1, 2 et 8, rubriques 6.21 et 6.22.⁶ Au 3e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,0 milliard en 1960 et une augmentation, également comptable, de 0,5 milliard en 1961. Ces mouvements de caractère purement comptable ont été éliminés de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (6) et (8)].⁷ A partir de 1960, les chiffres des autres organismes monétaires ne sont plus comparables à ceux des années antérieures; un article explicatif à ce sujet est inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger			Total général	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée			
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres 5		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,8	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars ⁵	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1
Septembre	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7
Décembre	27,7	13,9	19,8	14,3	118,4	194,1	29,8	14,5	4,1	48,4	242,5
1969 Mars	27,1	14,0	20,0	16,0	124,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
<i>Nouvelle série</i>											
Mars	26,3	13,0	20,8	16,0	125,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
Juin	28,3	13,3	23,4	15,1	128,8	208,9	34,6	20,4	3,0	58,0	266,9
Septembre	26,9	14,1	24,0	15,6	124,4	205,0	33,1	25,6	3,0	61,7	266,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1960, 17 juillet 1960, 18 juillet 1960, 15 février 1961 et 14 juillet 1968 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — EN COURS UTILISÉS DES CRÉDITS D'ESCOMpte, D'AVANCES ET D'ACCEPtion
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE dépôTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2	
	Accep-tations bancaires	Effets commer-ciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) + (11)	Accep-tations bancaires	Effets commer-ciaux	Total (7) = (5) + (6)	Accep-tations bancaires	Effets commer-ciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)		
A. Crédits aux entreprises et particuliers													
1965 Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—	
Septembre ...	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—	
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—	
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—	
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—	
Septembre ...	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—	
Décembre s ...	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2	
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1	
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1	
Septembre s ...	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1	
Décembre s ...	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2	
1968 Mars s	12,7	79,3	80,8	172,8	5,8	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...	
Juin s	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1	
Septembre ...	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6	
Décembre	11,9	84,2	98,0	194,1	7,7	17,2	24,9	4,2	67,0	98,0	169,2	0,6	
1969 Mars	13,0	85,6	102,8	201,4	9,4	15,3	24,7	3,6	70,3	102,8	176,7	0,5	
Juin	11,9	91,7	105,3	208,9	8,1	17,8	25,9	3,8	73,9	105,3	183,0	0,3	
Septembre ...	11,5	93,4	100,1	205,0	7,6	18,6	26,2	3,9	74,8	100,1	178,8	0,4	
B. Crédits à l'étranger													
1965 Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—	
Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—	
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1	
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,8	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1	
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1	
Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1	
Décembre s ...	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...	
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1	
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1	
Septembre s ...	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1	
Décembre s ...	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1	
1968 Mars s	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1	
Juin s	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1	
Septembre ...	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...	
Décembre	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	...	
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	14,4	7,1	21,5	5,8	7,5	15,8	29,1	...	
Juin	29,9	15,6	19,5	58,0	16,2	8,5	24,7	6,7	7,1	19,5	33,3	...	
Septembre ...	21,1	16,0	24,6	61,7	14,5	7,6	22,1	6,6	8,4	24,6	39,6	...	
C. Total													
1965 Juin	23,2	57,1	56,2	186,5	13,1	10,2	23,8	10,1	46,9	56,2	113,2	—	
Septembre ...	23,5	57,4	58,5	189,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—	
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1	
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1	
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1	
Septembre ...	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1	
Décembre s ...	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2	
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2	
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2	
Septembre s ...	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2	
Décembre s ...	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3	
1968 Mars s	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1	
Juin s	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2	
Septembre ...	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6	
Décembre	32,1	98,5	111,9	242,5	21,5	23,8	45,3	10,6	74,7	111,9	197,2	0,6	
1969 Mars	33,2	100,2	118,6	252,0	23,8	22,4	46,2	9,4	77,8	118,6	205,8	0,5	
Juin	34,8	107,3	124,8	266,9	24,3	26,3	50,6	10,5	81,0	124,8	216,9	0,3	
Septembre ...	32,6	109,4	124,7	266,7	22,1	26,2	48,3	10,5	83,2	124,7	218,4	0,4	

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Réescompte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets résescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) — (3) + (6)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1965 Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,8	0,2	2,5	...	2,7
Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
Décembre	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Mars	2,4	...	2,4	2,8	6,4	9,2	2,8	8,8	...	11,6
Juin	1,5	0,2	1,7	3,6	8,3	11,9	3,6	9,8	0,2	13,6
Septembre	1,4	...	1,4	4,3	9,7	14,0	4,3	11,1	...	15,4
B. Crédits à l'étranger										
1965 Juin	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre	2,8	...	2,8	2,8	2,8
Décembre	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre ¹	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre ¹	2,7	...	2,7	2,7	2,7
Décembre ¹	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
Décembre	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Mars	11,2	3,1	14,3	11,2	3,1	...	14,3
Juin	0,1	...	0,1	12,6	4,4	17,0	12,6	4,5	...	17,1
Septembre	0,3	...	0,3	11,7	3,6	15,3	11,7	3,9	...	15,6
C. Total										
1965 Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5
Décembre	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Mars	2,4	...	2,4	14,0	9,5	23,5	14,0	11,9	...	25,9
Juin	1,6	0,2	1,8	16,2	12,7	28,9	16,2	14,3	0,2	30,7
Septembre	1,7	...	1,7	16,0	13,3	29,3	16,0	15,0	...	31,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIIC année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 9. — EN COURS UTILISÉS DES CRÉDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDÉS A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONÉTAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ÉTRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires ¹				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires ²				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires ³ (12)
	Accep-tations bancaires	Effets commer-ciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) + (11)	Accep-tations bancaires	Effets commer-ciaux	Total (7) = (5) + (6)	Accep-tations bancaires	Effets commer-ciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(5)	(6)	(8)	(9)	(10)	(12)	(12)	(12)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1965 Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
Septembre ...	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,9	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre ...	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
Septembre ...	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
Décembre	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
Juin	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
Septembre ...	10,9	80,6	90,8	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	90,8	166,4	1,6
Décembre	11,9	86,1	98,0	196,0	5,8	8,3	14,1	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 Mars	13,0	88,0	102,8	203,8	6,6	8,4	15,0	6,4	79,6	102,8	188,8	0,5
Juin	11,9	93,2	105,5	210,6	4,4	8,1	12,5	7,5	85,1	105,5	198,1	0,3
Septembre ...	11,5	94,8	100,1	206,4	3,3	7,7	11,0	8,2	87,1	100,1	195,4	0,4
B. Crédits à l'étranger												
1965 Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
Septembre ...	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
Décembre	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
Juin	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
Septembre ...	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	...
Décembre	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	...
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	3,2	4,0	7,2	17,0	10,6	15,8	43,4	...
Juin	22,9	15,7	19,5	58,1	3,5	4,1	7,6	19,4	11,6	19,5	50,5	...
Septembre ...	21,1	16,3	24,6	62,0	2,7	4,0	6,7	18,4	12,3	24,6	55,3	...
C. Total												
1965 Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
Septembre ...	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre ...	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
Septembre ...	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
Décembre	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968 Mars	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
Juin	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
Septembre ...	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	101,4	201,0	1,6
Décembre	32,1	100,5	111,9	244,5	8,2	12,1	20,3	23,9	88,4	111,9	224,2	0,6
1969 Mars	33,2	102,6	118,6	254,4	9,8	12,4	22,2	23,4	90,2	118,6	232,2	0,5
Juin	34,8	108,9	125,0	268,7	7,9	12,2	20,1	26,9	96,7	125,0	248,6	0,3
Septembre ...	32,6	111,1	124,7	268,4	6,0	11,7	17,7	26,6	99,4	124,7	250,7	0,4

¹ Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

² Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Rééscampte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

³ Il s'agit d'effets commerciaux.

⁴ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 9, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
(millions de francs)

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175
Monnaies étrangères	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	413	251	118	62	7	—	—	—
b) A.M.E.
c) F.M.I. — Participation	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278
Prêts	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975
d) autres accords	6	120
Débiteurs pour change et or, à terme ...	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256
Effets de commerce	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694
Avances sur nantissement	74	3.022	1.655	625	34	338	345	572
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968)								
Effets publics belges	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	—	—	200
Monnaies divisionnaires et d'appoint	490	326	247	397	455	302	320	266
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	1	2	1	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583
Divers	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437
PASSIF								
Billets en circulation	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243
Comptes courants :								
Trésor public {	1	5	3	5	18	12	2	4
compte ordinaire ...	25	27	17	12	14	13	10	9
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957)
compte spécial liquidation U.E.P. ...	445	387	309	329	394	390	316	677
Banques à l'étranger : comptes ordin.	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545
Comptes courants divers								
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	200	185	126	161	262	128	271	256
b) autres accords	365	413	338	383	217	325	326	224
Total des engagements à vue ...	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	1.253	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665
Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.085	2.329	2.583
Divers	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1968 9 septembre	1969 8 septembre	1968 7 octobre	1969 6 octobre	1968 8 novembre	1969 7 novembre	1968 9 décembre	1969 8 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	75.881	75.987	76.153	75.961	76.119	75.932	76.118	75.957
Fonds Monétaire International : (Lois des 28-7-1948 et 9-6-1969)								
Participation	18.184	3.501	18.139	3.501	13.240	3.633	13.240	6.277
Prêts	5.475	...	5.475	...	5.475	...	4.975	...
Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total des éléments de couverture ...</i>	<i>99.540</i>	<i>79.488</i>	<i>99.767</i>	<i>79.462</i>	<i>94.834</i>	<i>79.565</i>	<i>94.333</i>	<i>82.234</i>
Monnaies étrangères	21.812	29.750	20.424	31.176	20.374	34.277	20.383	32.662
Monnaies étrangères et or à recevoir	12.639	14.403	21.454	18.788	14.694	13.908	13.403	16.926
Avoirs à l'étranger, en francs belges	3.000	—	3.000	—	3.000	—	3.000	—
Accords internationaux : (Loi du 28-7-1948)								
Accord Monétaire Européen
Autres accords	46	...	18	...	109	...
Débiteurs pour change et or, à terme	22.183	40.842	21.819	38.085	21.429	28.748	24.841	31.663
Effets de commerce	10.701	36.583	12.083	33.239	14.739	20.622	19.288	16.926
Avances sur nantissement	2.227	866	3.079	1.613	38	19	55	36
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	9.650	15.725	10.400	14.375	14.925	12.025	13.425	12.825
Effets publics luxembourgeois	200	100	...	100	250	...	250	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	360	329	379	363	393	379	365	351
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux	2	1	2	1	1	2	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.514	3.633	3.515	3.628	3.514	3.632	3.514	3.633
Immeubles, matériel et mobilier	1.998	2.064	1.998	2.064	1.998	2.064	1.998	2.064
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2.464	2.748	2.469	2.766	2.481	2.790	2.481	2.790
Divers	2.100	2.473	2.384	2.695	2.711	2.915	2.407	4.354
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	766	1.089	560	887	1.095	629	1.737	1.658
PASSIF								
Billets en circulation	180.810	183.925	180.907	183.792	177.973	177.981	178.568	177.612
Comptes courants :								
compte ordinaire	7	8	6	3	4	12	15	19
Trésor public { taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957)	9	9	9	8	9	8	9	8
Banques à l'étranger : comptes ordin.	319	11.592	2.088	8.110	2.607	672	5.859	667
Comptes courants divers	800	814	785	1.775	2.734	1.042	853	783
Accords internationaux : (Loi du 28-7-1948)								
A.M.E.	138	151	151	152	148	118	228	134
autres accords	231	273	193	296	185	320	180	363
<i>Total des engagements à vue ...</i>	<i>182.314</i>	<i>196.772</i>	<i>184.139</i>	<i>194.136</i>	<i>183.660</i>	<i>180.153</i>	<i>185.712</i>	<i>179.586</i>
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	—	...
Banques belges, réserve monétaire								
Monnaies étrangères et or à livrer	35.021	55.424	43.427	51.895	36.275	43.040	38.970	48.842
Caisse de Pensions du Personnel	2.464	2.748	2.469	2.766	2.481	2.790	2.481	2.790
Divers	3.076	4.428	3.269	4.925	3.468	5.330	3.776	5.614
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	3.115	3.233	3.115	3.233	3.115	3.233	3.115	3.233
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	766	1.089	560	887	1.095	629	1.737	1.658

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : *Office des Chèques postaux.*

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers 2 (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1967 4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
3 ^e trimestre	1.009	64,8	42,1	100,3	212,6	100,9	212,6	626,3	94
4 ^e trimestre	1.013	64,1	43,1	103,3	216,5	98,8	216,5	601,9	94
1969 1 ^{er} trimestre	1.015	66,8	44,3	102,4	222,7	104,8	222,7	652,7	94
2 ^e trimestre	1.014	67,7	45,7	118,8	233,0	117,6	233,0	702,5	94
1968 Juillet	1.004	72,7	42,6	116,5	245,1	118,6	245,1	725,2	93
Août	1.006	60,0	41,7	90,3	197,4	93,1	197,4	578,1	94
Septembre	1.009	61,6	42,1	94,2	195,2	91,0	195,2	575,6	94
Octobre	1.012	65,0	42,2	106,5	231,4	104,9	231,4	574,2	94
Novembre	1.013	61,6	42,8	90,3	200,1	94,0	200,1	584,6	94
Décembre	1.013	65,8	44,2	113,0	218,0	97,5	218,0	647,0	94
1969 Janvier	1.015	69,9	44,5	111,2	244,7	117,9	244,7	718,6	94
Février	1.015	65,4	44,4	96,5	219,4	103,5	219,4	638,9	94
Mars	1.015	63,5	44,1	99,5	204,1	93,1	204,1	600,7	93
Avril	1.015	66,5	44,3	105,9	219,3	102,5	219,3	647,0	94
Mai	1.014	66,4	45,8	111,7	228,4	116,8	228,4	685,3	94
Juin	1.014	70,1	47,0	138,9	251,4	133,6	251,4	775,2	95
Juillet	1.016	79,8	46,6	135,1	280,8	138,9	280,8	835,5	94
Août	1.017	64,7	45,5	98,4	211,7	102,4	211,7	624,2	94
Septembre	1.020	65,1	43,7	103,2	218,4	102,1	218,4	642,2	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 comprise, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 30 sept.	1969 30 sept.	1968 31 octobre	1969 31 octobre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10.493	10.491	10.583	10.466	5.423	6.074	5.693	5.587
Prêts au jour le jour	3.253	4.743	5.559	4.894	7.769	11.017	2.463	8.829
Banquiers	29.786	41.276	49.380	72.637	65.539	100.325	70.139	96.408
Maison-mère, succursales et filiales	3.203	9.235	10.353	13.100	14.318	18.006	14.579	20.122
Autres valeurs à recevoir à court terme	10.746	15.465	16.506	21.086	19.805	36.749	21.716	41.465
Portefeuille-effets	91.587	106.751	118.984	119.034	124.476	136.194	125.997	141.710
a) Effets publics	34.175	39.162	41.099	37.717	40.578	47.998	42.802	48.488
b) Effets commerciaux ²	57.412	67.589	77.885	81.317	83.898	88.196	83.195	93.222
Reports et avances sur titres	1.848	1.245	1.516	1.644	1.853	1.452	1.613	1.427
Débiteurs par acceptations	26.938	28.785	29.484	32.044	28.067	32.633	29.635	32.506
Débiteurs divers	60.186	68.329	82.733	110.343	99.678	123.185	101.492	127.321
Portefeuille-titres	86.447	94.289	110.154	132.211	127.417	144.040	130.346	147.405
a) Valeurs de la réserve légale	705	789	833	907	904	904	904	904
b) Fonds publics belges	80.181	87.264	102.140	119.174	115.370	118.182	118.182	118.182
c) Fonds publics étrangers	1.354	1.896	2.384	6.129	5.687	5.774	5.774	5.774
d) Actions de banques	1.912	1.904	2.195	3.075	2.654	2.644	2.644	2.644
e) Autres titres	2.295	2.436	2.602	2.926	2.802	2.842	2.842	2.842
Divers	3.184	4.021	5.356	5.574	4.622	7.118	5.817	7.264
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	327.171	384.630	440.608	523.033	498.967	616.793	509.490	630.044
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	68	56	114	102	133	142	136	145
Immeubles	2.714	3.021	3.300	3.652	3.450	3.910	3.480	3.961
Participations dans les filiales immobilières	260	258	283	449	448	311	449	313
Créances sur les filiales immobilières	89	115	77	85	83	157	87	162
Matériel et mobilier	375	457	455	465	454	505	473	525
Total de l'immobilisé ...	3.506	3.907	4.229	4.753	4.568	5.026	4.625	5.106
Total de l'actif ...	330.677	388.537	444.887	527.786	503.535	621.819	514.115	635.150

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets résescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	23.946	1968 30 septembre	24.680	1968 31 octobre	27.182
1966 31 décembre	17.328	1968 31 décembre	32.095	1969 30 septembre	27.455	1969 31 octobre	28.978

3 Nouvelle subdivision depuis le 31 mars 1969 :

	30-9-69	31-10-69		30-9-69	31-10-69
Valeurs mobilières :	186.676	140.016	Valeurs de la réserve légale	975	976
a) Fonds publics belges	127.966	131.355	Participations :	0.989	0.418
b) Autres titres d'emprunt	8.524	8.347	a) Filiales	2.188	2.189
c) Actions et parts de sociétés	179	507	b) Autres participations	4.201	4.224
d) Autres valeurs mobilières	7	7			

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

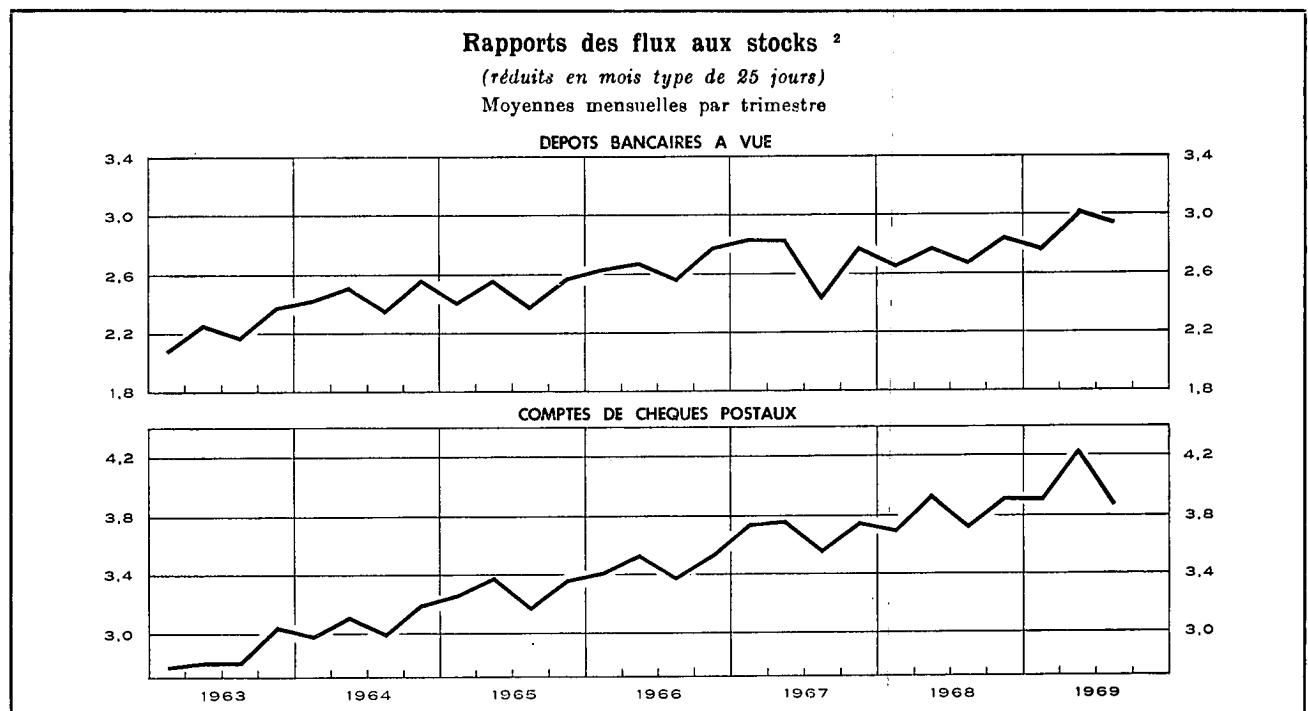
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 30 sept.	1969 30 sept.	1968 31 octobre	1969 31 octobre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	589	835	784	1.306	587	782	918	669
a) Crédanciers garantis par des priviléges	431	494	493	490	302	440	243	399
b) Crédanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	158	341	291	816	285	342	675	270
Emprunts au jour le jour	3.433	3.365	5.733	8.739	10.175	9.308	14.511	6.850
a) Garantis par des sûretés réelles	815	666	1.354	2.449	2.771	965	3.984	1.781
b) Non garantis par des sûretés réelles	2.618	2.699	4.379	6.290	7.404	8.343	10.527	5.069
Banquiers	57.426	79.174	94.222	119.989	116.049	158.689	116.022	165.580
Maison-mère, succursales et filiales	6.062	10.297	9.963	9.919	8.215	12.226	7.627	11.775
Acceptations	26.937	28.786	20.486	32.044	28.068	32.636	29.639	32.508
Autres valeurs à payer à court terme	6.578	8.012	7.891	13.964	12.239	28.902	15.126	33.243
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.413	1.107	1.320	1.976	1.824	2.270	1.657	1.930
Dépôts et comptes courants	189.447	213.093	244.383	281.371	270.555	306.605	268.916	310.670
a) A vue	92.774	98.921	109.385	122.443	117.590	120.080	115.395	119.448
b) A un mois au plus	11.847	15.035	16.778	18.476	14.743	23.341	14.573	23.951
c) A plus d'un mois	38.487	46.034	50.820	56.319	57.982	74.506	58.284	80.794
d) A plus d'un an	1.106	1.364	4.364	7.355	6.778	6.408	6.622	5.975
e) A plus de deux ans	3.031	3.016	3.493	5.023	4.708	6.841	4.810	6.897
f) Carnets de dépôts	40.179	46.800	57.739	69.787	66.845	73.519	67.310	71.804
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.023	1.923	1.804	1.968	1.909	1.910	1.922	1.801
Obligations et bons de caisse	11.371	11.978	13.546	16.538	15.852	18.019	16.140	17.915
Montants à libérer sur titres et participations	977	955	941	1.145	1.125	1.141	1.124	1.139
Divers	8.030	10.350	13.108	13.298	13.807	16.955	17.388	18.596
Total de l'exigible ...	312.263	367.952	421.377	500.289	478.496	587.533	489.068	600.875
C. Exigible spécial :								
Obligations convertibles subordonnées	—	—	—	—	—	2.292	—	2.292
D. Non exigible :								
Capital	11.245	12.461	14.610	17.859	16.004	19.986	16.004	19.967
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.949	2.298	2.368	2.867	2.314	4.280	2.314	4.280
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	705	789	833	906	904	989	904	989
Réserve disponible	4.306	4.803	5.425	5.589	5.535	6.370	5.543	6.378
Provisions	209	234	224	276	282	369	282	369
Total du non exigible ...	18.414	20.585	23.460	27.497	25.039	31.994	25.047	31.983
Total du passif ...	330.677	388.537	444.837	527.786	503.535	621.819	514.115	635.150

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUÉS AU MOYEN DES DÉPOTS BANCAIRES À VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
3 ^e trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
4 ^e trimestre	256,7	179,1	435,8	2,89	2,85	3,92
1969 1 ^{er} trimestre	253,8	185,4	439,2	2,81	2,77	3,92
2 ^e trimestre	288,7	205,7	494,4	3,00	3,04	4,22
3 ^e trimestre	273,9	187,2	461,1	3,03	2,95	3,88
1968 Octobre	242,5	177,6	420,1	2,95	2,73	3,99
Novembre	239,9	176,6	416,5	2,59	2,70	3,93
Décembre	287,6	183,1	470,7	3,12	3,12	3,83
1969 Janvier	260,4	191,9	452,3	2,98	2,86	3,98
Février	251,5	196,2	447,7	2,65	2,76	4,20
Mars	249,6	168,0	417,6	2,81	2,70	3,57
Avril	279,1	190,8	469,9	3,01	3,01	4,04
Mai	293,1	209,4	502,5	2,97	3,10	4,32
Juin	293,8	216,8	510,6	3,02	3,02	4,30
JUILLET	290,9	205,0	495,9	3,18	3,06	4,12
Août	253,0	181,3	434,3	2,75	2,75	3,77
Septembre	277,8	175,4	453,2	3,17	3,05	3,75
Octobre	298,3	198,9	497,2	3,53	3,26	4,29

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs				Passifs					
	Portefeuille			Solde créateur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valuers cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 1
	valeur nominale									
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—
1962	7.759	2.226	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—
1966	6.426	3.269	4.524	1.563	—	320	...
1967	5.943	3.560	141	6.348	...	—
1968	7.959	5.124	432	8.892	1.256	—
1967 Janvier	6.044	2.674	51	5.304	...	—
Février	6.297	2.294	4.887	323	—
Mars	6.087	3.735	1.700	5.306	2.607	—	302	...
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	—
Mai	5.906	2.300	6.300	8.284	833	—	1.961	...
Juin	5.873	2.890	5.250	7.195	1.241	—	2.190	...
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	—
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	—
Septembre ...	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	—
Octobre	5.692	2.880	3.030	8.160	...	—
Novembre ...	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	—
Décembre	5.943	3.560	141	6.348	...	—
1968 Janvier	5.815	2.296	2.023	6.694	...	—
Février	6.113	2.657	2.282	7.685	...	—
Mars	6.572	3.250	848	7.262	...	—
Avril	6.537	2.590	2.771	8.462	...	—
Mai	6.655	2.300	4.000	...	2.100	8.974	585	—	2.100	...
Juin	7.534	2.300	5.500	...	1.700	8.915	1.063	—	3.500	...
Juillet	7.330	3.660	2.200	9.365	...	—	438	...
Août	7.567	3.785	3.300	...	2.700	10.123	945	—	2.700	...
Septembre ...	7.746	3.685	1.500	...	2.457	8.988	71	—	2.922	...
Octobre	7.276	4.194	2.550	9.927	...	—	617	...
Novembre ...	7.314	3.684	4.000	...	1.234	10.165	1.234	—	1.264	...
Décembre	7.959	5.124	432	8.892	1.256	—

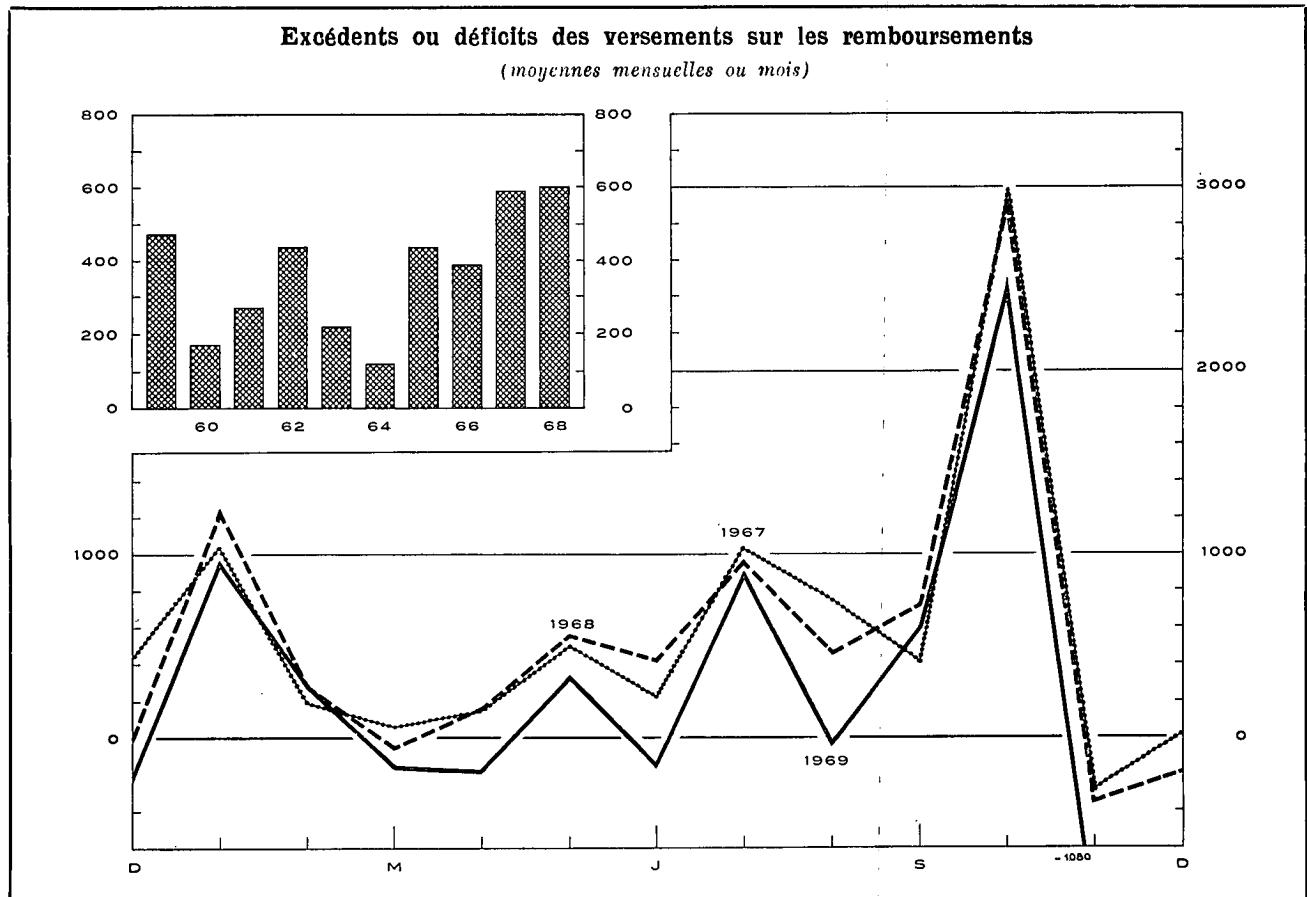
Y compris les bons de caisse réescomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV . 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Soldes des dépôts à fin de période 2 (4)
1958	18.912	14.316	4.596	66.700
1959	21.939	16.232	5.707	74.442
1960	21.840	19.786	2.054	78.887
1961	22.799	19.585	3.214	84.633
1962	25.995	20.717	5.278	92.654
1963	26.388	23.788	2.600	97.980
1964	28.229	26.757	1.472	102.395
1965	32.450	27.211	5.239	112.192
1966	37.449	32.817	4.632	120.322
1967	45.363	38.294	7.069	131.137
1968	50.955	43.751	7.204	142.297
	1968	1969	1968	1969
Janvier	4.558	5.166	3.305	132.389
Février	3.732	4.008	3.439	132.682
Mars	3.763	4.275	3.808	132.637
Avril	3.917	4.368	3.761	132.793
Mai	4.342	4.919	3.779	133.356
Juin	3.971	4.857	3.546	133.781
Juillet	4.733	5.644	3.777	134.737
Août	3.682	4.197	3.210	135.209
Septembre	4.270	5.549	3.545	135.934
Octobre	6.919	8.582	3.988	138.865
Novembre	3.281	p 3.956	3.621	p 1.080
Décembre	3.787		3.972	142.297

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1968, les intérêts capitalisés s'élèvent à 3.957 millions de F.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

Fin de période	1968	1964	1965	1966 3	1967	1968
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	18,0	20,6	24,6	26,5	29,9	33,0
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0
Crédit agricole	0,1	0,1	0,2	0,5
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5
Prêts sur nantissement
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes ...	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...
Total des placements provisoires ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7
Obligations de sociétés belges	0,8	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	—	—	—	1,5
Total des placements définitifs ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts ...	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4
Dépôts pour timbres-retraite
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la CGER.*

Fin de période	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4

PASSIF

Fonds des rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9

¹ Depuis 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la CGER.*

Fin de période	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Prêts hypothécaires
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9

PASSIF

Réserves mathématiques et provisions ²	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1
Fonds de réserve et de participation	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7

¹ Depuis 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions », les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres 1							
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dette directe et indirecte de l'Etat	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Paras-tatiques de crédit	Paras-tatiques d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,3	0,6	...	5,8	2,1	0,4	0,1	12,8
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	7,1	0,6	...	6,6	0,1	0,1	0,1	14,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,9	0,8	...	7,7			0,1	17,5
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6
1964 ³	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4
1967 ⁴	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1968 Juin	54,6	18,1	22,4	95,1	8,3	56,6	0,8	65,7	16,2	3,5	0,1	11,1	2,9	0,8	0,1	34,7
Juillet	55,3	18,1	22,8	96,2												
Août	56,4	18,2	23,2	97,8												
Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2	9,4	57,8	0,9	68,1	17,7	3,5	0,1	11,7	2,9	1,1	0,2	37,2
Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4												
Novembre	57,6	18,7	24,1	100,4												
Décembre	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1969 Janvier	59,5	19,2	24,9	103,6												
Février	60,4	19,4	25,3	105,1												
Mars	60,9	19,6	25,6	106,1	8,8	60,9	0,5	70,2	18,3	3,5	0,1	12,9	3,5	1,1	0,2	39,6
Avril	61,0	19,7	26,0	106,7												
Mai	61,2	19,9	26,3	107,4												
Juin	62,1	20,2	26,6	108,9	9,3	63,3	0,6	73,2	18,5	3,6	0,1	12,7	3,5	1,4	0,2	40,0
Juillet	62,3	20,3	27,0	109,6												
Août	63,2	20,4	27,4	111,0												
Septembre	63,5	20,4	27,7	111,6	10,0	65,1	0,7	75,8	18,7	3,7	0,1	13,1	3,5	1,5	0,2	40,8

1 Non compris les actions et les participations.

2 Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

3 De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 8,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

4 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1968	1964	1965	1966	1967	1969
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2
PASSIF						
Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructeurs maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Credit Communal de Belgique*.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsides et Fonds d'Emprunts »													
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers	Total des paiements effectués par le débit de ces comptes		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total				créditeurs	débiteurs		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8) = (9)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	8.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	8.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.883	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991
1968	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533
1967 Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076
Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491
Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287
1968 Janvier	5.803	848	256	166	1.270	34	1.196	1.230	5.843	87.088	8.630	2.482	4.427	7.821
Février	5.843	776	268	177	1.221	29	1.120	1.149	5.915	88.075	9.685	3.312	3.418	4.682
Mars	5.915	825	157	353	1.335	34	1.301	1.335	5.915	88.988	9.880	3.298	3.729	4.742
Avril	5.915	884	306	180	1.370	40	892	932	6.353	89.243	10.066	2.607	4.758	5.073
Mai	6.353	1.184	162	600	1.946	14	1.540	1.554	6.745	90.600	10.353	3.763	3.571	6.589
Juin	6.745	1.158	87	177	1.422	28	1.230	1.258	6.909	91.810	10.749	3.815	3.346	3.581
Juillet	6.909	1.039	254	251	1.544	55	1.358	1.413	7.040	92.207	11.138	2.678	4.700	7.300
Août	7.040	1.151	117	243	1.511	17	1.136	1.153	7.398	93.473	10.980	3.021	4.766	2.750
Septembre	7.398	1.218	374	224	1.816	46	1.467	1.513	7.701	95.004	11.036	4.449	3.920	4.648
Octobre	7.701	1.552	337	240	2.129	36	2.022	2.058	7.772	95.813	10.874	4.324	4.609	6.624
Novembre	7.772	1.465	166	194	1.825	40	1.559	1.599	7.998	97.379	10.093	4.120	3.847	4.604
Décembre	7.998	960	220	238	1.418	39	1.803	1.842	7.574	98.448	10.236	4.086	3.316	5.119
1969 Janvier	7.574	1.129	258	624	2.011	74	1.692	1.766	7.819	99.445	10.845	3.070	4.924	9.222
Février	7.819	1.296	229	837	2.362	38	1.981	2.019	8.162	100.868	11.153	3.926	4.569	4.746
Mars	8.162	1.508	246	564	2.318	70	2.369	2.439	8.041	103.402	11.342	3.660	4.677	6.119
Avril	8.041	1.173	159	339	1.671	94	1.135	1.229	8.483	102.779	11.244	3.584	5.427	4.480
Mai	8.483	1.105	140	349	1.594	60	1.421	1.481	8.596	103.023	10.947	3.368	6.223	6.135
Juin	8.596	2.146	231	337	2.714	44	2.472	2.516	8.794	105.415	10.138	3.995	6.135	4.773
Juillet	8.794	1.271	442	286	1.999	93	1.652	1.745	9.048	105.867	10.044	3.957	7.090	8.210
Août	9.048	940	210	186	1.336	29	1.340	1.369	9.015	107.217	10.247	4.019	6.403	4.609
Septembre	9.015	1.408	232	457	2.097	119	1.727	1.846	9.266	108.768	9.444	4.064	5.789	4.592
Octobre	9.266	1.378	383	392	2.153	118	2.026	2.144	9.275	109.200	10.631	3.636	6.270	6.231

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1964	1965	1966	1967	1968		1964	1965	1966	1967	1968
	Sociétés belges						Sociétés étrangères				
ACTIF											
Immeubles	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2		2,0	2,4	2,5	2,6	2,7
Prêts hypothécaires	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2		4,2	4,4	4,8	5,2	5,6
Prêts sur police	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2		0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :											
Fonds publics belges	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4		3,8	3,9	4,3	4,7	5,0
Valeurs étrangères	1,9	2,0	2,2	2,2	3,0		0,4	0,4	0,4	0,6	0,7
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1
Titres des organismes para-stataux de crédit	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1		0,9	1,1	1,1	1,4	1,5
Titres des autres organismes parastataux	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5		1,0	0,9	1,0	1,0	1,0
Titres des provinces et communes	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3		0,5	0,4	0,4	0,4	0,5
Obligations de sociétés belges	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0		0,6	0,7	0,8	0,9	0,9
Actions de sociétés belges ...	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0		0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3		8,0	8,2	8,7	9,7	10,4

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6		0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Réserve mathématiques ¹	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2		14,7	15,4	16,5	17,7	19,1

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1967 4 ^e trimestre ..	5,03
1968 1 ^{er} trimestre ..	4,52
2 ^e trimestre ..	4,96
3 ^e trimestre ..	5,24
4 ^e trimestre ..	5,62
1969 1 ^{er} trimestre ..	5,32
2 ^e trimestre ..	6,00
3 ^e trimestre ..	6,38

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1968*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit Communal de Belgique*..

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966 p
I. Particuliers :											
A. Thésaurisation ¹ :	p.m.										
B. Epargne-dépôts ² :											
Caisse d'épargne	6,3	5,6	9,3	10,2	6,6	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7	16,9
Banques	- 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1	13,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,6	- 0,2	1,4	0,9	0,8	1,2	0,9	1,5	2,7	3,7	2,6
Mutualités	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Total ...	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,1	20,6	22,5	19,6	36,7	32,8
Doubles emplois ³ ...	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8	- 5,7
Total net ...	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,2	18,9	21,8	19,2	27,9	27,1
C. Epargne-réserve ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,3	1,7
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4	1,4
Caisse de vacances annuelles	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6	0,7
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,9	5,4	5,6	4,9	4,6	4,5	6,3	6,3	6,9
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7	0,5
Total ...	6,8	7,0	6,7	9,5	8,5	7,8	7,6	8,3	11,7	10,3	11,2
D. Epargne hypothécaire et immobilière :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,3	12,4	12,9	12,8	14,2	14,6
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4	7,6
Total ...	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,6	22,2
E. Emissions de capitaux :											
Nouveaux placements du public	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	21,3	18,7	25,7
F. Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9	- 1,4
Epargne nette totale ...	30,4	35,8	46,1	53,4	47,7	50,2	59,3	54,6	74,4	87,6	84,8
Amortissements sur habitations ...	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6
Epargne brute totale ...	36,9	42,9	53,7	61,0	55,5	58,3	68,1	64,2	85,0	99,4	97,4
II. Entreprises :											
A. Entreprises privées :											
Epargne nette	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,3	11,6
Amortissements	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4
Epargne brute ...	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	63,0	64,0
B. Entreprises publiques autonomes :											
Epargne nette	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4	0,3
Amortissements	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,1
Epargne brute ...	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,2	4,4
Total général particuliers et entreprises ...	45,3	44,8	50,9	64,3	59,5	62,7	69,8	72,1	92,2	103,3	96,7
Epargne nette ...	81,4	83,3	90,5	105,0	103,8	108,7	120,0	126,5	153,2	166,6	165,8

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Titres accessibles à tout placeur 2					Titres non accessibles à tout placeur 4			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) 1	
	Emissions par grosses tranches		Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes			
	Emissions brutes	Amortissements 3					(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
(1)	(2)	(1) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1. Etat (dettes directe uniquement) ...	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	— 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	... 7,9	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7 17,2	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1 13,0	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7 12,2	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6 18,6	18,6
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4 4,0	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5 7,8	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1 2,8	2,8
	1966	0,4	2,1	— 1,7	—	— 1,7	4,0	1,9	2,1 0,4	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5 12,2	12,2
	1968	8,8	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2 9,2	9,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris C.G.E.R.)	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6 6,0	6,0
	1964	...	0,3	— 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0 3,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2 9,3	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9 7,6	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0 12,5	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	13,2	13,3	6,3	2,4	3,9 17,2	17,2
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1 9,0	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2 11,9	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7 12,8	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	— 0,4 15,5	15,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	— 0,2 1,5	1,5
	1964	1,4	1,9	— 0,5	—	— 0,5	0,9	0,5	0,4 — 0,1	0,1
	1965	2,0	2,7	— 0,7	—	— 0,7	2,2	0,8	1,4 0,7	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0 3,2	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4 3,0	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3 5,0	5,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6 17,4	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9 23,7	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5 39,0	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3 36,1	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3 52,7	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	22,4	58,9	15,6	9,0	6,6 65,5	65,5

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967 et 1968 qui s'élèvent respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, — 0,3 milliard et 1,7 milliard; « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal » : 0,6 milliard, 1,6 milliard et 1,2 milliard ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : — 5,6; en 1968 : 10,9 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel de même que les bons d'épargne émis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁶ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ²	Rendement pour le porteur ³		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1968	Janvier	8 Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97	
	Janvier	11 C.N.C.P. 1968-1980		99,00	12 ans	500	—		6,93	
	Février	7 Etat belge 1968-1978		99,50	10 ans	10.000	6,84		6,82	
	Mars	20 Intercom. Autor. E3 1968-1980		99,00	12 ans	5.000	6,89		6,88	
	Avril	16 S.N.C.B. 1968-1983		99,75	15 ans	2.500	6,79		6,78	
	Mai	13 Ville d'Anvers 1968-1983		99,75	15 ans	2.000	n.d.		6,78	
	Mai	13 Ville de Liège 1968-1983		99,75	15 ans	1.000	n.d.		6,78	
	Juin	17 Etat belge 1968-1975-1983		99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70	
	Septembre ...	9 Etat belge 1968-1974-1980		99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72	
	Septembre ...	9 Etat belge 1968-1980		99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84	
	Octobre	24 R.T.T. 1968-1982		99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86	
	Décembre	2 Fonds des Routes 1968-1983		99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86	
						65.350				
1969	Janvier	9 Intercom. Autor. E3 1969-1981	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99	
	Février	17 Etat belge 1969-1975-1982		99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78		6,88	
	Février	17 Etat belge 1969-1980		98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97		6,93	
	Mars	20 S.N.C.B. 1969-1977-1984		99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07	
	Avril	28 Fonds des Routes 1969-1981		98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19	
	Juin	16 Etat belge 1969-1975-1981		99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34	
	Juin	16 Etat belge 1969-1987		99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55	
	Septembre ...	1 Interc. Autor. E5 1969-1984 ⁵		100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—	
	Septembre ...	9 C.N.C.P. 1969-1975		99,00	6 ans	500	—	—	7,45	
	Octobre	13 Etat belge 1969-1975-1981 ⁶		99,50	5 a 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,51	
	Novembre ...	24 R.T.T. 1969-1981		99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,44	
	Décembre	10 Ville de Liège 1969-1983		98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64	
	Décembre	10 Ville d'Anvers 1969-1983		98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64	
	Décembre	15 S.N.C.I. 1969-1980		99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,45	
	Décembre	10 Ville de Liège 1969-1983		98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64	
	Décembre	10 Ville d'Anvers 1969-1983		98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64	

¹ Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

² Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt à lots.

⁶ Y compris 1.595 millions de souscriptions reçues du 1er au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-75.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour						à l'émission	à l'émission
1965	Janvier	Sabena	5,5-125 5,25-5,50	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17	
	Mai	R.T.T.	6,00	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00	
1966	Janvier	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83	
	Janvier	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50	

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiqué, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au Moniteur belge.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe										Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) (11) = (9) + (10)	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) (13) = (11) + (12)		
	en francs belges					en monnaies étrangères								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des parti- culiers en C.C.P.	totale (5) = (1) à (4)	conso- lidée 2	à moyen et court terme	totale 2 (8) = (6) + (7)	Total de la dette directe 2 (9) = (5) + (8)					
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0			
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2			
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0			
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1			
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0	
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4	
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9	
1968 Août	329,7	8,3	68,1	42,8	448,9	11,8	43,2	55,0	503,9	40,1	544,0	3,2	547,2	
Septembre ...	340,2	9,3	60,3	43,8	453,6	11,7	43,1	54,8	508,4	40,0	548,4	3,1	551,5	
Octobre	337,5	9,7	62,5	47,1	456,8	11,6	43,4	55,0	511,8	39,8	551,6	3,1	555,7	
Novembre ...	336,1	9,2	75,2	43,0	463,5	11,6	43,4	55,0	518,5	39,7	558,2	3,0	561,2	
Décembre ...	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3	
1969 Janvier	332,9	10,1	71,2	49,1	463,3	11,3	43,4	54,7	518,0	47,3	565,3	3,0	568,3	
Février	331,5	12,0	84,5	45,0	473,0	11,3	43,4	54,7	527,7	46,9	574,6	3,0	577,6	
Mars	337,8	12,0	81,9	47,9	479,6	11,1	43,3	54,4	534,0	46,8	580,8	2,9	583,7	
Avril	333,9	12,0	82,3	52,0	480,2	11,0	45,6	56,6	536,8	45,3	582,1	2,9	585,0	
Mai	332,7	11,8	83,5	47,3	475,3	11,9	45,8	57,7	533,0	53,4	586,4	2,9	589,3	
Juin	337,1	13,9	78,0	50,6	479,6	11,6	45,8	57,4	537,0	53,3	590,3	2,9	593,2	
Juillet	343,0	13,8	63,0	49,3	469,1	11,4	45,7	57,1	526,2	53,4	579,6	2,9	582,5	
Août	341,8	13,7	66,9	45,7	468,1	11,4	49,6	61,0	529,1	53,2	582,3	2,8	585,1	
Septembre ...	340,7	16,1	70,9	45,2	472,9	11,2	49,6	60,8	533,7	53,1	586,8	2,7	589,5	
Octobre	353,9	15,8	62,2	47,0	478,9	11,3	50,0	61,8	540,2	53,1	593,3	2,7	596,0	
Novembre ...	352,2	15,4	67,7	47,7	483,0	11,2	49,9	61,1	544,1	53,1	597,2	2,6	599,8	

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Période	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) (1)	Dette reprise du Congo (2)	Dette totale (3) = (1) + (2)	Variations comptables à éliminer					Doubles emplois à éliminer (9) = (3) - (4) à (8)	Pour mémoire : (10)		
				Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au Fonds Monétaire Internationa- l 4	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Edu- cation Nationale 6	Divers	Certificate de trésorerie souscrite avec le produit d'emprunts indirects 7					
1962	+ 12,2	- 0,6	+ 11,6	+ 1,2	...	- 0,3	- 1,2	- 0,4	+ 12,3			
1963	+ 22,8	- 1,2	+ 21,6	- 0,3	...	- 0,4	...	- 1,0	+ 23,3			
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	+ 15,0			
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	+ 22,1			
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	+ 17,1			
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	+ 22,2	+ 0,8		
1968	+ 41,0	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	+ 33,1	+ 1,0		
1968 11 mois	+ 32,8	- 0,5	+ 32,3	+ 1,5	+ 3,1	+ 0,1	+ 27,6	+ 1,1		
1969 11 mois	+ 29,9	- 0,4	+ 29,5	+ 3,8	- 5,0	- 0,7	+ 0,7 ^s	...	+ 30,7	- 1,8		

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise du Congo ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (3) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la Banque Nationale de Belgique; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la Banque Nationale de Belgique finance les prêts consentis au Fonds Monétaire International dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la Banque Nationale de Belgique à l'Office des Chèques Postaux pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements des avoirs de la Banque.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI - 3.

8 Réévaluation du D.M.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p
Etat 2	250,8	268,0	277,1	298,0	322,7	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	66,4 ³	67,0 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³	364,4 ³	389,7 ³
Intermédiaires financiers non monétaires 4	120,3	132,6	144,9	165,3	191,0	25,1	27,0	29,3	31,5	34,5	145,4	159,6	174,2	196,8	225,5
Paraétatiques d'exploitation	28,6	27,9	30,1	33,0	38,0	6,9	8,7	10,8	11,4	11,8	35,5	36,6	40,9	44,4	49,8
Sécurité sociale et fonds de pension	—	—	—	—	—	13,2	14,6	16,1	17,9	15,7	13,2	14,6	16,1	17,9	15,7
Secteur public non compris ailleurs	26,5	30,4	35,9	39,4	46,6	13,2	13,9	14,9	16,3	16,5	39,7	44,3	50,8	55,7	63,1
Total ...	426,2	458,9	488,0	535,7	598,3	122,6	129,0	136,9	143,5	145,5	548,8	587,9	624,9	679,2	743,8
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	11,4	11,5	11,4	11,1	0,8	—	—	—	—	10,9	11,4	11,5	11,4	11,1

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	229,3	245,3	264,9	294,2	318,8	5,7	6,3	7,5	9,3	10,5	235,0	251,6	272,4	303,5	329,3
Paraétatiques d'exploitation	3,8	3,8	3,8	3,8	4,4	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	4,0	4,0	4,0	4,2	4,9
Secteur public non compris ailleurs 6	1,9	2,1	2,9	3,0	3,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	2,0	2,2	3,0	3,1	3,2
Sécurité sociale 8	2,6	4,8	6,8	4,1	4,7	1,5	1,3	1,6	1,5	1,4	4,1	6,1	8,4	5,6	6,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	52,2	61,5	64,3	74,8	91,0	59,8 ³	61,4 ³	62,7 ³	64,7 ³	64,9 ³	112,0 ³	122,9 ³	127,0 ³	139,5 ³	155,9 ³
Fonds des Rentes	5,9	5,4	5,5	5,0	7,1	—	—	—	—	—	5,9	5,4	5,5	5,0	7,1
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	47,0	50,0	51,1	54,2	61,4	20,0	21,1	22,6	23,6	25,8	67,0	71,1	73,7	77,8	87,2
Organismes d'assurance-vie et d'accidents du travail, fonds de pension 8	73,6	76,0	78,5	86,9	90,2	34,7	37,9	40,5	43,0	41,0	108,3	113,9	119,0	129,9	131,2
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,9	10,0	10,2	9,7	17,7	0,6	0,7	1,7	0,9	1,2	10,5	10,7	11,9	10,6	18,9
Total ...	426,2	458,9	488,0	535,7	598,3	122,6	129,0	136,9	143,5	145,5	548,8	587,9	624,9	679,2	743,8

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 18,8 milliards à partir de 1964.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 1/4 % External Loan of 1958 » ; années 1965, 1966, 1967 et 1968 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

8 Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs, s'élèvent à 3,4 milliards à fin 1966, du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

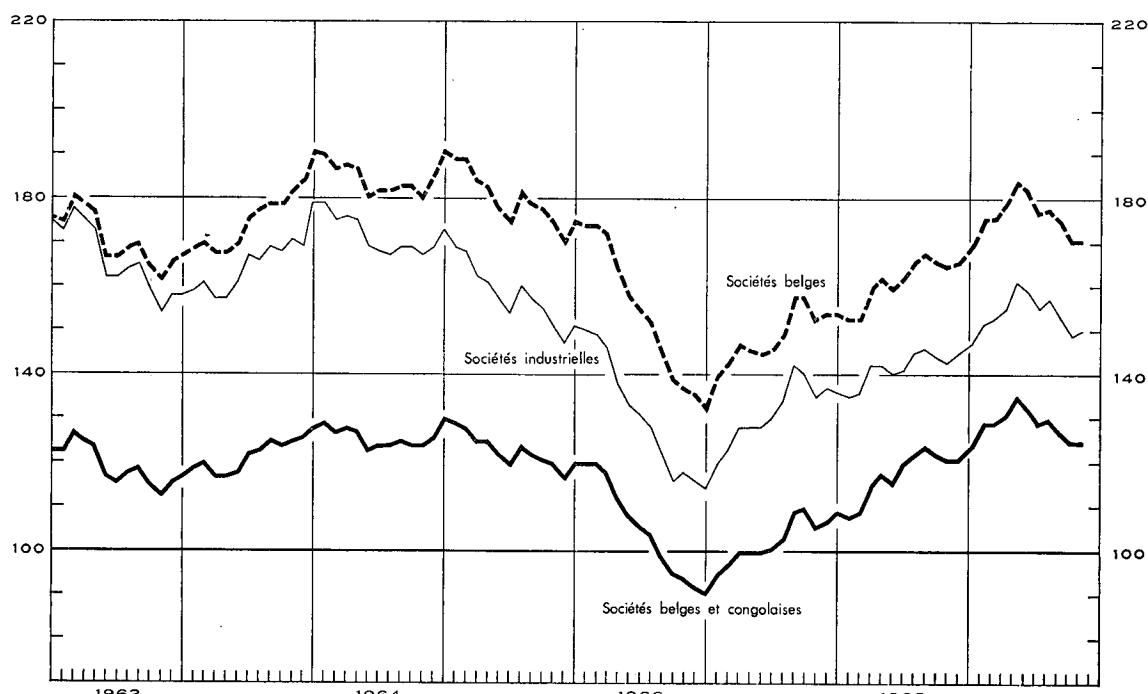
Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVIIe année : vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVIIIe année, vol. I, no 4, avril 1968 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XLIIe année, vol. I, no 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIIIe année, vol. I, no 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Économiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES

Indices des cours des actions au comptant

(Base 1953 = 100)



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions						Taux de rendement 3 5			
		Au comptant			A terme			Valeurs belges			
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles				
			Ensemble	Sociétés industrielles			en %				
		(Base 1953 = 100) 2 4									
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	129	129	3,4	3,4		
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	116	116	3,4	3,2		
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	115	115	3,5	3,4		
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	118	118	118	3,5	3,4		
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	116	116	3,4	3,3		
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	115	115	3,2	3,0		
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	114	114	3,4	3,5		
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	102	102	4,1	4,2		
1967 Moyenne mensuelle ...	81	102	148	130	105	105	105	4,2	4,0		
1968 Moyenne mensuelle ...	134	117	161	141	137	137	137	3,8 ⁶	3,8 ⁶		
		1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Janvier		119	160	109	124	154	170	136	147	114	155
Février		95	163	108	129	153	176	135	152	120	162
Mars		144	161	109	129	153	176	136	153	123	163
Avril		123	187	115	131	160	179	142	155	129	171
Mai		161	226	118	135	162	184	142	161	139	178
Juin		143	190	116	133	160	182	140	159	136	175
Juillet		156	122	120	129	162	177	141	155	145	167
Août		128	134	122	130	166	178	145	157	146	167
Septembre		144	116	124	127	168	175	146	153	150	162
Octobre		129	111	122	125	166	171	144	149	146	159
Novembre		134	109	121	125	165	171	143	150	144	158
Décembre		133	121			166		145		148	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (termes et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹
Chiffres annuels

Source : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Perdes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques⁴

1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.610	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	82	13.129	555
1968	p	10.383	8.147	2.128	13,2	1.142	n.d.	n.d.	556

Sociétés financières et immobilières⁵

1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.795	1.353
1967	1.865	44.399	26.192	4.396	398	2.824	167	23.602	1.206
1968	p	1.891	48.070	27.338	4.914	524	2.868	n.d.	1.155

Industrie des fabrications métalliques

1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.087	113
1967	1.391	22.942	19.256	4.011	1.365	1.307	150	2.352	147
1968	p	1.361	24.836	21.259	3.960	1.334	1.506	n.d.	153

Métallurgie du fer

1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	22	5.603	410
1968	p	90	26.196	19.258	576	117	250	n.d.	347

Industrie textile

1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	302	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	65	281	20
1968	p	957	13.184	11.951	1.069	717	291	n.d.	18

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	896	61
1967	729	12.932	10.838	2.140	317	794	79	845	58
1968	p	716	14.725	10.925	2.453	372	929	n.d.	57

Industrie chimique

1960	534	13.809	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	595	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	627	1.492	89	458	36
1968	p	627	35.128	25.847	4.092	947	2.216	n.d.	31

Électricité

1960	40	17.132	8.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	8.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	49	14.230	866
1968	p	17	27.953	5.775	2.597	...	2.308	n.d.	937

Industrie du charbon

1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	8	85	18
1968	p	26	4.908	1.690	94	512	55	n.d.	2

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁶

1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.546	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	61.124	3.790
1967	14.986	240.349	156.423	28.718	7.403	13.118	1.342	66.706	3.683
1968	p	15.088	280.531	183.720	33.234	7.963	15.976	n.d.	3.655

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires										
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³									
				(millions de francs)						(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.817	60
1967	277	40.281	32.720	2.712	5.164	2.336	146	1.839	112
1968	p	265	40.257	28.708	4.467	614	2.702	n.d.	n.d.

C. — Total général des sociétés par actions⁶

1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.643	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.941	3.850
1967	15.263	280.630	189.143	31.430	12.567	15.454	1.488	68.545	3.795
1968	p	15.353	320.788	212.428	37.701	8.577	18.678	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée du droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupon d'obligations bruts ³									
				Bénéfices	Pertes											
				(milliards de francs)						(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

1967 Janvier		136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois		287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois		1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois		4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois		7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois		9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois		10.283	188,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois		10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois		10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois		11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois		11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois		12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶		15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5
1968 Janvier		128	2,7	1,5	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois		291	4,2	4,4	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois		1.561	16,8	12,9	2,1	0,6	0,6	0,8
4 premiers mois		4.143	56,3	34,6	7,2	2,0	3,0	1,1
5 premiers mois		7.476	144,2	76,0	14,3	4,1	6,8	1,5
6 premiers mois		9.653	191,9	114,5	20,7	4,9	10,0	1,8
7 premiers mois		10.238	199,0	119,1	21,6	5,1	10,4	2,1
8 premiers mois		10.425	200,2	119,9	21,8	5,2	10,4	2,3
9 premiers mois		10.764	202,9	122,4	22,3	5,4	10,6	2,5
10 premiers mois		11.208	212,5	131,6	22,8	5,6	10,9	2,8
11 premiers mois		11.500	221,9	138,0	24,1	5,7	11,6	3,2
12 mois		11.925	234,3	146,5	26,2	5,9	12,7	3,7
12 mois (avec supplément) ⁶		15.088	280,5	188,7	33,2	8,0	16,0	3,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupon d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger*(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)*

1967 Janvier	2	0,1	0,2
2 premiers mois	4	0,1	0,2
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1
1968 Janvier	1	0,1	0,2
2 premiers mois	5	0,1	0,2
3 premiers mois	24	0,8	0,5	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	43	1,6	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
5 premiers mois	78	11,3	5,5	1,4	0,2	1,0	0,1
6 premiers mois	157	18,2	10,7	1,7	0,5	1,4	0,1
7 premiers mois	184	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
8 premiers mois	185	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
9 premiers mois	191	21,0	12,5	1,8	0,5	1,5	0,1
10 premiers mois	207	22,3	13,1	1,9	0,5	1,5	0,1
11 premiers mois	219	24,3	14,3	2,0	0,5	1,7	0,1
12 mois	235	26,1	15,5	2,1	0,5	1,7	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1

C. — Total général⁴

1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6
1968 Janvier	129	2,8	1,7	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	296	4,3	4,6	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.585	17,6	13,4	2,2	0,6	0,7	0,9
4 premiers mois	4.186	57,9	35,5	7,3	2,1	3,1	1,2
5 premiers mois	7.554	155,5	81,5	15,7	4,3	7,8	1,6
6 premiers mois	9.810	210,1	125,2	22,4	5,4	11,4	1,9
7 premiers mois	10.422	219,4	131,4	23,4	5,6	11,9	2,2
8 premiers mois	10.610	220,6	132,2	23,6	5,7	11,9	2,4
9 premiers mois	10.955	223,9	134,9	24,1	5,9	12,1	2,6
10 premiers mois	11.415	234,8	144,7	24,7	6,1	12,4	2,9
11 premiers mois	11.719	246,2	152,3	26,1	6,2	13,3	3,3
12 mois	12.160	260,4	162,0	28,3	6,4	14,4	3,8
12 mois (avec supplément) ⁶	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celle des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément curié avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES¹
Chiffres annuels
(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations		
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes				
			émissions		amortissements						
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (3) — (4)	(6)	= (5) + (6)	= (2) + (7)	(9)		
Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique											
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241		
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660		
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614		
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018		
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200		
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795		
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	17.716	15.987		
1967	33.471	p 14.053	3.081	2.743	338	3.712	4.050	p 18.103	24.009		
1968	51.461	n.d.	p 1.448	p 2.453	p — 1.005	p 4.347	p 3.342	n.d.	p 34.774		
Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger³											
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510		
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64		
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167		
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223		
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49		
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	468		
1966	659	10	764	40	724	...	724	734	734		
1967	86	p 21	86	57	29	...	29	p 50	44		
1968	1.567	n.d.	p 2.000	p 51	p 1.949	...	p 1.949	n.d.	p 1.949		
Total général											
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751		
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596		
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782		
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	1.412	3.147	9.729	11.795		
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151		
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258		
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	18.450	16.721		
1967	33.557	p 14.074	3.167	2.800	367	3.712	4.079	p 18.153	24.053		
1968	53.028	n.d.	p 3.448	p 2.504	p 944	p 4.347	p 5.291	n.d.	p 36.723		

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.L., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. À partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (réduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES¹

Chiffres mensuels²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.³).

Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1966 9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	68	1.135
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	3.081	13.180	86	15	86	101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	918
6 premiers mois ...	34.543	6.446	550	6.996	1.567	...	2.000	2.000
9 premiers mois ...	38.043	8.539	565	9.104	1.567	...	2.000	2.000
12 mois	51.461	17.671	p 1.448	p 19.119	1.567	...	p 2.000	p 2.000
1969 3 premiers mois ...	3.865	2.259	525	2.784	5	...	500	500
1967 Décembre	6.841	1.740	...	1.740	40
1968 Janvier	1.584	500	...	500
Février	2.753	1.759	...	1.759	18
Mars	2.403	404	400	804	900
Avril	3.355	677	...	677
Mai	6.814	1.990	150	2.140	525
Juin	17.634	1.116	...	1.116	124	...	2.000	2.000
Juillet	1.685	1.587	...	1.587
Août	671	233	15	248
Septembre	1.144	273	...	273
Octobre	780	284	400	684
Novembre	6.355	6.533	...	6.533
Décembre	6.282	2.315	30	2.345
1969 Janvier	1.230	849	400	1.249	2
Février	1.322	610	...	610	1	...	500	500
Mars	1.313	800	125	925	2
Avril	3.777	1.083	1.000	2.083	3
Mai	p 1.743	707	700	1.407	444
Juin	p 5.274	2.509	...	2.509
Juillet	p 1.971	1.279	...	1.279
Août	p 900	400	325	725
Septembre	p 2.401	552	...	552

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 8, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank.

XVII - 6. — EN COURS UTILISÉS DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires					Total général	
	Banques	Banque Nationale de Belgique	Total ²	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	Caisse d'Epargne privées	Total		
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation					
1963 Juin	85,6	1,2	86,8	58,9	32,5	68,4	(e)31,4	191,2	278,0	
Septembre	88,7	1,0	89,7	61,2	33,3	69,2	(e)32,4	196,1	285,8	
Décembre	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5	
1964 Mars	99,5	1,8	101,3	67,5	34,3	72,4	34,8	209,0	310,3	
Juin	102,9	1,4	104,3	70,7	35,2	74,6	36,4	216,9	321,2	
Septembre	104,4	1,0	105,4	72,5	36,1	76,5	38,0	223,1	328,5	
Décembre	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4	
1965 Mars	106,7	2,1	108,8	76,3	36,9	79,2	40,6	233,0	341,8	
Juin	111,7	1,7	113,4	77,5	37,7	80,5	42,6	238,3	351,7	
Septembre	115,0	1,5	116,5	79,7	38,5	82,6	44,8	245,6	362,1	
Décembre	122,7	1,8	124,5	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,0	
1966 Mars	125,1	1,7	126,8	83,5	39,5	86,7	48,3	258,0	384,8	
Juin	129,4	1,4	130,8	86,0	40,5	88,6	50,3	265,4	396,2	
Septembre	134,3	1,2	135,5	92,0	41,4	90,7	52,5	276,6	412,1	
Décembre	142,6	1,9	144,5	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,4	
1967 Mars	147,5	1,8	149,3	100,4	42,6	93,8	55,4	292,2	441,5	
Juin	154,4	1,4	155,8	103,9	43,9	95,4	57,9	301,1	456,9	
Septembre	157,6	1,2	158,8	108,2	45,0	96,7	60,3	310,2	469,0	
Décembre	168,3	2,2	170,5	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,0	
1968 Mars	172,8	2,2	175,0	117,4	46,2	100,2	64,1	327,9	502,9	
Juin	179,8	1,4	181,2	120,6	47,3	101,6	64,5	334,0	515,2	
Septembre	181,2	1,1	182,3	128,4	48,3	103,5	66,9	347,1	529,4	
Décembre	194,1	1,9	196,0	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,6	
1969 Mars	201,4	2,4	203,8	134,6	49,6	110,3	68,8	363,3	567,1	
Juin	208,9	1,7	210,6	139,8	50,7	113,0	71,7	375,2	585,8	
Septembre	205,1	1,3	206,4	148,1	51,9	115,6	74,3	389,9	596,3	

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. 4.

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVIII. — MARCHE MONETAIRE

1. — MARCHE DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (6) + (8) + (7)	Retraites de capitaux (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.856	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.565	2.982	2.346	136	3.092	1.108	6.682	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
2 ^e trimestre	2.206	1.611	2.952	2.358	95	3.236	1.080	6.769	...
3 ^e trimestre	1.921	1.864	2.701	2.524	301	2.304	1.357	6.486	...
4 ^e trimestre	1.791	1.212	3.044	2.424	144	2.213	1.266	6.047	...
1969 1 ^{er} trimestre	3.544	226	3.498	2.190	346	3.527	1.205	7.268	...
2 ^e trimestre	3.280	20	3.077	1.185	1.421	3.298	473	6.377	...
3 ^e trimestre	3.336	33	3.068	919	3.131	1.786	601	6.437	...
1968 Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...
Mai	1.798	1.412	3.425	2.604	98	3.066	867	6.635	...
Juin	2.389	1.432	2.994	2.056	188	3.365	1.206	6.815	...
Juillet	1.702	2.364	2.368	2.819	149	1.696	1.770	6.434	...
Août	1.622	1.606	2.918	2.348	61	2.649	1.088	6.146	...
Septembre	2.456	1.613	2.892	2.399	708	2.576	1.208	6.891	...
Octobre	1.186	2.019	2.523	2.511	79	1.780	1.358	5.728	...
Novembre	1.732	1.177	3.237	2.660	118	2.174	1.194	6.146	...
Décembre	2.452	438	3.341	2.108	235	2.675	1.213	6.231	...
1969 Janvier	1.584	545	3.354	2.432	201	2.111	739	5.483	...
Février	4.497	125	3.478	2.330	211	4.776	783	8.100	...
Mars	4.644	...	3.657	1.820	613	3.817	2.051	8.301	...
Avril	3.033	...	3.696	1.085	992	3.630	1.022	6.729	...
Mai	3.235	58	3.016	1.399	1.776	2.911	223	6.309	...
Juin	3.573	...	2.522	1.064	1.484	3.365	182	6.095	...
Juillet	2.142	65	2.783	1.130	936	1.749	1.175	4.990	...
Août	2.349	32	3.611	1.051	2.940	1.795	206	5.992	...
Septembre	5.592	...	2.800	564	5.595	1.818	415	8.392	...
Octobre	6.697	...	4.352	524	4.680	5.561	284	11.049	...
Novembre	3.985	...	3.439	970	2.413	3.571	470	7.424	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité autre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole. Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et reprêts par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des préteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprend notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers préteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprend notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII . 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DÉPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de période ²	Portefeuille logé				Total
	dans les banques de dépôts	à l'Institut de Réescompte et de Garantie ³	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger	à la Banque Nationale de Belgique ⁴	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,3	2,5	17,4	6,7	100,9
1968	86,6	1,7	21,2	10,8	120,3
1964 3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,6	4,0	17,5	4,7	105,8
1968 1 ^{er} trimestre	84,8	2,6	19,9	7,5	114,8
2 ^e trimestre	87,9	1,7	21,6	7,6	118,8
3 ^e trimestre	86,5	1,5	21,8	11,9	121,7
4 ^e trimestre	87,3	1,2	21,4	16,0	125,9
1969 1 ^{er} trimestre	84,6	1,6	21,6	22,7	130,5
2 ^e trimestre	88,1	1,9	20,0	27,1	137,1
3 ^e trimestre	88,9	1,1	18,5	32,8	141,3

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parastatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**Mouvement du débit**

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total					
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
4 ^e trimestre	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1969 1 ^{er} trimestre	39	3	234	1.854	559	1.857	793	998	166	2.855	959
2 ^e trimestre	39	2	181	1.959	571	1.961	752	1.137	171	3.098	923
3 ^e trimestre	39	2	207	1.998	601	2.000	808	1.160	177	3.160	985
1968 Mai	39	3	221	1.761	458	1.764	679	851	146	2.615	825
Juin	39	2	191	1.578	464	1.580	655	768	133	2.348	788
Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	145	2.481	855
Octobre	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955
Novembre	39	2	174	1.643	512	1.645	686	830	146	2.475	832
Décembre	39	2	188	2.034	562	2.036	750	1.006	174	3.042	924
1969 Janvier	39	3	168	1.939	623	1.942	791	1.009	173	2.951	964
Février	39	2	267	1.745	535	1.747	802	942	163	2.689	965
Mars	39	3	267	1.878	519	1.881	786	1.043	161	2.924	947
Avril	39	2	182	1.987	517	1.989	699	1.144	162	3.133	861
Mai	39	2	179	1.856	582	1.858	761	1.080	162	2.938	923
Juin	39	2	182	2.033	613	2.035	795	1.189	191	3.224	986
Juillet	39	2	158	2.101	600	2.103	758	1.225	185	3.328	943
Août	39	2	173	1.774	602	1.776	775	1.028	153	2.804	928
Septembre	39	2	291	2.119	601	2.121	892	1.227	192	3.348	1.084
Octobre	39	3	414	2.305	665	2.308	1.079	1.373	213	3.681	1.292

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escrimage						Avances en compte courant et prêt sur *					
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours ¹	autres effets publics ²	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque						
1962 22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25	
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—	
6 décembre ..	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—	
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50	
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25	
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50	
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50	
18 décembre ..	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—	
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—	
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75	
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50	
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50	
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
14 septembre ..	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—	
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75	
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50	
19 décembre ..	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
				pays de la C.E.E.	autres pays							
1969 1 janvier ...	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,75	6,00	6,25
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	—	6,50	6,75	7,00
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	—	7,00	7,25	7,50
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	—	7,50	7,75	8,00
31 juillet			7,00			9,00			—	8,50	8,75	9,00
18 septembre			7,50			9,50			—	9,00	9,25	9,50

* Quotité de l'avance au 30 novembre 1969

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ¹ ... max. 05 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %¹ Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.² Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

XIX . 2. — TAUX DE L'ARGENT

AU JOUR LE JOUR

XIX . 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

Moyennes 1		A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7			
			1 mois	2 mois	3 mois			6 mois	9 mois	12 mois	
1962	2,14										
1963	2,31										
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967	3,19	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1968	2,84										
1968 Novembre	3,23	1968 Nov. ..	3,50	4,00	4,50	4,80	4,71	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
Décembre	3,36	Déc. ...	4,00	4,50	5,00	5,25	4,91	1969 14 jan.	5,45	5,50	5,50
1969 Janvier	3,90	1969 Janv. ..	4,40	4,90	5,40	5,60	5,44	11 févr.	5,90	*	5,90
Février	3,16	Févr. ..	4,70	5,20	5,70	5,90	5,80	11 mars	6,10	*	*
Mars	3,47	Mars ..	5,50	5,75	6,00	6,20	6,14	8 avril	6,35	*	6,35
Avril	3,75	Avril ..	5,50	5,80	6,10	6,30	6,27	13 mai	6,50	6,70	6,70
Mai	4,25	Mai ...	5,55	5,90	6,25	6,45	6,35	10 juin	6,65	*	*
Juin	4,28	Juin ..	5,85	6,20	6,55	6,80	6,63	8 juill.	7,00	*	7,10
JUILLET	6,39	JUILLET ..	6,50	7,00	7,50	7,75	7,47	12 août	8,00	*	*
Août	7,10	Août ..	6,75	7,25	7,75	8,00	7,85	9 sept.	8,30	*	8,30
Septembre	7,48	Sept. ..	7,50	8,00	8,50	8,75	8,21	14 oct.	8,80	*	8,80
Octobre	6,66	Oct. ...	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	13 nov.	8,80	8,80	8,80
Novembre	6,89	Nov. ..	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	9 déc.	8,80	8,80	8,80

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8020). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches. (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 p.c. l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957 les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

⁷ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
1960 1er janvier	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1er juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1er mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1er janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1er avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1er septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traitements acceptés domiciliés en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^e tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1963 1er janvier	2,75	0,275	2,00	0,20
1er mai	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1er janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1er janvier	3,00	0,50	2,00	0,40
1969 16 avril	3,00	0,75	2,00	0,60
10 juin	3,00	1,00	2,00	1,00
1970 1er janvier	3,50	1,00	2,50	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1968 au 31-12-1968; 350.000 F pour la période du 1-1-1969 au 31-12-1969; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au ¹.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1er décembre 1962						Emprunts émis après le 1er décembre 1962					
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré ²	
		Etat	Paraé-tatiques et villes	Etat	Paraé-tatiques et villes		Etat	Paraé-tatiques et villes	Etat	Paraé-tatiques et villes		
		3,50 à 4 % 1re s.	5,50 %	3 à 5,50 %	4,75 à 5,50 %		6,25 à 6,75 %	5,50 à 6,50 %	5 à 7 %	3 à 7 %		
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	—	
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—	
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—	
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—	
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—	
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98	
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47	
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49	
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80	
1968 Septembre	4,06	5,58	5,21	5,49	5,64	5,52	6,63	6,58	6,58	6,59	6,60	
Octobre	4,06	5,68	5,31	5,66	5,70	5,62	6,58	6,59	6,58	6,64	6,62	
Novembre	4,06	5,65	5,28	5,64	5,71	5,59	6,59	6,61	6,59	6,66	6,63	
Décembre	4,06	5,71	5,25	5,56	5,73	5,61	6,60	6,62	6,63	6,69	6,67	
1969 Janvier	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69	
Février	4,06	5,87	5,45	5,64	5,81	5,74	6,65	6,63	6,71	6,75	6,74	
Mars	4,06	5,94	5,56	5,66	5,86	5,80	6,69	6,72	6,76	6,79	6,79	
Avril	4,06	6,01	5,58	5,68	5,91	5,86	6,68	6,71	6,84	6,84	6,85	
Mai	4,06	6,44	5,85	5,90	6,04	6,15	6,83	6,78	7,06	7,07	7,06	
Juin	4,07	6,49	6,03	5,94	6,18	6,24	6,73	6,92	7,19	7,21	7,18	
Juillet	4,07	6,50	6,13	5,95	6,16	6,26	6,72	6,99	7,16	7,38	7,23	
Août	4,07	6,55	6,23	5,96	6,16	6,29	6,68	6,82	7,22	7,41	7,26	
Septembre	4,07	6,58	6,28	6,00	6,28	6,35	6,76	6,80	7,37	7,55	7,41	
Octobre	4,08	7,17	6,79	6,44	6,54	6,81	7,02	7,21	7,86	8,25	7,98	
Novembre	4,09	7,25	6,94	6,45	6,71	6,91	7,16	8,05	7,82	8,26	7,97	
Décembre	4,09	7,12	6,75	6,25	6,66	6,79	7,43	7,94	7,73	8,21	7,91	

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Non compris les emprunts perpétuels. — 2 Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1960.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSIONS ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		2		2,—
1960 Août			12	3,—	6	3,50	27	5,50								
Octobre	11	4,—					8	5,—								
Novembre																
Décembre																
1961 Janvier	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet																
Octobre																
Novembre																
1962 Mars																
Mars																
Avril																
Juin																
Septembre																
Octobre																
Novembre																
1963 Janvier																
Mai			17	3,50												
Juillet					14	4,—										
Août																
Novembre																
1964 Janvier																
Février																
Juin																
Juillet																
Novembre			24	4,—												
1965 Janvier	22	3,50			9	3,50										
Avril																
Juin																
Août	13	4,—			6	4,50										
Décembre																
1966 Mars																
Mai	27	5,—														
Juillet																
1967 Janvier	6	4,50														
Février	17	4,—														
Mars																
Avril	14	3,50	7	4,—												
Mai	12	3,—														
Juillet																
Septembre																
Octobre																
Novembre																
Novembre			20	4,50												
1968 Janvier																
Mars			22	5,—												
Avril			19	5,50												
Juillet					4	5,—										
Juillet																
Août			30	5,25												
Septembre																
Novembre					13	6,—										
Novembre																
1968 Janvier																
Mars			22	5,—												
Avril			19	5,50												
Juillet					4	5,—										
Juillet																
Août			30	5,25												
Septembre																
Novembre					13	6,—										
Novembre																
1968 Janvier																
Mars			18	5,50												
Avril			4	6,—												
Juillet					13	7,—										
Août																
Septembre																
Octobre			11	6,—												
					8	8,—										

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

3 Le taux de 3,5 % qui était en vigueur du 7 juin 1958 au 30 juin 1969 pour toutes les opérations, est maintenu pour les établissements de crédit qui auront fait recours au réescompte pour un montant inférieur aux cinq pour cent de leurs réserves bancaires obligatoires, pendant le semestre de calendrier précédent celui de l'opération. A partir du 1er juillet 1969, le taux d'escompte s'appliquant aux établissements de crédit qui auront dépassé cette limite est majoré de 1,50 pour cent.

4 A partir du 14 août 1969 la majoration de 1,50 pour cent s'applique à un taux d'escompte de base de 4 % au lieu de 3,50 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
Concours au Fonds Monétaire International	2.263	3.096	4.405	4.926
Autres opérations	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i>	—	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics ...	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i>	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.⁴ Loi du 15 août 1938, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 10 octobre	1969 9 octobre	1968 7 novembre	1969 6 novembre
ACTIF						
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	16.999	13.727	16.543	13.775
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	1.216	1.274	1.368	1.249	1.368
Concours au Fonds Monétaire International	4.423	1.216	1.216	1.368	1.216	1.368
Autres opérations	260	...	58	...	33	...
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.880	1.290	1.290	1.199	1.290	1.191
Monnaies divisionnaires	7	32	20	19	32	42
Comptes courants postaux	1.194	1.514	1.855	275	1.229	216
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	3.855	3.452	3.855	3.452
Portefeuille d'escompte	25.185	36.468	38.537	43.220	37.073	40.640
Mobilisation de créances sur la France						
Effets représentatifs de crédits à court terme :						
Obligations cautionnées	1.810	839	2.074	2.989	2.030	1.903
Effets garantis par l'Office des céréales ⁴	1.859	2.930	1.414	2.425	1.547	2.518
Autres effets sur la France	7.697	10.643	11.576	9.154	10.606	8.994
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :						
Prêts spéciaux à la construction	2.565	4.751	6.954	6.247	5.660	5.794
Autres crédits à moyen terme	2.249	4.835	4.965	7.305	4.923	6.358
Mobilisation de créances sur l'étranger						
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	7.760	6.778	8.804	7.499	8.587
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	5.210	4.776	6.296	4.808	6.486
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.443	12.251	8.388	21.766	7.460	22.018
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	144	144	142	72
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	1.133	1.187	1.513	2.095
Divers	1.815	5.432	4.971	1.294	4.508	1.296
Total ...	78.186	91.216	87.738	97.423	84.666	95.937

PASSIF

Engagements à vue :						
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	71.887	72.919	71.450	72.063
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	5.981	5.696	3.497	5.204
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	4.126	15.064	4.093	14.485
Compte courant du Trésor public	1	1	1	1	1
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	246	3.405	2.769	9.323	2.622	9.642
Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue	1.515	1.668	1.356	5.740	1.470	4.842
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	5.494	3.494	5.376	3.935
Total ...	78.186	91.216	87.738	97.423	84.666	95.937

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1988.

XX . 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1969 February 28	1968 October 9	1969 October 8	1968 November 6	1969 November 5
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	--------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.788	2.888	3.038	3.188	3.138	3.217	3.138	3.215
Other Securities	1	1	1	1	1	22	1	24
Coin other than Gold Coin
Amount of Fiduciary Issue	2.800	2.900	3.050	3.200	3.150	3.250	3.150	3.250
Gold Coin and Bullion
Total ...	2.800	2.900	3.050	3.200	3.150	3.250	3.150	3.250

Notes Issued :								
In Circulation	2.784	2.869	3.016	3.140	3.112	3.242	3.129	3.214
In Banking Department	16	31	34	60	38	8	21	36
Total ...	2.800	2.900	3.050	3.200	3.150	3.250	3.150	3.250

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	380	458	526	486	547	470	584	420
Other Securities :								
Discounts and Advances	70	93	88	70	61	83	76	65
Securities	28	27	31	89	33	75	31	74
Notes	16	31	34	60	38	8	21	36
Coin	1	1	1	1	1	1	1	3
Total ...	495	610	680	706	680	637	713	598

Capital	15	15	15	14	15	14	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	18	12	13	12	11	11	12	18
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	97	201	218	231	220	221	223	222
Other Deposits :								
Bankers	272	268	302	301	299	237	326	200
Other Accounts	94	110	128	144	132	151	134	140
Total ...	495	610	680	706	680	637	713	598

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹
(millions of \$)

	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1968 December 31	1968 October 9	1969 October 8	1968 November 6	1969 November 5
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	--------------------	--------------------

ASSETS

Gold certificate account	13.436	12.674	11.481	10.026	10.026	10.036	10.026	10.036
Cash	129	298	360	207	310	153	283	139
Discounts and advances	137	173	141	188	288	790	534	1.205
Acceptances :								
Bought outright	75	69	75	58	54	39	59	42
Held under repurchase agreement	112	124	89	23	...	19
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	34	38	49	26	50
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	9.100	11.803	15.975	18.756	18.425	19.313	19.294	20.921
Certificates	4.351
Notes	24.828	21.302	26.918	28.706	28.424	31.357	28.424	31.357
Bonds	6.550	6.199	6.087	5.475	5.757	3.468	5.757	3.468
Total bought outright ...	40.478	43.655	48.980	52.937	52.606	54.138	53.475	55.746
Held under repurchase agreement	290	627	132	162	148	458
Total U.S. Government securities ...	40.768	44.282	49.112	52.937	52.606	54.300	53.623	56.204
Total loans and securities	41.092	44.682	49.455	53.183	52.948	55.201	54.242	57.520
Cash items in process of collection	6.915	7.879	8.465	9.417	7.876	9.034	8.512	9.489
Bank premises	103	107	112	113	115	113	114	113
Other assets	977	1.418	2.153	2.894	2.045	3.052	2.154	2.884
Total assets ...	62.652	67.058	72.026	75.840	73.320	77.589	75.331	80.181

LIABILITIES

Federal Reserve notes	37.074	39.339	41.642	44.726	42.807	45.517	43.100	45.819
Deposits :								
Member bank reserves	18.447	19.794	20.999	21.773	20.541	21.241	21.671	22.891
U.S. Treasurer - general account	668	416	1.123	703	1.295	1.148	1.044	1.027
Foreign	150	174	135	216	112	123	136	208
Other	355	588	663	747	481	503	434	471
Total deposits ...	19.620	20.972	22.920	23.439	22.429	23.015	23.285	24.597
Deferred availability cash items	4.667	5.369	5.972	6.020	6.182	6.884	7.034	7.544
Other liabilities and accrued dividends ...	189	238	296	395	386	525	406	573
Total liabilities ...	61.550	65.918	70.830	74.580	71.804	75.941	73.825	78.533

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	551	570	598	630	621	665	623	665
Surplus	551	570	598	630	598	630	598	630
Other capital accounts	297	353	285	353
Total liabilities and capital accounts ...	62.652	67.058	72.026	75.840	73.320	77.589	75.331	80.181
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	144	191	156	109	121	158	118	145

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen gulden)

	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1968 31 december	1968 7 oktober	1969 6 oktober	1968 4 november	1969 10 november
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	--------------------	---------------------

ACTIVA

Goud	6.327	6.234	6.166	6.115	6.113	6.163	6.113	6.163
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.096	1.119	2.023	984	869	1.151	649	2.196
Buitenlandse betaalmiddelen
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	44	53	50	19	264	3	264	4
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	7	78	203	211	253	392	66	352
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	704	1.139	895	1.618	1.535	1.436	1.519	1.086
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	157	234	283	418	290	603	636	122
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948)
Nederlandse munten	30	22	20	28	17	23	29	20
Belegging van kapitaal en reserves	164	162	183	226	229	264	229	264
Gebouwen en inventaris
Diverse rekeningen	15	20	24	21	13	7	13	8
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.583	10.042	9.518	10.215

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	7.682	8.245	8.558	8.703	8.419	8.969	8.482	8.887
Bankassignalies
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	525	437	873	472	745	508	613	847
's Rijks schatkist	394	326	775	394	690	446	566	762
Banken in Nederland	91	76	43	31	16	19	13	37
Andere ingezetenen	40	35	55	47	39	43	34	48
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	64	56	57	61	47	152	49	64
Buitenlandse circulatiebanken en daarmee gelijk te stellen instellingen	57	50	48	42	38	139	37	54
Andere niet-ingezetenen	7	6	9	19	9	13	12	10
Saldo's luidende in buitenlandse geldsoorten	13	13	13	7	8	6	8	6
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	163	171	209	244	209	244	209	244
Diverse rekeningen	77	119	117	128	135	143	137	147
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.583	10.042	9.518	10.215

N. B. -- Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munthiljetten	71	72	34	24	25	19	25	19
---	----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1968 dicembre	1968 agosto	1969 agosto	1968 settembre	1969 settembre
Oro in cassa	1.502	1.509	1.500	1.827	1.706	1.836	1.740	1.846
Cassa ¹	24	35	44	37	37	33	24	27
Portafoglio ²	720	939	1.243	1.333	980	1.335	973	1.203
Effetti ricevuti per l'incasso
Anticipazioni ³	311	664	1.209	1.337	819	1.100	660	1.200
Prorogati pagamenti	93	95
Ufficio italiano dei cambi	1.982	2.129	2.474	2.086	2.364	1.900	2.315	1.623
Disponibilità in divisa all'estero	—	—
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	405	619	747	1.035	718	1.557	687	1.926
Immobili
Debitori diversi	211	241	365	531	377	701	406	905
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	377	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	913	537	166	287	302	...	599	...
Servizi diversi per conto dello Stato	33	59	61	91	76	117	69	108
Spese	102	133	157	179	99	109	106	116
Totale attivo ...	6.673	7.299	8.305	9.082	7.817	9.027	7.918	9.293
 Circolazione dei biglietti ⁵	4.283	4.595	5.126	5.390	4.747	5.311	4.786	5.271
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	41	62	52	110	33	44	38	51
Conti correnti liberi	157	172	256	186	39	46	48	78
Conti correnti vincolati	1.738	1.933	2.162	2.425	2.328	2.535	2.345	2.539
Creditori diversi	340	391	537	775	555	950	579	1.140
C/c servizio tesoreria	15	...	80
Capitale
Fondo di riserva ordinario	7	8	9	9	9	10	9	10
Fondo di riserva straordinario	4	5	6	7	7	7	6	7
Rendite	103	133	157	180	99	109	107	117
Utile provvisorio del precedente esercizio	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.673	7.299	8.305	9.082	7.817	9.027	7.918	9.293
 Depositanti di titoli e valori	4.991	6.338	7.340	8.089	7.018	9.040	6.895	9.106
¹ Comprese monete di Stato	1	22	24	14	16	15	15	14
² Compresa finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	387	414	441	506	462	535	498	542
— istituti speciali	293	314	335	324	335	341	307	342
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	308	661	1.208	1.332	812	1.092	655	1.191
— privati	1	1	1	6	4	8	5	9
⁴ Compresi BOT	107	108	153	80	81	397	86	373
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	1	2	2	2	2	1	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	22	27	28	20	16	18	17	18

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDES BANK
(Millionen DM)

	1965 31. Dezember	1966 31. Dezember	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1968 7. Oktober	1969 7. Oktober	1968 7. November	1969 7. November
--	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	--------------------	--------------------	---------------------	---------------------

AKTIVA

Gold	17.371	16.905	16.647	17.881	17.565	18.112	17.565	16.570
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	8.111	9.775	10.353	11.503	9.375	19.772	9.431	9.205
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	1.000	3.715	3.200	4.200	3.200	4.200
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	892	1.084	1.953	3.184	2.890	1.722	3.147	2.029
Deutsche Scheidemünzen	130	166	200	191	221	161	230	171
Postcheckguthaben	409	425	418	470	190	219	235	202
Inlandswechsel	4.650	5.031	2.922	2.139	3.634	6.353	3.379	7.853
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	345	711	...	5	753
Lombardforderungen	696	938	950	875	310	44	48	1.421
Kassenkredite	1.408	1.164	2.220	1.344	15	15
Wertpapiere	1.151	1.095	2.317	1.688	1.814	1.095	2.011	1.008
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	7.617	7.804	6.438	6.148	6.542	6.195	6.764	6.195
Kredite an Bund für Beteiligung an internationalen Einrichtungen	3.001	3.741	3.639	4.053	4.056	3.729	4.112	3.450
Forderungen an Bund wegen Forderungs-erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.285	2.462	1.534	783	1.286	722	1.286	722
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	3.344	3.256	2.448	3.969	4.169	3.935	4.169	3.712
darunter : a) an I.W.F.	1.390	1.390	670	2.082	2.282	2.200	2.282	2.013
b) an Weltbank	1.446	1.446	1.447	1.644	1.644	1.580	1.644	1.544
c) aus der Abwicklung der E.Z.U.	508	420	331	243	243	155	243	155
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Gold- und Devisenpositionen	—	—	—	—	—	—	—	4.287
Sonstige Aktiva	433	357	830	813	489	744	573	678
	51.843	54.914	53.869	58.711	55.741	67.003	56.165	62.471

PASSIVA

Banknotenumlauf	29.455	30.770	31.574	32.499	30.766	32.548	30.193	32.495
Einlagen von	18.671	19.784	17.628	21.255	20.120	28.715	21.164	23.351
Kreditinstituten	16.241	17.386	15.179	17.579	13.817	22.156	15.834	18.662
Öffentlichen Einlegern	2.165	2.109	2.115	3.299	6.022	6.246	5.039	4.397
Andere inländischer Einlegern	265	289	334	377	281	313	291	292
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge-schäft	452	552	648	365	406	516	339	801
Einlagen ausländischer Einleger	418	494	506	322	358	483	296	769
Sonstige	34	58	137	43	48	33	43	32
Rückstellungen	1.475	1.690	1.925	2.110	2.110	2.570	2.110	2.570
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	861	963	1.080	1.180	1.180	1.280	1.180	1.280
Sonstige Passiva	639	863	729	1.012	869	1.084	889	1.684
	51.843	54.914	53.869	58.711	55.741	67.003	56.165	62.471

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE
(millions de francs suisses)

	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 7 octobre	1969 7 octobre	1968 7 novembre	1969 7 novembre
ACTIF								
Encaisse or	13.164	12.297	13.370	11.356	11.371	11.435	11.366	11.435
Devises	853	2.060	1.987	5.601	1.106	2.481	1.534	2.837
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	432	1.442	1.442	1.851	1.442	1.851
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	429	519	174	108	144	—	144	—
Portefeuille effets sur la Suisse	139	158	142	288	89	157	89	106
<i>Effets de change</i>	130	141	142	281	89	117	89	106
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	9	17	...	7	...	40
Avances sur nantissement	39	109	86	160	35	44	38	11
Titres	93	182	182	181	180	176	181	175
<i>pouvant servir de couverture</i>	2	...	9	17	17	35	17	34
<i>autres</i>	91	182	173	164	163	141	164	141
Correspondants :								
<i>en Suisse</i>	81	97	87	122	42	51	57	35
<i>à l'étranger</i>	66	82	72	100	25	28	20	17
Autres postes de l'actif	15	15	15	22	17	23	37	18
Autres postes de l'actif	33	68	59	57	94	97	86	96
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	14.503	16.292	14.937	16.546

PASSIF

Fonds propres	57	58	59	60	60	61	60	61
Billets en circulation	10.043	10.651	11.327	12.047	10.647	11.210	10.723	11.344
Engagements à vue	3.215	3.431	4.145	6.414	2.863	3.965	3.208	4.051
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	3.005	2.982	3.811	5.776	2.389	3.504	2.709	3.335
<i>Autres engagements à vue</i>	210	449	334	638	474	461	499	716
Comptes de virements de banques temporairement liés	1.035	1.035	—	—	—	—	—	—
Engagements à terme	602	389	550	233	375	318	375	318
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	20	2	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	291	356	438	561	558	738	571	772
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	14.503	16.292	14.937	16.546

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.) — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandse Bank* : *Verslag over het boekjaar*. — *Banca d'Italia* : *Bulletino*. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE
Situations en millions de francs or
[unités de 0.29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	30 septembre 1968	30 septembre 1969	31 octobre 1968	31 octobre 1969
I. Or en lingots et monnayé	2.720	4.057	4.034	4.262	4.060	4.092
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ..	38	42	46	132	41	43
III. Bons du Trésor réescomptables	1.335	70	70	7	67	7
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	72	62	61	60	62	62
V. Dépôts à terme et avances :	6.231	9.949	7.133	10.552	7.608	10.708
a) à 3 mois au maximum	5.755	6.004	4.158	8.502	3.570	8.622
b) à 3 mois au maximum (or)	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	440					
d) de 6 à 9 mois	21					
e) de 9 à 12 mois	15					
f) à plus d'un an	—					
VI. Autres effets et titres :	1.941	1.563	2.244	2.445	1.948	3.574
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	295	299	288	299	295	295
b) de 3 à 6 mois	20					
c) de 6 à 9 mois	77					
d) de 9 à 12 mois	11					
e) à plus d'un an	—					
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.345	999	1.766	1.951	1.440	2.782
b) de 3 à 6 mois	83					
c) de 6 à 9 mois	58					
d) de 9 à 12 mois	34					
e) à plus d'un an	23					
VII. Actifs divers	1	20	19	1	7	44
Total actif ...	12.338	15.763	13.607	17.459	13.793	18.530

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE
Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	30 septembre 1968	30 septembre 1969	31 octobre 1968	31 octobre 1969
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	45	75	75	105	75	105
1. Fonds de Réserve Légale	12	12	12	12	12	12
2. Fonds de Réserve Générale	23	38	38	53	38	53
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes	10	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre	—	15	15	30	15	30
III. Dépôts (or) :	5.032	5.543	5.252	5.551	5.315	5.471
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	{ 183	138	204	217	290
b) de 9 à 12 mois	183		226	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	—		—	—	—	—
d) de 3 à 6 mois	52		—	—	—	—
e) à 3 mois au maximum	3.172		2.723	2.827	2.681	2.831
f) à vue	995		2.060	1.815	1.973	1.842
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	{ 17	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	17		—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	—		—	—	—	—
d) de 3 à 6 mois	55		—	—	—	—
e) à 3 mois au maximum	375		97	114	34	96
f) à vue	183		489	462	513	479
IV. Dépôts (monnaies) :	6.228	8.241	7.160	10.030	6.516	11.678
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	13	{ 47	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	47		1.942	2.783	1.734	2.072
c) de 6 à 9 mois	89		—	—	—	—
d) de 3 à 6 mois	377		—	—	—	—
e) à 3 mois au maximum	5.273		5.714	3.222	7.798	3.283
f) à vue	99		32	15	38	16
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	8	{ 90	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—		27	—	93	39
c) de 3 à 6 mois	—		—	—	—	—
d) à 3 mois au maximum	305		447	1.098	444	1.036
e) à vue	17		16	15	16	16
f) à 3 mois au maximum	573		529	171	687	478
V. Effets :	573	1.466	695	1.327	1.458	827
a) de 9 à 12 mois	—	{ 937	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—		524	640	980	517
c) de 3 à 6 mois	—		—	—	—	—
d) à 3 mois au maximum	573		529	171	687	478
VI. Divers	104	75	62	101	66	104
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	231	238	238	220	238	220
<i>Total passif ...</i>	12.338	15.763	13.607	17.459	13.793	18.530

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
<i>p</i>	provisoire.
<i>r</i>	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Demandes et offres d'emploi	II - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
III. — Agriculture et pêche.		3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
1. Production agricole	III - 1	X. — Marché des changes.	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
IV. — Industrie.		2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
5. Construction : données annuelles	IV - 5	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1967 ...	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1967 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes monétaires.	
b) Ventes à tempérément	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
1. Rémunerations des ouvriers	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
VII. — Prix et indices des prix.		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	4. Stock monétaire	XIII - 4
4. Indices des prix à la consommation en Belgique ...	VII - 4	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	XIV - 5a
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5b
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5c
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5d
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 6
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 7
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 8
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 9
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 10
10. Inscriptions hypothécaires	

XXV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XXV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	XVI - 3a
a) Situation officielle	XVI - 3b
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 4
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.	
II - 2. — Demandes et offres d'emploi.	
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.	
IV - 2. — Indices de la production industrielle.	
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	
VII - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.	
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.	
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.	
VIII - 6. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.	
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.	
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux.	
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.	
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.	